

que j'ai été.

Le Monde

7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE

QUARANTE-SIXIÈME ANNÉE

N° 13846 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

VENDREDI 4 AOUT 1989

Le fragile édifice polonais

Six semaines après les élections du 18 juin dernier, qui avaient donné la mesure de l'impopularité du régime, la nouvelle équipe dirigeante mise en place en Pologne ne rend pas bien compte des changements intervenus. Le général Jaruzelski, président de la République, ses principaux collaborateurs, le général Kiszczak et M. Rakowski, nommés respectivement chef du gouvernement et secrétaire général du Parti communiste : on retrouve exactement les mêmes qu'avant à la tête du pays. Et les dirigeants de Solidarité vont avoir quelque difficulté à expliquer à leurs militants à quel ont servi les concessions faites en avril dernier lors de la signature des accords de la table ronde, point de départ du lent processus de démocratisation en cours.

Les problèmes rencontrés aussi bien par le général Jaruzelski que par son nouveau chef de gouvernement pour obtenir leur élection montrent cependant que le temps est révolu où les dirigeants du Parti communiste étaient les seuls à avoir leur mot à dire. Au sein même du parti, les débats de la semaine dernière, lors de l'élection de M. Rakowski comme secrétaire général, ont rendu publiques d'importantes dissensions.

Mais, surtout, les alliés traditionnels du POUF, qui lui servaient depuis la guerre d'appui démocratique, le Parti paysan et le Parti démocratique, ont suffisamment rugi dans les bras-croisés pour qu'on ne puisse pas les ignorer.

Après un début de rébellion, le Parti paysan a fini, mercredi 2 août, par assurer la nomination de M. Kiszczak à la tête du gouvernement. Mais ses députés ont donné leur appui à l'opposition pour créer deux commissions qui n'ont certainement pas fait plaisir au régime : l'une est chargée d'enquêter sur la gestion économique du premier ministre sortant, qui n'est autre que M. Rakowski ; l'autre, de faire la lumière sur les crimes commis au nom de la loi martiale, que M. Kiszczak, alors ministre de l'intérieur, était chargé d'appliquer.

Les appels du pied constants des dirigeants de Solidarité, invités mercredi soir encore par le nouveau premier ministre à participer au gouvernement, ne sont pas de pure tactique. Ils reflètent le manque d'assurance d'un régime qui estime avoir donné suffisamment de preuves de sa volonté de démocratisation pour que l'opposition lui accorde en quelque sorte cette légitimité que les électeurs lui ont massivement refusée. Mais, surtout, personne n'ignore que le pays va devoir affronter sur le plan économique et social une période de turbulences qui ne sera pas sans danger pour la stabilité du pays.

Solidarité se demande aujourd'hui comment jouer le rôle de « surveillant » du régime dont il a été, de fait, investi lors des élections. Si certains de ses dirigeants ne sont pas hostiles à une coalition, il lui est cependant difficile de paraître cautionner l'action gouvernementale tout en laissant au Parti communiste le soin de déterminer la marche vers la démocratie. Si le général Jaruzelski est garant, aux yeux des autres pays du pacte de Varsovie, qu'il n'y aura pas de dérapage, Solidarité doit tenir compte d'une opinion publique impatiente, qui pourrait être tentée par une opposition plus radicale.

(Lire nos informations page 3.)

M 0147 - 0804-0 - 4,50 F



3790147004500 08040

Tout en renforçant la flotte américaine en Méditerranée Washington intervient auprès de Téhéran pour obtenir la libération des otages

A la veille de l'expiration - jeudi 3 août, à 21 heures - d'un nouveau délai accordé par les ravisseurs de l'otage américain Joseph Cicippio, Israël et les Etats-Unis ont multiplié les démarches pour harmoniser leur action. Il se

confirme par ailleurs que Washington - tout en renforçant la flotte américaine en Méditerranée - a demandé au président iranien Rafsanjani d'intervenir auprès des ravisseurs pour obtenir la libération des otages.

Le département d'Etat a demandé, mercredi 2 août, au président du Iranien Ali Akbar Hachemi Rafsanjani de joindre ses actes à la parole et d'exercer son influence pour obtenir la libération des otages au Liban. Commentant une information de l'agence soviétique Tass selon laquelle M. Rafsanjani a exprimé, mardi, « ses profonds regrets à la suite de l'assassinat du lieutenant-colonel Higgins » (Le Monde du 3 août), M. Margaret Tutwiler, le porte-parole du département d'Etat, a affirmé que les Etats-Unis étaient « contents » de ces remarques. Elle a demandé, en outre, au président iranien « d'agir en conformité avec l'esprit de cette déclaration ». « Nous restons convaincus », a-t-elle ajouté, que l'Iran est dans une position unique pour exercer une influence significative sur ceux qui détiennent les otages et lui demandons de le faire (...) pour obtenir la libération

immédiate, inconditionnelle de tous les otages sains et saufs. » Par ailleurs, un responsable du département d'Etat a indiqué sous le couvert de l'anonymat que les messages envoyés ces derniers jours à l'Iran via des pays tiers, notamment la Suisse, étaient « fermes ». « Nous avons des raisons de croire que des gens essayent d'utiliser leur influence pour tenter d'apporter leur aide », a-t-il déclaré, ajoutant que la Syrie était du nombre. La Syrie est le seul Etat arabe à avoir de bonnes relations avec l'Iran et à être en contact avec les extrémistes pro-iraniens du Hezbollah au Liban. Elle avait contribué, en 1985, à la libération de trois diplomates soviétiques enlevés par un groupe islamiste sunnite au Liban, après l'assassinat d'un quatrième otage.

M. Tutwiler a encore affirmé que Washington ne demandait pas à Israël de relâcher le cheikh Obeid, parce que cela reviendrait à faire

une concession aux preneurs d'otages. Mais Washington ne demande pas non plus à l'Iran de ne pas le relâcher, a-t-elle indiqué. Elle confirmait ainsi que les Etats-Unis ne s'opposeraient pas à l'échange du cheikh Obeid et de prisonniers libanais contre des prisonniers israéliens et les otages occidentaux, ce qu'a proposé Israël.

Le ministre israélien de la défense, M. Itzhak Rabin, a estimé, jeudi, que les chances d'un règlement dans l'affaire des otages occidentaux et des prisonniers israéliens détenus au Liban « augmentent », grâce à l'activité diplomatique internationale.

Interrogé sur d'éventuelles négociations entre la formation chiite du Hezbollah (pro-iranien) et Israël, M. Rabin a réaffirmé qu'aucun contact n'avait pu être établi jusqu'à présent. « Nous souhaitons un tel dialogue, mais il ne s'est pas encore engagé », a-t-il indiqué.

(Lire nos informations page 3.)

Une expérience aux Etats-Unis pour pallier la surpopulation des prisons

La panacée du « choc carcéral »

Moyen de pallier la surpopulation des prisons et pour dissuader les jeunes délinquants, le programme du « choc carcéral », expérimenté pour la première fois il y a six ans en Géorgie, fait subir un régime militaire draconien aux détenus, et permet au système pénitentiaire de réaliser de notables économies. De là à parler de panacée...

NEW-YORK

de notre envoyée spéciale

Autour, il n'y a rien, sinon la solitude des bois. Pourtant, il est rare, à Summit Shock Camp, que l'on puisse entendre le chant des oiseaux. « Move up! Move! » (« Remuez-vous! »), hurlements, coups de sifflet, chaque matin sans exception, à 5 heures, les lourdes chaussures des instructeurs s'abatissent avec précision sur les montants des lits, et le concert

d'« aboiements » commence. Il ne s'achèvera qu'à 21 h 30, lorsque, hébété de fatigue, les quelques deux cents pensionnaires de Summit Camp, un des trois centres paramilitaires, dits de choc carcéral, de l'Etat de New-York, seront autorisés à regagner leurs dortoirs.

Le choc carcéral? L'idée est de dégoûter de la prison les jeunes délinquants, garçons ou filles, que l'on espère encore récupérables. Le choix est, pour eux, simple : soit effectuer la totalité de la peine (en général entre un et trois ans de prison), soit subir six mois de « traitement de choc » avant d'être placé en liberté surveillée. Une alternative si séduisante a priori que 44 % de ceux qui ont le profil requis sautent sur l'occasion.

Pour cela, il faut être âgé de vingt-six ans au plus, avoir été condamné pour la première fois, et non pour violence, et surtout se trouver en excellente condition physique. Car, après, c'est littéralement « marche ou crève ». Tous ceux qui faiblissent (un sur quatre environ) sont irrémédiablement ramenés en prison, sans que le temps passé au Shock Camp soit déduit de leur peine. Aussi, à Summit, ne trouve-t-on aucune barrière ni aucun barbelé autour des baraques. Comme le dit, en ironisant à peine, un surveillant : « Ces gosses du Bronx et du Queens [quartiers de New-York] n'ont jamais vu un brin d'herbe. La forêt leur fait plus peur que le règlement. Et, de toute façon, ceux qui restent ont choisi de se servir les dents. »

Qu'il gèle ou qu'il fasse un chaleur torride, le programme est le même : quarante-cinq minutes de gymnastique au saut du lit, 4 kilomètres de jogging, quelques cours pour les plus illettrés et travaux disciplinaires à outrance tels que couper et scier du bois.

MARIE-CLAUDE DECAMPS.

(Lire la suite page 6.)

Incendies dans le Sud-Est : cent cinquante feux en deux jours



Après quarante-huit heures de lutte, le front des incendies recule dans le Midi. Dans les Bouches-du-Rhône, les feux étaient pratiquement maîtrisés dans la matinée du 3 août. Toutefois, dans le Var, deux foyers continuent à se propager, à Bormes-les-Mimosas et à Nans-les-Pins. Le nombre et la concomitance des départs de feux - plus de cent cinquante en deux jours - incitent à penser que la plupart des sinistres sont d'origine criminelle. En Corse, les bergers qui pratiquent l'écobuage sont mis en cause.

PAGE 8

Grandes manœuvres
dans l'industrie européenne
Siemens et Daimler-Benz obtiennent deux avis favorables à leurs projets de rachat

PAGE 21

La police de Staline en accusation
« Les Nouvelles de Moscou » lui imputent le massacre de milliers d'officiers polonais à Katyn

PAGE 3

La relève à Tokyo
M. Toshiaki Kaifu a de bonnes chances de remplacer M. Uno comme premier ministre

PAGE 6

XIV. - Paul Reynaud jette l'éponge

PAGE 2

Le Monde
LIVRES
Les huis clos meurtriers d'Hermann Ungar.
Cinquante histoires de Marcel Aymé ; « Le mot et la note », par Hector Bianciotti ; Floraison d'ouvrages sur le jazz.

PAGES 9 à 14

Le sommaire complet se trouve page 24

Vera Belmont tourne « l'Amante »

A Prague... Kafka et Milena

En tous points exceptionnelle, et pas seulement parce qu'elle fut aimée de Kafka, Milena Jesenska revit au cinéma sous les traits de Valérie Kaprisky. Le film que Vera Belmont, la réalisatrice de « Rouge baiser », tourne cet été dans la capitale tchécoslovaque, devrait sortir en salle au printemps.

PRAGUE
de notre envoyée spéciale

Le pont Charles, 8 heures du soir en juillet... Les statues baroques - cachées ou non par ces échafaudages qui, partout dans la ville, masquent d'une façon quasi permanente l'architecture - semblent protéger les parapets de pierre en tournant le dos à la Vitava-Moldau comme pour

mieux considérer de très haut les promeneurs, Pragois et touristes, qui arpentent ce pont réservé aux piétons. Comme chaque soir se sont installés entre les statues d'évêques et de saints les chanteurs à guitare ou les musiciens avec flûte et hautbois, les dessinateurs qui font le portrait des touristes pour quelques couronnes, quelques paquets de cigarettes américaines, quelques dollars glissés subrepticement dans la main de « l'artiste »...

Un fiacre, soudain, traverse la lumière dorée du soir, et les sabots du cheval font un bruit bizarre dans ce paseo vespéral. Au bout du pont, côté Mala Strana, sous un réverbère, une jeune femme avec un long manteau, un bandeau retenait la frange brune, attend. Quelqu'un arrive en courant. Elle se retourne. « Coupez ! » La caméra

s'arrête : les acteurs vont reprendre leur place, Milena Jesenska - Valérie Kaprisky - retourne sous son réverbère attendre Franz Kafka. C'est Max Brod, l'ami de Kafka, qui survient et lui remet une belle édition de l'Education sentimentale qu'elle va jeter dans le fleuve... Tout est vrai, tout est faux. C'est du cinéma : l'Amante, ou encore la « saga Milena ».

Milena... Ce n'était, jusqu'à ces derniers temps, qu'un prénom. La destinataire d'une correspondance - dont on ne connaît, hélas ! pas les lettres qu'elle-même écrivait à Kafka... Un prénom seulement, banal dans son pays, trois syllabes qui chantaient pour une interlocutrice de qualité, une femme profondément aimée par Franz Kafka - sa première traductrice en tchèque - et révélée au monde en 1952 seulement.

NICOLE ZAND.

(Lire la suite page 18.)

Rachid Mimouni
L'HONNEUR
DE LA TRIBU
roman

« Le plus beau roman paru en France depuis le début de l'année. »
Bernard Pivot (L'Express)

« Avec Rachid Mimouni, la littérature algérienne a trouvé son Gabriel Garcia Marquez. »
Frédéric Vitoux (Le Nouvel Observateur)

ROBERT LAFFONT
des livres ouverts sur le vie

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,80 DA ; Maroc, 5 dir. ; Tunisie, 800 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 \$; Grèce/Réunion, 7,20 F ; Côte d'Ivoire, 425 F CFA ; Danemark, 11 kr. ; Espagne, 180 pes. ; G.-B., 80 p. ; Italie, 180 li. ; Mexique, 30 p. ; Pays-Bas, 2,25 f. ; Norvège, 12 kr. ; Pologne, 2,25 z. ; Portugal, 140 esc. ; Roumanie, 335 F CFA ; Suède, 12,50 kr. ; Suisse, 1,80 f. ; USA (cont.), 2 \$.

كتاب من لافونت

IL Y A 50 ANS, LA GUERRE

1939 • 1940

L'ANNEE TERRIBLE

Le 16 juin, à Bordeaux, où le gouvernement s'est réfugié, la République meurt de mort naturelle. Paul Reynaud démissionne, et Philippe Pétain le remplace comme président du conseil. Dès le lendemain, le maréchal donne l'ordre de « cesser le combat », ce qui, l'armistice n'étant pas signé, permet au Reich de faire des centaines de milliers de prisonniers supplémentaires.

« C'EST le cœur serré que je vous dis aujourd'hui qu'il faut cesser le combat. Je me suis adressé cette nuit à l'adversaire pour lui demander s'il est prêt à rechercher avec nous, entre soldats, après la lutte et dans l'honneur, les moyens de mettre un terme aux hostilités. » Ces paroles historiques ont été prononcées à la radio le 17 juin, peu après midi, par le nouveau et dernier président du conseil de la Troisième République, Philippe Pétain. La veille au soir, Paul Reynaud avait démissionné. Une page venait de se tourner.

Le 14 juin, les ministres avaient quitté la Touraine, de moins en moins sûre, pour gagner Bordeaux, qui avait l'avantage d'être un port loin du fracas des armes. La ville était en plein désarroi, comme l'a bien noté Emmanuel Berl : « La ville grouillait de parlementaires, de fonctionnaires, de journalistes surmenés, de réfugiés hagards, d'affairistes avides, de fuyards terrifiés. Plus de chambres dans les hôtels, plus de tables dans les restaurants... » Si leurs Excellences avaient moins de kilomètres à faire qu'en Touraine pour se retrouver, la dispersion restait de règle : et, entre la préfecture, le centre de commandement de la région militaire, les hôtels particuliers réquisitionnés, allaient se dérouler quarante-huit heures décisives pour le sort de la France.

La partie continue de se jouer entre moins de vingt-cinq personnes, puisque les présidents des Chambres avaient jugé peu opportun et judicieux de convoquer leurs collègues, dont ils redoutaient le désarroi et le défaitisme. Les ministres présents, plus Weygand, allaient s'affronter, fatigués et épuisés nerveusement, dans trois conseils dramatiques, présidés par Albert Lebrun, président de la République. Cet ex-polytechnicien terne et frileux fut vite dépassé par les événements. Quant aux débats, ils furent confus, émaillés d'incidents hors de propos et de heurts de plus en plus violents, au point que Pétain puis Reynaud en vinrent à proposer leur démission.

CES affrontements, on ne s'en étonnera pas, ont donné lieu, après la Libération, à d'innombrables plaidoyers *pro domo*, qui ne présentent pour l'historien qu'un intérêt restreint. Quitte à être un peu schématisé, résumons le propos. Georges Mandel nous semble bien cerner l'un des enjeux majeurs quand il déclare : « Le conseil est divisé, il y a ceux qui veulent se battre, il y a ceux qui ne le veulent pas. » Tous les ministres s'accordaient sur un constat identique : le combat n'était plus possible en métropole ; mais les uns considéraient que pour la France la guerre était bel et bien terminée et qu'il convenait d'en finir immédiatement, alors que d'autres estimaient qu'il fallait, d'une manière ou d'une autre, continuer la lutte. Deux approches géopolitiques s'affrontaient. Les uns s'en tenaient à un nationalisme hexagonal qui se voulait réaliste ; les autres pressentaient que le conflit allait devenir mondial. Les premiers, et on l'a déjà perçu dans l'épisode tourangeau, étaient fermement décidés à demeurer en métropole, alors que leurs adversaires préconisaient le repli en Afrique du Nord, d'où l'on pourrait voir venir. Ce transfert sur une terre de l'Empire leur apparaissait préférable à l'exil pur et simple en Grande-Bretagne. De manière significative, d'ailleurs, les ministres avaient trouvé déplacé, dans l'après-midi du 16, le projet d'union franco-britannique, imaginé par Jean Monnet, repris au bond par Charles de Gaulle et accepté par les Britanniques. Dans le genre, il était révolutionnaire : « Les deux gouvernements déclarant que la France et la Grande-Bretagne ne seront



Paul Reynaud, fin mai 1940, entouré du général Weygand (à gauche) et du maréchal Pétain (à droite), deux artisans de sa chute. Le 16 juin, Paul Reynaud donnera sa démission.

16 juin 1940

XIV- Paul Reynaud jette l'éponge

par
Jean-Pierre Azéma

plus à l'avenir deux nations, mais une seule nation franco-britannique (...). » ; ce qui impliquait des « organismes communs » pour la défense, la politique extérieure, la politique économique. La proposition ne reçut qu'un commentaire aigre de Chautemps, se refusant à transformer la France en un « dominion ». Les débats proprement dits tournèrent autour des deux termes d'une alternative : armistice ou capitulation ? Après coup, on y a vu volontiers — et de Gaulle le premier — une discussion sur le sexe des anges. L'enjeu n'était pourtant pas mince : la capitulation — qui est d'ordre strictement militaire — abandonne sans doute la population au bon vouloir du vainqueur, mais laisse toute latitude à un gouvernement légal pour continuer la lutte de la manière qu'il lui semblera la plus adéquate ; en revanche, l'armistice, une convention politique qui lie un Etat à un autre Etat, interdit toute continuation de la guerre sous quelque forme que ce soit, tout en offrant une plus grande protection aux ressortissants du pays vaincu dès lors qu'ils admettent que la guerre est finie. Le débat, il est vrai, prit à nouveau la forme d'un affrontement entre le pouvoir civil et l'Armée (avec une majuscule), avec un généralissime confondant ce qu'il prenait pour l'honneur de l'armée avec celui de la nation en guerre : « Vous allez faire capituler l'armée, général. — Aucune force au monde ne me fera signer la capitulation d'une armée qui vient de se battre comme l'armée française l'a fait. — Vous le ferez si je vous en donne l'ordre. — Jamais ! Vous ne trouverez pas un officier français pour accomplir cette honte !... » Tandis que les deux protagonistes s'épuisaient dans des joutes stéréotypées, Philippe Pétain, qui n'était d'aucune manière le vieillard fatigué qu'on dépeindra volontiers à la Libération, déployait une activité souterraine particulièrement efficace : à Bordeaux, il faisait fonction de chef du clan de l'armistice. Il sut retourner Darlan, jusqu'alors opposé à la politique d'armistice, au point de déclarer à Jules Moch, qui faisait partie de son cabinet : « Si l'on demande un jour l'armistice, je finirai ma carrière par un acte de splendeur, et qui, le 14 encore, affirmait au général d'Astier de La Vigerie : « On se battra jusqu'au bout et, s'il le faut, je mettrai toute la flotte sous pavillon britannique. » Mais, le 15 au soir, il avait tourné casaque et, comme la flotte française était un enjeu capital pour les belligérants, son ralliement pesait lourd.

Le « Maréchal » avait maintenant un argumentaire bien au point, lui qui concevait les rapports franco-allemands

de manière très générationnelle, faisant de la défaite un épisode du feuilleton franco-germanique : l'armistice s'imposait pour préserver non seulement ce qui restait de l'armée française, mais tout autant les civils errant sur les routes. Il présentait enfin l'avantage de rendre indiscutable la révolution culturelle qui s'imposait.

Il fallait trancher. C'est pourtant de façon biaisée que fut amorcé le processus de demande d'armistice. Le 15, en effet, pour contourner l'affrontement entre Reynaud et Weygand, L. O. Frossard — qui était ministre des travaux publics et des transports, — rallié au parti de l'armistice, suggéra une solution de compromis. Elle était reprise au vol par ce roi des motions nègre-blanc et cet éminent spécialiste de la politique de l'autruche, comme il l'avait démontré en démissionnant, en mars 1938, à la veille de l'Anschluss, qu'était Chautemps. Il proposa une formule particulièrement « ficelle » : demandons au moins au Reich à quelles conditions pourrait se conclure un armistice ; les Français, informés, pourraient ainsi comprendre les raisons du départ du gouvernement hors de métropole ; sinon, c'était prendre le risque de diviser profondément la nation. Paul Reynaud se laissa prendre au piège d'une proposition qui reçut, il est vrai, l'assentiment de la majorité des ministres. Vingt-quatre heures après, au soir du 16 juin, il démissionnait. Il le faisait sans même mettre le conseil au courant, comme s'il s'agissait d'une quelconque crise ministérielle. Il a expliqué plus tard — et peut-être l'avait-il dit à Albert Lebrun en tête à tête — que, se considérant comme minoritaire à l'intérieur de son propre cabinet, il devait démissionner ; et pourtant, les pointages (on ne vote pas en conseil des ministres), qui se recoupent, montrent que, ce 16 juin, il n'y avait au maximum que 9 ministres (dont il est vrai, Pétain, Chautemps, Bouthillier) partisans de l'armistice, alors que 12 au moins et plus vraisemblablement 14 le soutenaient ; Reynaud a — volontairement ou non — confondu partisans de l'armistice et partisans de la proposition de Chautemps, ce qui n'était pas la même chose. C'était peut-être un effet de l'épuisement et de la tension nerveuse : bien des témoins ont souligné combien il avait paru soulagé après sa démission. Ajoutons que se diluaient également les soutiens extérieurs dont il avait besoin. Roosevelt, nous le savons,

lui faisait connaître qu'il ne pouvait rien pour lui dans l'immédiat ; quant à Churchill, il tergiversait quelque peu ; réagissant à la proposition Chautemps, le gouvernement de Sa Majesté « donnait son assentiment à une enquête du gouvernement français », tout en ajoutant ceci : « à la seule condition que la flotte française soit immédiatement dirigée sur les ports britanniques en attendant l'ouverture des négociations ». Reynaud préféra tenir pour lui ce télégramme, qu'annulait, il est vrai, le projet d'union franco-britannique. Il est vraisemblable qu'il a préféré — les conditions étant ce qu'elles étaient — éclaircir la situation selon une tactique parlementaire éprouvée (ce que les hommes politiques dénomment « lever les hypothèques ») : les conditions imposées par Hitler seraient si dures que le parti de l'armistice devrait se retirer ; Lebrun le rappellerait ; alors, il aurait les mains libres. On comprend mieux pourquoi il a de lui-même — quoi qu'il ait pu dire plus tard — recommandé à Lebrun de choisir Pétain pour lui succéder. Mais à ce jeu compliqué Reynaud allait être perdant.

DÈS le 16 juin au soir, l'ambassadeur d'Espagne en France, Félix Lequerica, transmettait ce télégramme : « Le gouvernement du maréchal Pétain prie le gouvernement espagnol d'agir aussi rapidement que possible comme intermédiaire auprès du gouvernement allemand en vue de la cessation des hostilités et de demander les conditions de paix proposées par l'Allemagne » : une cessation des hostilités négociée entre gouvernements s'appelle, en bon français, « armistice ». On aura remarqué que la France s'enquiert également des conditions de paix : on est déjà bien loin du projet de Chautemps ; c'était signifier que la France vaincue s'installait dans sa défaite pour un temps indéterminé, dans une Europe allemande. Le lendemain, Pétain donnait l'ordre de « cesser le combat », ce qui, l'armistice n'étant pas signé, donna en prime au Reich des centaines de milliers de prisonniers supplémentaires.

Du nouveau gouvernement, Lebrun dira plus tard, non sans naïveté, qu'il présentait du moins l'avantage d'avoir été couché sur une liste toute préparée. En fait, il y eut quelques palabres — puisque Weygand s'opposa à la nomination de Laval aux affaires étrangères — et pas mal d'improvisation. L'essentiel est pourtant ailleurs. Pétain donnait assurément l'impression de se prêter à des usages éprouvés et de vouloir s'entourer d'une équipe d'union nationale, qui rassemblait toutes les variantes, de la droite jusqu'aux socialistes inclus

(Léon Blum, consulté, avait autorisé deux députés de la SFIO, anciens membres du gouvernement Reynaud, ralliés à Pétain, à en faire partie). Mais, en y regardant d'un peu près, on pouvait discerner des singularités. Les non-parlementaires étaient passés de 7 sur 29 à 8 sur 18 (dont 5 militaires). C'est encore plus la manière de procéder qui est significative. Lors du premier conseil, Pétain, dit-on, se serait enquis du nom d'un nouveau ministre (il s'agissait d'Albert Rivaud, un universitaire placé à la tête de l'éducation nationale) ; et, si l'on en croit Pomaret, le nouveau ministre de l'Intérieur, il lui aurait été proposé à la fois l'Intérieur et la justice, ce qui était contraire à tous les usages républicains. Un nouveau style de gouvernement allait s'imposer : Pétain entendait mener le cabinet comme un état-major en campagne ; et, plus que le choix d'Untel ou d'Untel, ce qui comptera, ce sera la parole du chef.

BIEN plus tard, après la Libération, on a avancé la thèse du complot pour expliquer la mise à mort du régime ; la vérité est bien plus simple : à Bordeaux, le 16 juin, la République est morte de mort naturelle, le système politique se révélant incapable de résister à la surcharge engendrée par la défaite. Pouvait-on éviter de signer l'armistice ? Il est clair que la perspective de continuer à n'importe quel prix la guerre n'était guère populaire ; quant à poursuivre le combat dans l'Empire, ce n'était concevable qu'avec le soutien actif et de la marine et des forces britanniques ; la partie était peut-être jouable, mais elle aurait été difficile, car les forces non négligeables stationnées en Afrique du Nord manquaient de matériel et de pièces de rechange. Les tenants de l'armistice, eux, ne croyaient pas à l'Empire : « C'est de l'enfantillage », déclarait, le 6 juin, Weygand à de Gaulle, qui le pressait de faire passer des forces en Afrique du Nord ; ils ne se souciaient de l'Afrique du Nord qu'à compter du 21 juin, bien après avoir entamé le processus de l'armistice, et avant tout pour neutraliser le général Nogues, qui s'étonnait de la « lâcheté » du nouveau gouvernement. Bien après, les pétainistes inventèrent un roman d'historio-fiction, dont le premier chapitre affirmait que Pétain et son équipe avaient piégé Hitler en se battant bec et ongles pour sauvegarder l'Afrique du Nord lors des pourparlers d'armistice (ce qui est tout à fait inexact), et dont le dernier concluait que, grâce à l'armistice, les Anglo-Saxons avaient pu débarquer en novembre 1942 (ce qui est pure affabulation). A l'époque, la nouvelle équipe avait tout autre chose en tête. Elle était convaincue que la paix interviendrait sous peu, et que cette paix serait allemande ; Weygand, qui avait déclaré tout de go au général anglais Spears : « Comment voulez-vous réussir là où l'armée française a échoué ? », proclamait *urbt et orbi* que la Grande-Bretagne serait vaincue en moins de six semaines. D'anciens, même, estimaient qu'il fallait traiter au plus vite avec le Reich avant que les Anglais vaincus ne supplantent les Français dans les négociations à venir.

Ces hommes ont cru que la victoire allemande serait définitive. Ils se sont trompés. Ils auraient pu s'en tenir à ce qui pouvait passer pour un constat réaliste. Mais le gouvernement intronisé par et grâce à l'armistice prétendit accomplir une révolution nationale, et la conçut notamment comme le règlement d'un vaste arriéré de comptes politiques, qui prit le pas sur le reste, malgré l'évolution de la conjoncture, et, en particulier, le refus du Reich de signer la paix à l'Ouest ; c'est à cet égard qu'ils abusèrent de la confiance de la très grande majorité des Français qui s'étaient donnés à un Pétain-bouclier. C'est ce qui rend rétrospectivement l'armistice injustifiable.

REPÈRES BIBLIOGRAPHIQUES

► Jean-Pierre Azéma et Michel Winock, *La Troisième République*, Paris, Le Livre de poche, 1978.
► Emmanuel Berl, *La Fin de la Troisième République*, Paris, Gallimard, 1968, 366 p.

Demain :
Moi, général de Gaulle, actuellement à Londres

Etranger

La crise au Proche-Orient et le sort des otages

L'attente angoissée des Libanais

BEYROUTH
de notre envoyée spéciale

Paradoxe sans doute, mais l'étrange calme qui règne sur le Liban depuis soixante-douze heures inquiète beaucoup plus qu'il ne rassure les Libanais, amers de constater que le sort de quinze otages occidentaux reste inconnu depuis plus de cinq mois.

Journée d'attente dans l'affaire des otages avant l'expiration, jeudi 3 août, du nouvel ultimatum des intégristes islamiques de l'Organisation de la justice révolutionnaire (OJR) : c'était en effet à 22 heures locales (21 heures à Paris), si le cheikh Abdel Karim Obeid, le dirigeant intégriste enlevé par un commandement hébraïque israélien, n'était pas libéré, que l'organisation devait faire connaître la date de l'exécution de l'Américain Joseph James Cicciopio.

Le premier report de l'ultimatum et le libellé du communiqué — prévoyant l'annonce d'une date pour l'exécution et non l'exécution elle-même — laissent toutefois espérer, à Beyrouth, que la diplomatie tous azimuts entreprenne par Washington sur le temps de faire son œuvre. On ne peut toutefois exclure, souligne-t-on dans les milieux proches du Hezbollah, que le rebondissement de l'affaire des otages donne lieu à une sévère explication entre les dirigeants iraniens. On remarque à cet égard la différence de ton employée par les responsables iraniens. Le nouveau président élu de la République islamique, M. Hachemi Rafsanjani, qui a examiné cette affaire avec le ministre

soviétique des affaires étrangères, M. Edouard Chevardnadze (le Monde du 3 août), semble manifestement plus conciliant que le premier ministre iranien, M. Mir Hossein Mousssoui, qui avait, pour sa part, affirmé au lendemain de l'enlèvement du cheikh Obeid sa « conviction que cet enlèvement [avait] une conséquence négative sur la situation des otages ».

Le Hezbollah pro-iranien, quant à lui, maintient la pression, et dans un entretien, mercredi, avec des journalistes dans la banlieue sud de Beyrouth, le cheikh Abbas Moussawi, un des principaux responsables de la formation intégriste, n'a pas exclu, répondant à une question, l'exécution d'un des soldats israéliens qu'il détiendrait. « Tous est possible dans la bataille contre Israël », a-t-il dit. Le cheikh Abbas Moussawi a, d'autre part, réaffirmé qu'il n'y a « aucune possibilité de négociation avec l'ennemi » et a mis l'existence de tout contact direct ou indirect avec l'Etat hébreu dans l'échange de prisonniers proposé par le ministre de la défense israélien, M. Itzhak Rabin.

Le calme avant la tempête

Envoyé spécial du secrétaire général de l'ONU, M. Marrack Goulding est arrivé, mercredi, au quartier général de la Force internationale des Nations unies au Liban, à Naqoura, avec la difficile tâche d'enquêter sur le déroulement des faits ayant conduit à l'exécution du colonel américain Higgins et de ramener sa dépouille. Jusqu'à maintenant, cependant, les organisations intégristes pro-iraniennes qui

ont « extorqué » leurs otages n'ont jamais rendu leurs corps, et encore faudrait-il savoir quand a été pendu l'officier américain.

L'attente est d'autant plus angoissée pour les Libanais, après la publication du rapport du triumvirat arabe chargé de ramener le paix au Liban et qui vient de conclure à l'échec de sa mission. Si tous les milieux politiques libanais s'accordent à vouloir que la troïka arabe poursuive ses travaux, on estime toutefois peu probable à Beyrouth que les trois chefs d'Etat d'Arabie saoudite, du Maroc et d'Algérie soient tentés de le faire. Prévisible, la demande par l'Irak de la convocation d'un sommet arabe extraordinaire consacré au Liban risque fort peu d'être retenu au stade actuel. Chaque camp, en fait — la Syrie et ses alliés d'un côté, le général Michel Aoun de l'autre —, refait ses calculs, mais l'ambiance demeure au pessimisme.

Beyrouth-Ouest est abandonnée déjà par des milliers de ses habitants, et de véritables camps de fortune ont été édifiés au bord du fleuve Awali à l'entrée de Sakda pour abriter tous ceux qui n'ont pu trouver de toit pour se loger. Le cœur du Beyrouth chrétien, Achrafieh, régulièrement touché par les obus, se vide lui aussi au profit des villages de montagne, pourtant exposés aux bombardements.

« C'est le calme avant la tempête », affirme en chœur les Beyrouthins, qui profitent toutefois de chaque nuit de répit pour récupérer des forces avant une nouvelle bataille que chacun décrit comme devant être l'apocalypse.

FRANÇOISE CHIPAUX.

M. Bush entend maintenir toutes les options

WASHINGTON
correspondance

La Maison Blanche a officiellement confirmé, mercredi 2 août le mouvement de plusieurs bâtiments de la VI^e flotte en direction de la Méditerranée, mais son porte-parole a indiqué qu'il ne fallait pas attacher une grande importance à cette concentration de forces navales. « Il est toujours utile en cette période incertaine de faire preuve d'un haut degré de préparation », a-t-il dit. Le président Bush, pour sa part, s'est refusé à indiquer qu'il envisageait une action militaire. « Nous faisons des plans avec prudence ».

Mais son entourage laisse clairement entendre que le président veut être prêt à toute éventualité. Si M. Cicciopio était exécuté, ajoute-t-il, le président n'aurait pas d'autre choix que d'engager une opération limitée de représailles. Les forces navales américaines comprennent deux porte-avions, le Coral-Sea venant d'Alexandrie et l'America de Singapour, le croiseur Iowa, qui a quitté Marseille, et le croiseur Bel-

nap porteur de missiles, accompagné de nombreux navires d'escorte. En outre, les missiles Tomahawk à bord de l'Iowa, du Harpoon, du Belknap, les chasseurs-bombardiers à bord des porte-avions, sont en mesure de déclencher des actions militaires limitées sur des objectifs repérés depuis longtemps, notamment dans la vallée de la Bekaa. Le Coral-Sea serait en mesure de bloquer la forte défense antiaérienne des Syriens.

Un autre objectif identifié par la Navy serait un camp d'entraînement des combattants du Hezbollah à Baslebek. Selon les officiels du Pentagone, les photographies par satellite et d'autres moyens « secrets » permettraient de réduire à un minimum ce qu'on appelle pudiquement les « dommages collatéraux » c'est-à-dire les victimes civiles. Mais les officiels n'envisagent de représailles qu'en dernier ressort.

En fait, le gouvernement garde toute sa liberté d'action. Il n'est soumis à aucune pression substantielle du Congrès ou de l'opinion

publique, divisée. Le désir de « punir » les responsables, de donner une leçon cuisante aux terroristes, est compensé par le souci de ne pas entraîner la mort des otages. Le raid sur la Libye avait le soutien quasi unanime de l'opinion parce que aucun otage ne se trouvait menacé. Les représailles qui risqueraient de provoquer l'exécution des otages ne seraient pas comprises ni approuvées par le grand public.

A l'instar de son prédécesseur, le président Bush se préoccupe en priorité du sort des otages ; en tout cas il ne veut pas courir le risque de provoquer leur exécution. Certes, le département d'Etat a réaffirmé la politique américaine de refus de « toute concession aux terroristes détenant des otages officiels ou privés américains ». Mais, selon des informations non confirmées mais dont le Washington Post se fait l'écho, le secrétaire d'Etat, James Baker aurait donné son approbation tacite à la suggestion israélienne d'un échange de prisonniers.

Plus spécifiquement, M. Brown, l'ambassadeur américain en Israël, aurait communiqué à M. Rabin, ministre israélien de la défense, qui voulait savoir quelle serait l'attitude de Washington. La réponse du secrétaire d'Etat, qui se trouvait alors à Paris, aurait été : « Nous ne négocions pas avec les terroristes ». Israël a une politique différente.

Ainsi le gouvernement américain ne peut ni approuver la proposition israélienne ni s'y opposer. « Nous ne pouvons autoriser aucune action menée en notre nom... » Apparemment, cette mise au point de M. Baker aurait été interprétée par M. Rabin comme lui donnant le feu vert pour confirmer sa proposition d'un échange.

HENRI PIERRE.

L'ambassade de Grande-Bretagne à Téhéran pourrait être transformée... en parking

L'ambassade de Grande-Bretagne à Téhéran, qui était autrefois le symbole de l'influence britannique dans le pays, pourrait être rasée et transformée en parking, a rapporté, mercredi 2 août, le quotidien iranien Toleman Times. « Nous n'aimons pas le fait, mais nous devons peut-être détruire le bâtiment en raison de nos besoins urgents », écrit le quotidien en langue anglaise, qui cite des « sources informées ».

« Des hommes d'affaires et d'autres habitants du quartier qui ont absolument besoin d'un endroit où garer leurs voitures nous ont adressé plusieurs demandes en ce sens », a-t-on expliqué de mêmes sources.

L'ambassade, évacuée par les Britanniques lors de la révolution islamique de 1979, avait été récemment ouverte pour une brève période avant d'être fermée à nouveau. La Suède représente les intérêts de Londres à Téhéran.

HENRI PIERRE.

Europe

URSS

Dans « les Nouvelles de Moscou »

Le massacre de milliers d'officiers polonais à Katyn est imputé à la police de Staline

Pour la première fois en URSS, un hebdomadaire met publiquement en cause le NKVD, la police d'Etat de Staline, dans le massacre de quelque 4 500 officiers polonais, dont les corps avaient été découverts en 1943 dans la forêt de Katyn, près de Smolensk, en Biélorussie. La publication, mercredi 2 août, dans l'hebdomadaire réformateur les Nouvelles de Moscou, d'une série de témoignages sur le charnier de Katyn et les nombreuses exactions qu'y a perpétrées le NKVD de 1935 à 1941, rompt la thèse officielle de l'URSS qui a toujours attribué la responsabilité de ce massacre aux nazis.

Une commission d'enquête soviéto-polonaise a été créée en 1987 pour faire la lumière sur cette affaire qui pèse lourdement sur les relations entre l'URSS et la Pologne. Elle n'a toujours pas publié ses conclusions.

Dans un article intitulé « Les secrets de la forêt de Katyn », les Nouvelles de Moscou publient notamment le témoignage d'un habitant de Gnezdova, le village le plus proche, selon lequel « en 1943 (lors que cette partie de l'URSS était occupée par les nazis), deux soldats du village, Ivan Andreiev et Fedor Koufrikov, ont raconté aux Allemands qu'ils savaient où « les nôtres » avaient fusillé les Polonais ». Les soldats allemands ayant emmené les villageois sur place, ils les ont forcés à creuser le sol. « On a d'abord trouvé dix-sept Soviétiques évangelistes, puis trois cents Polonais et, enfin, dix-huit Soviétiques, parmi lesquels des femmes. Les Allemands ont fait enterrer les Polonais à part (...) mais auparavant, ils ont analysé tous les restes pour déterminer l'origine de leurs blessures », poursuit le témoignage.

L'hebdomadaire souligne à quel point il a été difficile de trouver des témoins de cette période : « plusieurs refusant de se souvenir et lançant des regards apeurés vers cette zone encore fermée ». Plusieurs personnes ont néanmoins indiqué qu'un camp du NKVD se trou-

vait dans cette forêt, le long de la route Moscou-Tchernobyl.

Des habitants de la région se souviennent que des camions amenaient régulièrement, bien avant la guerre, en 1935, des cadavres dans par balles dans la forêt pour les y enterrer. « En ce temps-là, il n'y avait pas de barbelés et ceux qui allaient dans la forêt pouvaient voir des tombes — les uns fraîchement creusées, les autres pleines », déclare un habitant. Un autre rapporte que des soldats venaient parfois s'habiller d'aller voler des vêtements sur les cadavres. « Parfois, ils respiraient encore », dit-il.

Selon les Occidentaux, les victimes de Katyn, exécutées en 1940, étaient des officiers et sous-officiers polonais faits prisonniers en septembre 1939 par l'Armée rouge. Conformément au pacte Molotov-Ribbentrop, du nom des ministres des affaires étrangères soviétique et allemand de l'époque, l'URSS et l'Allemagne s'étaient partagé la Pologne en août 1939. — (AFP, Reuter.)

Bonn met en garde les Allemands de l'Est contre les tentatives de fuite par la Hongrie

Des ressortissants est-allemands de plus en plus nombreux tentent depuis quelques semaines de quitter définitivement la RDA pour l'Ouest. Douze mille cinq cents d'entre eux seraient ainsi arrivés en République fédérale au cours du seul mois de juin. La plupart (dix mille cinq cents environ) étaient munis d'autorisations légales, mais on assiste aussi à une recrudescence de ceux qui fuient illégalement, soit qu'ils profitent d'une autorisation de sortie temporaire pour rester en RFA, soit qu'ils passent à l'Ouest clandestinement, notamment par la Hongrie, qui a entrepris depuis deux mois de démanteler le « rideau de fer » la séparant de l'Autriche.

La campagne actuellement menée dans les médias est-allemands, qui met en garde contre le « mirage » de l'Ouest et dépeint de la manière la plus noire les difficultés d'installation et d'intégration en Occident, suffirait à confirmer la réalité de ce mouvement d'exode. La presse ouest-allemande, elle aussi, se fait l'écho de ce mouvement, et le ministre des affaires intérieures de Bonn a lui-même mis en garde les ressortissants de RDA contre les tentatives de fuite par la Hongrie.

« Ce n'est pas une promenade », déclarait ainsi récemment M. Priessnitz, secrétaire d'Etat dans ce ministère, appelant même les Allemands de l'Est à rester chez eux parce que « la réunification de l'Allemagne ne doit pas se faire en République fédérale ».

Les gardes-frontières hongrois doivent en principe renvoyer en RDA les fuyards qu'ils interceptent en les signalant aux autorités est-allemandes. L'entreprise est donc risquée. C'est la raison pour laquelle certains semblent avoir choisi une autre méthode : le refuge dans une ambassade ouest-allemande.

M. Priessnitz a d'ailleurs précisé que cette voie-là non plus ne devait pas être considérée comme ouverte, et que personne n'était encore parvenu directement en République fédérale en transitant par l'une de ses ambassades.

Interrogé mercredi 2 août, le porte-parole de la représentation permanente à Berlin-Est n'a ni confirmé ni démenti les informations faisant état d'un afflux de réfugiés, déclarant simplement que « la représentation ne fournit jamais de renseignements sur les affaires humanitaires ».

POLOGNE

Le nouveau premier ministre, M. Kiszczak, souhaite la coopération de l'opposition

Malgré le refus officiel de Solidarité de participer à un gouvernement de coalition dirigé par un communiste, le nouveau premier ministre polonais, le général Czeslaw Kiszczak, a affirmé mercredi soir 2 août, dans une interview diffusée par la télévision, qu'il aurait durant les prochains jours des entretiens avec des personnalités de l'opposition pour les inviter à entrer dans son gouvernement.

La nomination de M. Kiszczak comme chef du gouvernement avait été confirmée le matin même par le vote de la Diète. Pen avant ce vote, l'ancien ministre de l'intérieur avait exposé les grandes lignes de ce que serait son action gouvernementale. Il s'est engagé à mettre en place une commission mixte parlementaire qui aurait pour tâche de superviser en permanence les activités du gouvernement, principalement dans le domaine économique. Cette commission serait composée d'élus de tous les partis, y compris de l'opposition.

Le général Kiszczak a également fait part de son intention de créer au plus vite un groupe de travail chargé de définir « un plan de sauvetage »

de l'économie nationale. Sur le plan politique, il a assuré qu'il favoriserait l'adoption d'une loi sur le multipartisme et la liberté d'association sous toutes ses formes et a exprimé sa ferme volonté de poursuivre le processus de démocratisation amorcé avec les accords conclus en avril entre les autorités et Solidarité.

A peine élu, le nouveau premier ministre a dû avaler une couleuvre de taille. La Diète a décidé la création d'une commission d'enquête extraordinaire chargée de faire la lumière sur les morts suspectes d'une centaine de dissidents au cours des années passées sous le régime de la loi martiale. L'opposition soupçonne la police politique d'avoir éliminé un certain nombre. En tant que ministre de l'intérieur, le général Kiszczak était le responsable de l'application de la loi martiale et avait la haute main sur la police politique. Son ex-adjoint au ministère de l'intérieur, le vice-ministre Zbigniew Pudyz, a vivement protesté contre « les accusations infondées et injustes » proférées dans l'hémicycle contre le ministre.



Antérieurement, la Diète avait déjà voté la création d'une première commission chargée d'enquêter sur la gestion économique du gouvernement sortant de M. Rakowski. Elle samedi secrétaire général du Parti communiste. Cette commission, qui décidera de saisir ou non le tribunal d'Etat, est habilitée à sanctionner des responsables gouvernementaux. — (AFP, Reuter.)

An Soviet suprême

La réforme du droit syndical suscite de vives discussions

Le Parlement soviétique a entamé mercredi 2 août un débat sur la réforme du droit syndical en URSS. A l'issue de la première journée, marquée par de vives discussions entre les députés, ceux-ci ont demandé au gouvernement de revoir d'ici à l'automne le projet de loi défendu à la tribune par le président des syndicats officiels, M. Chalov.

Ce projet de loi, jugé insuffisant, reconnaît le droit de grève dans des cas bien réglementés. Ainsi, ce n'est qu'après l'échec d'une procédure de conciliation durant quinze jours que les ouvriers pourraient « utiliser toutes les autres méthodes prévues par la loi, y compris la grève ». En outre, le texte prévoit d'interdire les grèves si elles menacent la santé des citoyens ou perturbent gravement la vie du pays ou la défense et la sécurité nationale. Sous le feu des questions, M. Chalov a reconnu que son projet, préparé avant la grève des mineurs, devait être sérieusement remanié.

Un des meneurs des grèves sauvages qui ont paralysé le mois dernier les houillères de Sibirie occidentale a profité, de son côté, dans une interview aux Nouvelles de Moscou, de la formation de syndicats indépendants pour pallier les carences des syndicats officiels. « Les syndicats actuels, qui fonctionnent dans un système de totale soumission et attendent qu'on leur dicte leurs décisions, sont incapables de jouer un rôle significatif dans le mouvement ouvrier », a déclaré M. Avaliani, dirigeant du comité de grève des mines du Kouzbass, d'où était parti le mouvement de grève de juillet.

De nombreux mineurs ne cachent pas leur désir de voir émerger en URSS des mouvements indépendants comparables au syndicat polonais Solidarité. Les organisations officielles n'ont joué pratiquement aucun rôle dans le mouvement de protestation des mineurs. — (AFP, Reuter.)

Plusieurs morts dans l'effondrement de la poste de Kiev. — Des colonnes et balcons surplombant l'entrée principale de la poste centrale de Kiev (Ukraine) se sont effondrés mercredi 2 août, faisant onze morts et deux blessés selon le dernier bilan.

De nombreux passants ont été enfouis sous les débris, a annoncé dans la soirée le journal télévisé Vremya.

14 juillet 1989 "ON BAT DES JUIFS A AUSCHWITZ"

1er septembre 1939

Hitler envahit la Pologne.

1er septembre 1989

Le Prix de la Mémoire sera présent à Auschwitz, et partout dans le monde où la mémoire risque d'être effacée. Le Prix de la Mémoire a été créé pour lutter contre toute forme d'oubli, l'oubli étant le moyen le plus définitif de l'exclusion individuelle et collective.

Prix de la Mémoire 7 Rue du Dragon 75006 PARIS

لبنان في الحاضر

Diplomatie

La conférence de Paris sur le Cambodge

Début des travaux en commission

La conférence sur le Cambodge a commencé dès le mercredi 2 août ses travaux en commission. La commission de coordination composée des représentants des deux pays coprésidents de la conférence, France et l'Indonésie, s'est réunie dans la matinée. Les trois autres commissions ont repris leurs travaux dans l'après-midi. La mission technique des Nations unies dont la conférence avait accepté l'envoi à Phnom-Penh devrait, pour sa part, arriver au Cambodge dès la semaine prochaine. Elle sera dirigée par le général Martin Vadset, responsable de l'organisme de l'ONU chargé de la

surveillance de la trêve au Proche-Orient, et dont faisait partie le lieutenant-colonel américain Higgins.

A Paris, le prince Sihanouk et M. Hun Sen se sont rencontrés en fin de journée. Organisée à l'initiative du prince, cette réunion devait être ouverte aux quatre parties khmères, mais elle a été bondée par les Khmers rouges; ces derniers, en dépit de la satisfaction formelle qu'ils affichent, semblent poursuivre leur tactique de blocage systématique des négociations. Après ses conversations avec M. Hun Sen, le

prince a souhaité que la Chine continue à avoir « une action bénéfique » sur les Khmers rouges. « Nous avons discuté ensemble », a-t-il ajouté, « de la recherche d'une voie de compromis pour que la conférence aboutisse à un plein succès ».

Le premier ministre de Phnom-Penh a, pour sa part, souligné le caractère « filial » de sa visite au prince. Il a en outre déclaré que la paix au Cambodge « exige de grands efforts de la part de tout le monde » et qu'« il ne faut pas trop tenir compte des Khmers rouges, qui sont les seuls à faire obstruction ».

Les succès du ministre chinois des affaires étrangères

M. Qian Qichen est satisfait. Satisfait des résultats de la conférence sur le Cambodge, qui « a pris un bon départ » et dont il « espère qu'elle fera des progrès et sera couronnée de succès », a-t-il déclaré mercredi 2 août à Paris. Mais au moins aussi satisfait — sinon plus — des rencontres qu'il a eues en trois jours avec onze ministres des affaires étrangères, dont six de pays industrialisés. Le chef de la diplomatie chinoise a de quoi pavaiser. La partie semble bien engagée pour non seulement cambodgien, le prince Sihanouk, même si son cheval de rechange khmer rouge n'est plus coté à l'argus.

C'est avec beaucoup de discrétion qu'il reconnaît avoir joué un rôle dans la mise en place des Khmers rouges qui s'obstinent à bloquer la négociation en refusant l'envoi d'une mission des Nations unies au Cambodge; au cours de conversations « dans une atmosphère détendue (...), j'ai expliqué au Cambodgien pourquoi j'avais apporté mon soutien à l'initiative de M. Peraz de Cuellar ». Cela a apparemment suffi.

Que faire des dirigeants khmers rouges Pol Pot et Ieng Sary après la conclusion d'un accord de paix ? « Il appartient aux quatre factions de déterminer qui participera à la coalition. Il

faudra que les candidats proposés par chaque partie reçoivent l'agrément des autres; sinon on ne pourrait pas travailler. » Éléments de langage de M. Qian Qichen à ces deux hommes qu'il est temps pour eux de se faire oublier.

M. Qian peut en partie être fier de sa participation à la conférence : son discours clair et mesuré n'a pas peu contribué à dénouer l'embroglio khmer. Il a en outre permis à la Chine de briser le blocus diplomatique qui s'était formé autour d'elle après les massacres de la place Tiananmen il y a deux mois. Ce succès, après plusieurs semaines au piquet, valait quelques concessions sur le Cambodge. Ses collègues occidentaux « avaient tous déclaré qu'ils gèreraient leurs contacts à haut niveau avec la Chine, mais ce sont eux qui ont demandé à me rencontrer », affirme-t-il. Cela n'a pourtant pas été le cas pour M. Dumas.

D'ailleurs, ajoute-t-il, il a parlé d'autre chose que du Cambodge avec ses interlocuteurs : « Le porte-parole de M. Dumas avait déclaré qu'il ne parlerait que du problème khmer avec moi. J'ai répondu : vous pouvez ne pas aborder les problèmes bilatéraux, mais j'ai le droit de le faire. »

Après avoir critiqué les Occidentaux pour avoir basé leur politique chinoise « sur des rumeurs » de journalistes — comme si les diplomates sur place n'avaient pas fait aussi leur travail — M. Qian a déclaré avoir dit à M. Dumas que « ce qui s'est passé à Paris a porté gravement atteinte aux relations entre les deux pays ». En particulier « les indignités françaises dans les affaires intérieures chinoises pendant les festivités du Bicentenaire », et « la participation de ministres français à des activités organisées par des gens venus ici en fuite », c'est-à-dire dissidents.

Car, pour M. Qian, décidément très en verve, il ne s'est rien passé en Chine qui ne soit normal. Tout le reste est tordu, comme ces « milliers de morts places Tiananmen » ; quant aux exécutions capitales, il ne s'agit que de « crimes », en outre, les Occidentaux n'ont pas à tenter d'imposer leurs valeurs en Chine.

Enfin, a conclu M. Qian Qichen, la politique chinoise de réformes et d'ouverture vers l'étranger ne changera pas. Mais ces attaques presque quotidiennes des médias et de dirigeants chinois contre l'Occident capitaliste, décadent et pourri ? « C'est la presse occidentale qui nous a attaqués. »

PATRICE DE BEER.

BIBLIOGRAPHIE

« La Crise des Nations unies », de Pierre de Senarclens

Une critique décapante de l'Organisation

Le moins que l'on puisse dire est que le livre de Pierre de Senarclens n'est pas tendre envers l'Organisation des Nations unies. Ce professeur de relations internationales à l'université de Lausanne a dirigé à l'UNESCO, pendant près de quatre ans (1980-1983), la division des droits de l'homme et de la paix. Amer est le jugement qu'il porte sur cette institution (que Benedetto Croce qualifiait — rappelle-t-il — de « ratée ») et qu'il étend, documentation fournie à l'appui, à l'ensemble d'un système qui « a toujours été en

crise » et qui aura « connu tout l'éventail des solennités, du sublime au ridicule ».

Seule l'Organisation internationale du travail — sans parler des organismes purement techniques — échappe à ses critiques, et non sans raison : formée de représentants des employeurs, des travailleurs et des gouvernements, elle ne permet pas à ces derniers d'y être seuls à faire leur politique.

Ailleurs, et notamment à l'Assemblée générale des Nations unies, mais aussi au Conseil économique et social (ECOSOC), puissant appareil qui coiffe l'ensemble des institutions spécialisées de l'ONU mais dont « le mandat en ce domaine a toujours été équivoque », les États nations règnent en maîtres. Ce sont eux qui financent, ou refusent de financer; eux qui exposent — et tentent d'imposer — leurs points de vue ou ceux des groupements régionaux qu'ils constituent.

Sans nul frein à la durée des discours de leurs délégués si ce n'est celui des rivalités qui les opposent et qui donnent lieu souvent à « des chapelles de résolutions dépourvues de forme, de substance, d'avenir ». L'ONU a produit, note l'auteur, sept cents millions de pages au cours d'une année.

Inertie des pressions contraires

Dans ces conditions la contestation nécessaire ne peut se faire entendre que par le truchement d'organisations non gouvernementales (telle Amnesty International) contraintes de s'exprimer selon des procédures et dans des cadres strictement limités. Quant aux minorités ethniques ou religieuses dont la protection « pourrait porter atteinte à l'unité nationale », elles demeurent quasiment sans voix. Une exception notable : les Palestiniens, qui font l'objet constant d'une « politisation » aboutissant à la « résolution scandaleuse établissant l'équiva-

lence entre sionisme et racisme [qui] est le produit typique d'un univers factice ».

Les États membres de l'ONU sont-ils les seuls agents de sa dégradation ? Pour Pierre de Senarclens, les secrétaires et leurs chefs portent également leur part de responsabilité, ne serait-ce que par l'inertie que suscitent en eux des pressions contraires. Si M. Waldheim par exemple a été « l'homme sur lequel les grandes puissances ont parvenues à s'entendre », c'est parce qu'il a su montrer « dans la grisaille intellectuelle et politique qui préside aux destinées de l'Organisation une détermination remarquable ».

L'auteur, qui n'éprouve manifestement de sympathie pour aucune des forces de pression en présence, dénonce aussi bien « le souci de maintenir le statu quo colonial » des milieux occidentaux des années 50 que, à la même époque, le « style d'opposition intolérable » de « la langue de bois stalinienne » sur laquelle ne masquaient pas ensuite de s'allier « la logique répressive de nombreux gouvernements du tiers-monde ».

Ces quelques citations ne donnent qu'une idée partielle de la richesse des informations et révélations que comporte l'ouvrage. Après une critique aussi désagréable, la modestie des remèdes proposés dans la conclusion ne saurait étonner. L'auteur haut fonctionnaire de l'UNESCO s'y réfère à juste titre à l'excellent petit livre de Maurice Bertrand, ex-membre du corps commun d'inspection des Nations unies (1). Il faudra pourtant « affronter ensemble les menaces de guerre nucléaire, le terrorisme, les conflits ethniques, les mouvements de réfugiés », et Pierre de Senarclens reste persuadé que « les principes de la Charte restent précieux, surtout face à la montée des fanatismes religieux ou des nouvelles orthodoxes politiques ».

ISABELLE VICHNIAC.

* Pierre de Senarclens, *La Crise des Nations unies*, Presses universitaires de France, 234 pages, 148 F.

(1) Maurice Bertrand, *Refaire l'ONU. Un programme pour la paix*, Genève, Éditions Zoé, 1986.

Afrique

AFRIQUE DU SUD : journée d'action dans les hôpitaux

Les mouvements anti-apartheid « aident » le gouvernement à abolir les lois discriminatoires

JOHANNESBURG
de notre correspondant

La journée d'action de l'opposition extra-parlementaire contre la ségrégation raciale dans les hôpitaux s'est déroulée, mercredi 2 août, sans le moindre incident, contrairement à son habitude. La police, bien que présente dans les hôpitaux, s'est faite relativement discrète, sauf peut-être à Durban, où le mouvement a pris la forme d'une véritable manifestation antigouvernementale en bonne et due forme à laquelle ont participé, en plein centre-ville, plus d'un millier de personnes. La police n'est cependant pas intervenue.

As total, deux cent cinquante à trois cents personnes, des Indiens et des Noirs, ont répondu à l'appel des mouvements anti-apartheid et se sont présentés à la porte de huit hôpitaux réservés aux Blancs. L'action a été concentrée sur Johannesburg et Durban, les six autres établissements n'accueillant tous qu'une poignée de malades.

Les organisateurs de cette journée peuvent se réjouir du fait que pas un des patients n'ait été renvoyé. Tous ont, en effet, été examinés. Toutefois, pas un seul n'a été hospitalisé dans ces établissements pour Blancs, qui admettent occasionnellement des Noirs, mais dans deux cas seulement : s'il s'agit d'une urgence, empêchant le transport du patient dans un hôpital réservé à sa race, ou bien si aucun hôpital pour Noirs ne peut fournir les soins requis (par

exemple, pour une transplantation d'organe). Ces patients sont, en général, transférés dans un établissement pour Noirs dès que leur état de santé le permet.

Mais l'enseignement le plus significatif de cette journée est d'abord le simple fait qu'elle ait pu avoir lieu. La veille encore, les mouvements anti-apartheid, groupés sous le nom de Mouvement démocratique de masse (MDM), répétaient à l'entour que leur mouvement serait non violent et appelait le pouvoir à faire preuve de « retenue », comme s'ils s'attendaient au pire.

« Victoire majeure »

Or, le gouvernement a, de toute évidence, décidé qu'il valait mieux ne rien faire. Rappelant les menaces proférées à l'encontre du MDM, la semaine dernière, par le ministre de la loi et de l'ordre, M. Adriaan Vlok, le secrétaire général du Congrès des syndicats sud-africains (COSATU), le plus grand syndicat noir du pays, M. Jay Naidoo, y a vu « une capitulation ».

M. Murphy Morobe, responsable du Front démocratique uni (UDF), principale composante du MDM avec le COSATU, a par ailleurs « victoire majeure », l'action ayant eu lieu malgré l'état d'urgence.

Cela ne peut qu'encourager le MDM à s'embarder. Tous ses porte-parole ont bien précisé que ce qui

s'est passé ce 2 août était le début d'une campagne qui doit gagner tous les autres secteurs où sévit la discrimination raciale. Faisant allusion aux propos réformistes du gouvernement, dont les membres ne manquent pas une occasion d'affirmer que l'apartheid doit disparaître, M. Morobe a souligné que cette campagne avait justement pour but « d'aider M.M. Adriaan Vlok et Frederick De Klerk (le nouveau chef du parti gouvernemental) à abolir toutes les lois discriminatoires ». Quant à M. Naidoo, il a averti le gouvernement : « Nous allons tenir notre promesse, qui est de démanteler l'apartheid nous-mêmes. » (Interim.)

ÉTHIOPIE

Amnesty International dénonce la détention de plusieurs milliers d'opposants

Amnesty International déplore, dans un rapport publié, jeudi 3 juillet à Londres, la poursuite de « violations majeures » des droits de l'homme en Éthiopie, telles que tortures, exécutions sommaires de civils dans des zones de conflit armé, et maintien prolongé en détention, voire « disparition » de prisonniers politiques non jugés. L'organisation humanitaire souligne que les espoirs nés de l'adoption, en 1987, de la nouvelle Constitution éthiopienne, prévoyant la « garantie des libertés et droits fondamentaux », ont été largement déçus.

Amnesty International estime que plusieurs milliers d'opposants prisonniers au gouvernement, dont de nombreux « prisonniers de conscience », sont détenus. Beaucoup connaissent des conditions de détention très dures et ont été torturés de façon répétée. Parmi eux figurent des personnes arrêtées sur la seule base de leur origine ethnique ou géographique. L'organisation humanitaire cite aussi, parmi les détenus, des proches de l'ancien empereur Haile Selassie, ainsi que quelque cent quatre-vingts personnes, essentiellement des militaires, incarcérées après le coup d'État manqué de mai dernier.

Amnesty International rappelle que le gouvernement éthiopien n'a pas ratifié la plupart des résolutions internationales pour la défense des droits de l'homme, y compris celle qui a adopté l'organisation de l'Unité africaine.

GUINÉE-BISSAU

Le différend frontalier avec le Sénégal est dans l'impasse

La Guinée-Bissau a rejeté, mercredi 2 août, la sentence du tribunal arbitral de Genève demandant raison au Sénégal dans le différend qui oppose les deux pays à propos de leur frontière maritime. Un communiqué diffusé à Paris par son ambassade déclare que « la Guinée-Bissau est prête à ouvrir les négociations afin de parvenir à une solution complète et définitive réalisant la délimitation équitable souhaitée ».

Le différend entre la Guinée-Bissau et le Sénégal est né à la fin des années 70, après la découverte dans la zone litigieuse de gisements pétroliers, dont l'exploitation a été bloquée par les revendications de la Guinée-Bissau. Celle-ci réclame que la frontière maritime soit relevée plus au nord, plusieurs accrochages maritimes et surtout aériens s'étant produits depuis. — (AFP.)

La CEE s'apprête à décréter un embargo sur les importations d'ivoire

La Commission européenne va rapidement décréter un embargo sur les importations d'ivoire des éléphants d'Afrique menacés d'extinction par le braconnage, a annoncé, mercredi 2 août, un porte-parole de la Commission. Le principe de l'embargo est acquis, mais il reste à régler le problème des dérogations pour permettre l'importation, dans un nombre très limité de cas, de défenses d'éléphants abattus dans des parcs protégés pour favoriser la survie de la population.

Plusieurs pays, dont les États-Unis et les membres de la CEE, vont proposer une telle interdiction lors de la réunion, en octobre, des membres de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES). Si cette proposition était adoptée, le commerce d'ivoire serait interdit dès le fin de 1989. — (Reuters.)

POINT DE VUE

Un peuple berné

par Emile-Derlin Zinsou
ancien président
de la République du Dahomey
de mai 1988 à décembre 1989

A situation de mon pays, le Dahomey dit le Bénin, dont on nous donne chaque jour des nouvelles affligeantes à faire désespérer, m'inspire, avec une profonde tristesse, quelques réflexions.

Cui a essaimé les plus hautes responsabilités du gouvernement et de l'État ne peut, selon moi, émettre des jugements sur la politique des autres, et notamment de ceux qui gouvernent après lui, sans tenir compte des problèmes qu'il a lui-même connus.

Enfin de toute démagogie, source de toutes les erreurs, sachez, je n'ai pas prétendu aujourd'hui — simplement parce que je suis dans l'opposition — que toutes les revendications des travailleurs doivent être totalement et immédiatement satisfaites. Je n'ai pas dit non plus que le moment n'est pas venu de nous, mais je ne saurais affirmer aujourd'hui qu'il est facile de l'accomplir.

Il est vrai que l'état dans lequel se trouve notre pays est tel qu'aucun gouvernement ne pourrait dépeindre la nécessité d'appliquer une politique de rigueur et même, hélas ! de restrictions dans certains domaines et pour un certain temps, cette rigueur ne peut avoir de sens et ne peut être acceptée que si ceux qui le décident et l'appliquent sont animés par le seul souci du bien commun et qu'ils sont à tous égards honnêtes, patriotes, compétents, justes... en un mot crédibles.

Quand il s'agit de dirigeants corrompus, complices de nombreux et graves détournements de fonds publics, violant quotidiennement les droits de l'homme et ignorant le droit tout court, de gens qui ont dépouillé l'État pour constituer à l'extérieur des fortunes personnelles incalculables, il y a, reconnaissons-le, de quoi se révolter.

J'ai eu l'honneur de gouverner mon pays. J'avais hérité d'une situation extrêmement difficile appelant des mesures rigoureuses et impopulaires. Je fis face. Mais la rigueur était déjà mal acceptée. Du moins s'appliquait-elle alors, d'abord au chef de l'État, et ensuite aux membres du gouvernement avant de s'appliquer à tous les agents de l'État et à tous les contribuables. Pas une

seule fois et à aucun niveau il n'y a eu le moindre détournement de fonds publics.

Aujourd'hui, tous ceux qui ont vécu frauduleusement les caisses de l'État, et sont connus de tous, se pavent au pouvoir ou en liberté.

Il faut ajouter que l'état actuel de notre pays (économie, finances, équipement, social...) — même si l'on tient compte de la situation globale en Afrique, qui n'est pas brillante — est le fruit d'une politique incohérente, défectueuse, absurde, dont la seule finalité est de fournir aux gouvernements des occasions de se remplir les poches et d'installer amis et partisans dans des prébendes.

Pyromanes

Comment, dans ces conditions, ne pas comprendre la ras-le-bol, la révolte des travailleurs poussés à bout par la faim et le dénuement ? Et comment ne pas avoir le cœur déchiré lorsque des enfants meurent faute de soins parce que leurs parents, agents de l'État, n'ont pas touché de salaire depuis plusieurs mois et n'ont pas pu acheter les médicaments prescrits qui les auraient sauvés ? Peut-on être indifférent à la nouvelle que, fait incroyable pour qui connaît nos mœurs, une école, dotée de l'électricité, a été incendiée collectivement parce que le chef de famille, pourtant employé de l'État en service, n'avait pas perçu de traitement depuis plusieurs mois ? Peut-on ne pas s'inquiéter de l'hypothèque grave que la situation fait peser sur l'avenir scolaire des enfants obligés à rester toute l'année sans classe ?

Il est vain d'espérer, dans ces conditions, que le peuple berné, exploité, affamé, accepte que les pyromanes qui ont tout détruit veillent à jouer les pompiers en comptant sur une aide extérieure, absolument indispensable, nous le reconnaissons volontiers. Les donateurs, très informés, et parfois mieux que nous-mêmes, de ce qui se passe dans nos pays, n'éprouvent, à juste raison, ni enthousiasme ni empressement, sachant bien l'utilisation qui risque d'en être faite au détriment des populations que l'on souhaite aider.

L'assainissement, le redressement de la situation, qui seront un travail très ardu et de longue haleine, ne peuvent passer par ceux-là mêmes qui ont précipité notre pays dans un gouffre sans fond après l'avoir pillé de façon éhémère.

Le redressement sera l'œuvre de tous les Dahoméens conscients du mal, qui en mesurant l'ampleur et qui, patiemment résolu et indigne, acceptent de se mettre à la tâche, ensemble, sans acrobatie, et, j'ose le dire, de se sacrifier pour donner une chance à leur pays.

50 من الأصل

Parteilich « aident » les lois discriminatoires

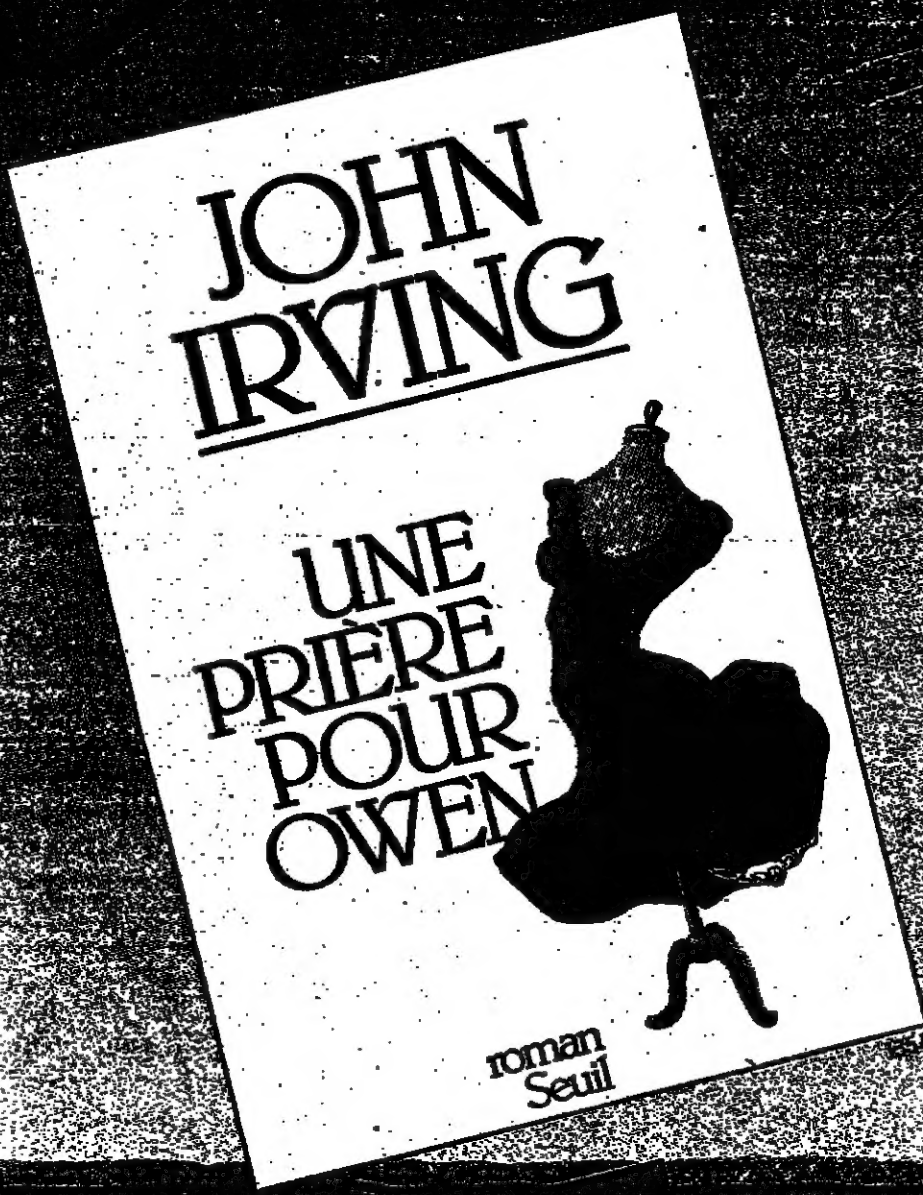
Les lois discriminatoires...
Les lois discriminatoires...
Les lois discriminatoires...

ETHIOPIE Amnesty International dénonce la détention de plusieurs milliers d'opposants

Amnesty International...
Amnesty International...
Amnesty International...

CHYPRE Le différend frontalier entre les deux communautés

Le différend frontalier...
Le différend frontalier...
Le différend frontalier...



فيلسوف

Amériques

ÉTATS-UNIS

La panacée du « choc carcéral »

(Suite de la première page.)

Les filles, soumises au même régime que les garçons, ne bénéficient que d'une seule faveur : au lieu de leur raser le crâne on leur laisse deux pouces (5 centimètres) de cheveux. Pour le reste, discipline et slogans militaires rappellent à tout instant aux jeunes détenus qu'on veut faire d'eux « quelqu'un ». Quitte à forcer la dose : une seule visite ou un coup de fil en alternance tous les quinze jours, permission de fumer ou de parler pendant cinq minutes, trois fois par jour.

Ni livres, ni journaux, ni radio. Un retard, un regard de trop, et le détenu se retrouve à faire des « pompes » supplémentaires : « Je suis motivé, Sir ! Yes, Sir ! Motivé, Sir ! ». On reste un peu perplexe devant ces bataillons qui manœuvrent, fanions en tête, parmi les pan-neaux qui proclament : « Personne ne peut vous humilier sans votre consentement ». Ou encore : « Vérité, responsabilité », la devise Summit. Le sifflet en bandoulière, la super-intendante du camp, M^{me} Rosetta Burke — une Noire qui a fait toute sa carrière dans l'armée — ne s'autorise pas le moindre doute : « Être ici, c'est un privilège, ne l'oubliez pas ! Les gens, on les met à nu, physiquement et moralement. En deux semaines, on les démolit : en six mois, on les reconstruit. Ils sont ce qu'on leur dit d'être, drogués compris. »

Et après...

La drogue, à Summit, c'est le dénominateur commun : 95 % des détenus sont condamnés pour un crime lié à la drogue. Si bien qu'un programme spécial médical et psychologique tient largement sa place dans le « traitement de choc ». De Freddie Acosta, le Latino du Bronx, à Leon Atkinson, le Black Muslim du Queens, en passant par les rares visages blancs du camp, l'histoire est la même : celle de la cocaïne, la « crack », et son substitut fumable, le « crack », vendu si facilement dans la rue et pour lequel certains ont volé ou agressé. Avec dans le bloc des femmes, une vision plus poignante : celle d'enfants que l'on n'a pas revus, parfois depuis plus d'un an, et qui, souvent, n'ont pas de père.

Tous les six mois, munie d'un diplôme remis au cours d'une cérémonie, en présence de parents d'élèves pas vraiment comme les autres, une nouvelle « promotion » de Summit est lâchée sur le pavé. Et la liberté surveillée qui s'ensuit est un fil bien tenu entre ces anciens exclus et la société. En juin, cette année, pour la première fois dans l'Etat de New-York, seize jeunes femmes ont accompli le programme. Parmi elles, Marisa, vingt-trois ans, une ancienne droguée portoricaine, mère de deux enfants : « Ici, j'ai appris à me prendre en main, confie-t-elle. La discipline, je ne savais pas ce que c'était. Ma mère a toujours vécu seule. Personne ne m'avait jamais dit non... Au camp, c'était terrible, mais c'est surtout pour après que j'ai peur. »

Après, justement, c'est la grande question de ce programme expérimental. Le premier « choc camp » s'est ouvert en Georgie il y a six ans. Depuis, huit autres Etats l'ont adopté, avec des variantes.

Devant un jury fédéral américain

L'équipage de l'avion sud-coréen abattu en 1983 est reconnu coupable

Un jury fédéral américain a reconnu, mercredi 2 août, la culpabilité de l'équipage du vol 007 de la compagnie Korean Air Lines (KAL) abattu le 1^{er} septembre 1983 par la chasse soviétique. Les 269 passagers et membres d'équipage du Boeing-747 avaient tous été tués. Les six membres du jury ont estimé que le pilote avait délibérément commis une faute en faisant pénétrer l'appareil dans l'espace aérien soviétique. L'accusation de « négligence délibérée » a permis l'octroi d'une indemnité de 50 millions de dollars aux familles des 137 passagers qui avaient intenté un recours devant les tribunaux. Cette somme ne préjuge pas des indemnités qui peuvent être attribuées au cas par cas dans le cadre de poursuites engagées un peu partout aux Etats-Unis.

A l'issue du verdict de ce procès qui s'était ouvert il y a deux

semaines, un porte-parole de la KAL a annoncé que la compagnie allait faire appel. « Nous ne sommes pas d'accord avec cette décision, et nous envisageons de faire appel auprès d'une juridiction supérieure dès que possible », a déclaré Lee Taek-yong, porte-parole de la KAL, qui a précisé que la bataille juridique était loin d'être terminée. La décision du jury américain est en effet en contradiction avec celle d'un tribunal sud-coréen, qui avait décerné, en statuant sur la demande de dommages et intérêts de la famille d'une victime, que la compagnie n'avait pas commis d'erreur grave ayant entraîné la catastrophe.

Sans l'accusation de faute majeure, les plaignants sont dans l'impossibilité de recevoir des dommages et intérêts supérieurs aux 75 000 dollars par passager fixés par une convention internationale. — (AFP, AP, Reuter, UPI.)

Sous l'empire de la drogue

Seule certitude, comme le dit avec un enthousiasme un peu forcé, M^{me} James Plateau, le porte-parole du département correctionnel de New-York : « L'économie d'argent est colossale ! Le coût de fonctionnement d'un de ces camps revient à peu près à la moitié de celui d'une prison ordinaire. Pour cent détenus qui sortent du « choc carcéral », nous économisons 1,5 million de dollars. » Un argument imparable ! Il n'en fallait pas plus pour que le responsable de la lutte contre la drogue de M. Bush, M. William Bennett, qui, en dépit du milliard de dollars de crédits supplémentaires promis, ne sait

comment arriver à « reprendre la rue aux criminels », selon le vœu de la Maison-Blanche, fasse des « choc camps » la panacée. Créant un passage un débat national sur l'évolution de certaines méthodes carcérales.

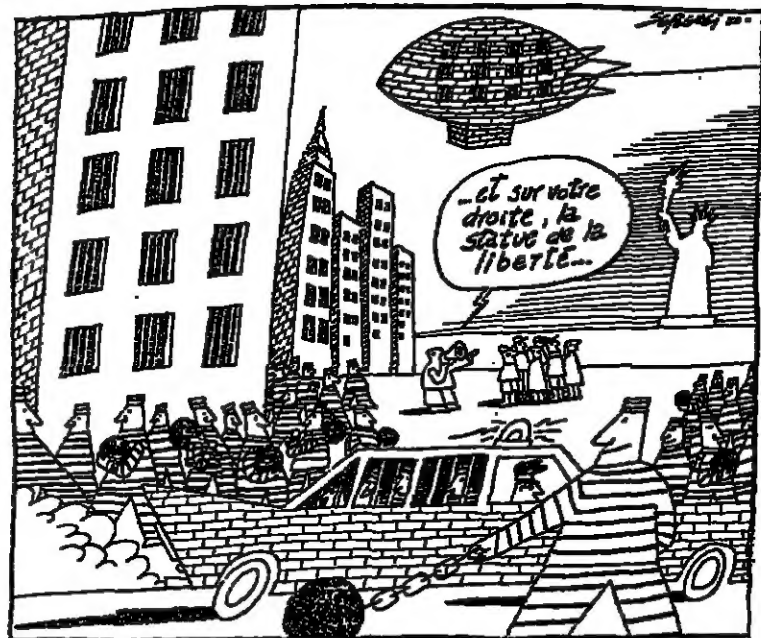
A New-York, en tout cas, l'affaire semble entendue. Car, avec l'accroissement récent, en ville, de la délinquance juvénile, l'alibi financier d'un « choc camp » se double d'un réel besoin de prévention. Pour la seule année 1988, les arrestations de jeunes de moins de seize ans ont augmenté de 43 %. Et la sauvage agression dont avait été victime, le 19 avril dernier, dans Central Park, une jeune femme d'affaires de Wall Street a attiré l'attention sur les ravages opérés par les bandes d'adolescents sous l'empire de la drogue. Le gouverneur Cuomo, pourtant libéral, s'est ainsi prononcé en faveur de l'extension du programme de choc carcéral : sa capacité d'accueil sera doublée, dans l'Etat, pour atteindre mille sept-cent cinquante places, un quartier contre aménagé, enfin l'âge minimal pourrait être repoussé à vingt-neuf ans et les récidivistes admis.

« Alternative »

Projets repris aussitôt à leur compte par la totalité des candidats à la mairie de la ville, qui se livrent, ces jours-ci, à de périlleux exercices d'arithmétique : comment, en effet, avec un budget au déficit potentiel de 850 millions de dollars l'année prochaine, répondre à la principale demande de New-York, régler le problème de la drogue et son corollaire, celui des prisons remplies, à 70 % justement, par des criminels liés à la drogue ?

L'ironie, dans cette affaire, c'est que l'Etat et la municipalité ont déjà fait de gros efforts, avec un tel succès qu'à la suite des opérations coups de poing antidrogué effectuées par le TNT (Tactical Narcotics Team) 90 000 arrestations ont été opérées en 1988. Soit deux fois la capacité d'accueil des prisons fédérales (46 000 places). En d'autres termes, plus on lutte contre la drogue, plus on aggrave le problème des prisons ! Pis, avec l'apparition d'une nouvelle drogue à New-York, le « crack » (une mixture d'héroïne et de crack), aux effets particulièrement dévastateurs, les équipes antidrogué espèrent arrêter, selon leurs prévisions, un minimum de quatre mille suspects dans les six mois à venir.

Que faire de ceux qui seront inculpés ? Les cinquante-six prisons de l'Etat tournent déjà à 113 % de leur capacité, celles de la ville à 102 %. Toutes sont devenues ingérables : la drogue y circule et le sida fait des ravages, comme à Rikers Island, la plus tristement célèbre, où 17 % des détenus seraient contaminés. Quatre nouvelles prisons sont à l'étude, mais l'on ne sait toujours pas où prendre les 250 millions de dollars nécessaires. En attendant tout est bon : un asile de Brooklyn sera revu plus tard pour les sans-logis — autre fléau de New-York — va être transformé en prison, et sur la péniche de transport de troupes Bibby Venture, amarrée sur l'East River, 350 détenus ont pris la place occupée naguère par les soldats britanniques en partance pour les Malouines. Enfin, faute de mieux, 2 000 prisonniers ont été installés dans des gymnases, 1 000 autres le seront sous des structures gonflables.



Rien d'étonnant, dans ces conditions, que le mot « alternative » soit à la mode à New-York. Repousser, éluder, mais surtout ne pas incarner lorsqu'on peut l'éviter ! Est-ce cela qui a valu au financier saoudien Kashoggi, accusé d'enlèvement à la justice, de se retrouver douillettement chez lui, sur la 5^e Avenue, une semaine après son extradition de Suisse, moyennant, tout de même, plus de 60 millions de francs de caution... ? Il lui suffit de porter au poignet un bracelet électronique permettant à la police de suivre ses mouvements à distance. Un « must » qui, pour une fois, ne venait pas de chez Cartier.

MARIE-CLAUDE DECAMPS.

Le Sénat adopte un projet de budget militaire assez éloigné de celui approuvé par la Chambre des représentants

Washington. — Le Sénat américain a adopté, mercredi 2 août, à une écrasante majorité (95 voix contre 4), le budget de la défense de 295 milliards de dollars, laissant relativement intacts les programmes stratégiques du président Bush, comme ceux de la guerre des étoiles et du bombardier B-2, et soutenant le projet de l'avion-hélicoptère, le V-22 Osprey, que la Maison-Blanche voulait abandonner.

« Les objectifs de base du président sont atteints », a déclaré le sénateur républicain de Virginie, M. John Warner, membre de la commission des forces armées. Sénateurs et représentants ont maintenant rendez-vous début septembre pour parvenir à un compromis sur la version finale du budget militaire. Le texte du Sénat s'éloigne en effet assez sensiblement de celui que la Chambre des représentants avait approuvé jeudi dernier et qui était favorable à de sévères coupes dans plusieurs projets chers à M. George Bush. « Nous avons cette année plus de différences profondes que nous n'en avons eues depuis longtemps », a dit le président de la commission des forces armées du Sénat, M. Sam Nunn (démocrate, Géorgie).

Les représentants avaient élagué sérieusement les budgets prioritaires du Pentagone. La Chambre avait ainsi amputé de 1,8 milliard de dollars le budget de l'IDS et s'était prononcée pour la construction de deux B-2 seulement, au cours de chacune des deux prochaines années fiscales, au lieu des quatre que proposait le président.

Le Sénat, lui, a approuvé les 100 millions de dollars de crédits alloués au nouveau missile à une seule tête nucléaire Midgetman, ainsi que 1,1 milliard de dollars pour

le déploiement du missile mobile à tête multiple MX. Le texte prévoit des coupes finalement modestes (400 millions de dollars) dans les 4,9 milliards de dollars consacrés à l'industrie de défense stratégique et de 300 millions dans les 4,7 milliards alloués au B-2. Le Sénat soutient le projet de fabrication en série de cet avion révolutionnaire, conçu pour échapper aux radars, mais à la condition qu'il prouve son efficacité.

Le Sénat a accepté la décision de M. Bush d'annuler le programme du F-14D (une nouvelle version du chasseur-bombardier embarqué F-14 Tomcat). En revanche, le programme du V-22 Osprey, que les « marins » réclament à cor et à cri, a été approuvé, alors qu'il avait été supprimé par le secrétaire à la défense, M. Dick Cheney, pour des raisons budgétaires. Le texte prévoit 255 millions de dollars pour la recherche et le développement de cet appareil qui combine les avantages de l'hélicoptère (décollage vertical) et de l'avion à ailes fixes (vitesse de croisière élevée).

Par ailleurs, le Sénat s'est prononcé dans un amendement pour une plus importante contribution financière des alliés à la défense collective, avertissant que les Etats-Unis pourraient réduire leurs troupes stationnées en Europe si des pays de l'OTAN diminuaient unilatéralement leurs forces sans accord négocié avec l'Union soviétique. Il a aussi demandé au président Bush d'engager des négociations sur la prise en charge financière totale par Tokyo des troupes américaines stationnées au Japon et d'examiner l'éventualité de réductions partielles du personnel militaire américain stationné en Corée du Sud. — (AFP.)

Asie

JAPON : ancien ministre de l'éducation nationale

M. Toshiki Kaifu a de bonnes chances de remplacer M. Uno comme premier ministre

TOKYO de notre correspondant

C'est un homme politique relativement jeune (cinquante-huit ans), ancien ministre de l'éducation nationale, M. Toshiki Kaifu, qui pourrait devenir la semaine prochaine le nouveau premier ministre du Japon. Après de laborieuses négociations au sein du Parti libéral-démocrate (PLD), une quasi-unanimité semble s'être dégagée en sa faveur.

M. Kaifu a annoncé officiellement, mercredi 2 août, qu'il possédait

la présidence du PLD (et donc à la tête du gouvernement) de l'un des chefs de clan du parti majoritaire ayant obtenu plusieurs portefeuilles importants. Ce qui n'est pas le cas de M. Kaifu. Il est en outre membre d'un clan minoritaire, celui de M. Toshio Komoto.

Cette rupture avec les règles tacites de fonctionnement du pouvoir ne doit pas dissimuler une réalité : M. Kaifu est un candidat de compromis dont le mandat pourrait bien n'être que temporaire (jusqu'aux élections législatives), prolongeant

souhaitaient pas un rajeunissement trop rapide qui pouvait compromettre leur propre retour au pouvoir. Ce sont de telles considérations qui ont conduit à la mise sur la touche de M. Hashimoto, secrétaire général du PLD, âgé de cinquante et un ans, membre du plus puissant clan, celui de M. Takeshita, qui passait la semaine dernière pour un prétendant bien placé. Officiellement, M. Hashimoto n'est retiré de la compétition afin d'assumer, au même titre que M. Uno, la responsabilité de la défaite aux élections sénatoriales.

La prudence des caciques

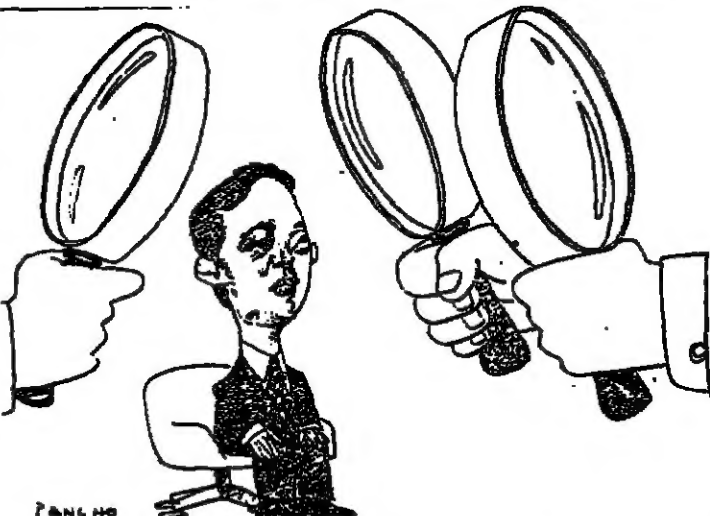
Les quatre grands clans se gardent en réserve et ne présentent pas de candidat résolu, celui, ministériel, de M. Komoto. Ancien ministre du Plan et vieux routier de la politique, M. Komoto, qui a hérité du clan Miki en 1980, a toujours été brouillé par les jeux de pouvoir entre caciques et n'a jamais pu accéder aux fonctions de premier ministre.

S'il a causé cette fois l'échec de se présenter, il en a été vite dédommé par les autres chefs de clan : son âge (soixante-dix-huit ans) pouvait susciter l'hostilité des jeunes et provoquer des dissensions dans les clans Takeshita et Abe (la nomination de M. Uno avait déjà soulevé un vent de fronde). En outre, la faillite, il y a une dizaine d'années, de sa compagnie maritime, Sanko Kisen, pesait sur sa crédibilité.

Conscients que, dans la situation de crise actuelle, ils ne sont confrontés à un double impératif — préserver l'unité du parti, en évitant notamment les conflits de générations, et une alliance qui leur garantisse une maîtrise du jeu — MM. Takeshita et Abe, ainsi que l'homme qui tire les ficelles de la politique nipponne, M. Shin Kanemaru, ont décidé de faire émerger la candidature de M. Kaifu (que l'on dit d'ailleurs proche de M. Takeshita, bien qu'il appartienne à un clan différent).

S'il est désigné — comme c'est probable — M. Kaifu sera le plus jeune premier ministre du Japon, après M. Tanaka. Il sera cependant, comme c'était le cas de M. Uno, un premier ministre sans base dans son parti et donc sans pouvoir réel. M. Kaifu est un bon orateur. Une qualité qui lui servira lorsqu'il devra conduire le PLD aux élections générales contre M^{me} Doi, présidente du PS, nouvelle vedette des médias, qui, entre-temps, aura peut-être réussi à doter son parti d'un programme cohérent.

PHILIPPE PONS.



sa candidature à la succession de M. Senko Uno, démissionnaire. Si aucun autre candidat n'entre en lice, M. Kaifu devrait être désigné sans qu'il soit nécessaire de recourir à un vote lors de l'assemblée générale des parlementaires libéraux-démocrates qui se tiendra le 8 août.

Représentant de la « génération intermédiaire » entre les caciques du parti et les jeunes politiciens et ayant été associé à l'ancien premier ministre Takeo Miki, l'« homme propre » du PLD, dont il fut le chef adjoint de cabinet en 1974, M. Kaifu peut apparaître comme un candidat répondant aux souhaits de renouvellement et de rajeunissement des dirigeants libéraux-démocrates.

Homme neuf, malgré une longue carrière de député (dix mandats), épargné jusqu'à un certain point par le scandale Recruit, qui a décimé momentanément la classe politique (il a cependant reconnu avoir reçu 14 millions de yens de cette société), M. Kaifu est propulsé de l'ombre du parti sur le devant de la scène. Sa candidature rompt avec des pratiques établies : la nomination à

ainsi la période d'inter-régne ouverte avec la démission de M. Takeshita en avril dernier. Se tiendra essentiellement de conduire le PLD à des élections (dont la date n'est pas encore fixée, mais qui seront vraisemblablement anticipées) et d'essayer de limiter l'ampleur d'une nouvelle défaite en offrant une image rajeunie du parti gouvernemental.

Le choix de M. Kaifu est le résultat de la traditionnelle alchimie à laquelle se livrent en coulisses les dirigeants du PLD. Ils ont cherché cette fois à concilier plusieurs exigences : donner une nouvelle image à leur parti sans pour autant compromettre les équilibres de pouvoir en son sein. D'entrée de jeu, les quatre grands clans (ceux de MM. Takeshita, Abe, Miyazawa et Nakasone) avaient décidé de se tenir à l'écart de la compétition.

Mettre en lice l'un de leurs membres risquait en effet d'hypothéquer l'avenir (dans l'hypothèse où celui-ci serait contraint de démissionner au lendemain des élections générales). En outre, les chefs de clan ne

Les Réunionnais ont retenu la leçon

Alix Elioux.

En mai 1989, à l'occasion de cette étude, trois groupes d'électeurs : les « *absentionnistes impénitents* », les participants assidus et la masse de ceux qui, au gré des circonstances, participent ou non aux scrutins.

Les participants assidus représentent 8 % des inscrits auxquels il faut ajouter les Français qui n'ont pas effectué la démarche de s'inscrire et qui représentent 8,7 % de l'électorat (potentiel) concerné aussi bien les élections nationales que les élections locales. 12 % chez les vivants et 13 % chez les décédés.

Les « *absentionnistes impénitents* » se trouvent en premier lieu chez les cadres, les professions intellectuelles supérieures et les professions intermédiaires, ainsi que chez les femmes (35 % contre 31 % des hommes).

Au total, 60 % de l'électorat ont participé à une, deux ou trois des quatre consultations. La moins prise a été le référendum sur la Nouvelle-Calédonie avec le taux record de 40 % d'absentionnistes. Les autres scrutins ont été suivis par un quart des inscrits.

Le maire précise qu'il n'a reçu de la part des habitants de Longjumeau que sept lettres de protestation et souligne que l'opposition de droite au conseil municipal s'était abstenue lors du vote de la décision.

Prize
loto

TACOTAC

LISTE OFFICIELLE
DES GAGNANTS À RETENIR
AUX BILLETS ENTIERS

Le règlement du TAO-O-TAC se trouve dans le journal (A.C. du 22/06/1982)

Le numéro **09 1597** gagne **4 000 000,00 F**

Les numéros approchant	19 1597	69 1597	
à la centaine	29 1597	79 1597	gagnent
de mille	39 1597	89 1597	40 000,00 F
	59 1597	99 1597	

Les numéros approchant aux

Décimale de mille	Mille	Centaines	Décimale	Unités	gagnent
001597	090597	091097	091507	091590	
011597	092597	091197	091517	091591	
021597	093597	091297	091527	091592	
031597	094597	091397	091537	091593	
041597	095597	091497	091547	091594	10 000,00 F
051597	096597	091597	091557	091595	
061597	097597	091697	091567	091596	
071597	098597	091797	091577	091597	
081597	099597	091897	091587	091598	
091597	099597	091997	091597	091599	

Vous les billets se terminant par	1597 597 97 7	gagnent	4 000,00 F 400,00 F 200,00 F 100,00 F
--	------------------------	---------	--

LOTO

1^{re} PRIZE
DU MOIS
3 AOUT 1982

11 27 35 41 48 49 39

POUR LES TIRAGES DES MOIS DE 1^{er} JANVIER À 31 AOUT 1982
VALABLET JUSQU'AU MOIS AOUT 1982

MINILOT
CAPÉRICOTTE

TACOTAC

TIRAGE
DU MOIS
3 AOUT 1982

RÉSULTATS OFFICIELS - INFORMATION

36-16 LOTO

39

62

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27
Télex MONDPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Édité par la S.A.R.L. *Le Monde*

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Laurent (1969-1982)
André Larroche (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du *Monde*,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, *gérant*,
et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.

Administrateur général :
Bernard Woots.

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.

Correspondant en chef :
Claude Sales.



Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montauville, 75007 PARIS
Tél. (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télex MONDPUB 206 136 F

Le Monde

TELEMAQUE

Composée 36-15 - Tapez **LEMONDE**
ou 36-15 - Tapez **LM**



langue
du Monde
7, rue des Italiens
PARIS-IX



*Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration*

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

*Renseignements sur les réductions
et index du Monde au (1) 42-47-98-51.*

ABONNEMENTS

BP 507 09 75422 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS voix normale
3 mois	365 F	399 F	504 F	706 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
9 mois	1 030 F	1 089 F	1 404 F	2 040 F
1 an	1 300 F	1 380 F	1 800 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, RENVOYEZ CE BULLETIN accompagné de
votre règlement à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

PORTAGE : pour tous renseignements
tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. **PORT PAYE : PARIS BP**

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ **Prénom :** _____

Adresse : _____

Localité : _____ **Code postal :** _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

BP 507 09

Société

Les feux de forêt dans le Sud-Est

Plusieurs foyers sont encore à la merci du vent

Dans la matinée du 3 août, plusieurs feux continuaient à se propager dans le Var, mais tous les incendies étaient maîtrisés dans les Bouches-du-Rhône. La veille, dans le Var, autour d'Hyères, de La Crau (dans l'agglomération de Toulon) et surtout de Bornes-les-Mimosas, les interventions des Canadair n'ont pas réussi à maîtriser les feux. L'incendie de Bornes-les-Mimosas, en particulier, s'est étendu à la forêt de Collobrières et au massif du Dom, sans grande rapidité car le vent avait heureusement faibli. Il y avait tout de même 1 300 hectares détruits. Près de Nans-les-Pins, le feu continuait sa progression, vers Saint-Maximin-la-Sainte-Baume. Les routes nationales 560, 97 et 98 sont coupées en plusieurs points.

Dans les Bouches-du-Rhône, la situation, qui s'était améliorée dans la matinée du 2 août, s'est

brusquement aggravée au début de l'après-midi, puis la progression du feu s'est ralentie, mais quatre importants incendies persistaient jusqu'au 3 août dans la matinée autour de Trets, de Saint-Paul-sur-Durance, Rognes et La Fare-les-Oliviers. Là aussi, l'autoroute A 51 et plusieurs routes secondaires étaient coupées. La situation était particulièrement préoccupante, le 2 août, autour de Rognes: priorité était donnée à la protection de la petite ville, dont on a même envisagé un moment d'évacuer la population par des moyens hélicoptères.

Ce même jour dans le Var, l'incendie proche de L'Isle-sur-la-Sorgue perdait de sa violence, comme celui de Roquebrune-Cap-Martin (Alpes-Maritimes), qui a brûlé 45 hectares de résineux et de garrigue, menaçant un moment la

propriété du prince de Monaco, et a détruit une maison inhabitée et un élevage de fuisans. Dans l'Aude, deux cents pompiers luttent contre deux incendies, l'un près de Tuchan, l'autre dans les Corbières. Aucune habitation n'était en danger.

Dans le Gard, l'incendie qui s'était déclaré la veille au nord-est de Nîmes a été contrôlé dans la matinée du 3 août. Environ 1 000 hectares de garrigue et de pinède ont été détruits.

Les incendies de Corse se sont sensiblement calmés en raison de la baisse du vent. A Focet et au sud de Bastia, les sapeurs-pompiers maîtrisent la situation. De même, on notait une amélioration notable dans le cap Corse et en Balagne, où tous les feux étaient circonscrits. Mais la vie n'a pas repris son cours normal: il faudra trois semaines pour qu'EDF et les Telecom remplacent tous les

potaux électriques et téléphoniques détruits. Près de Porto-Vecchio, un feu a ravagé, le 2 août, 2 000 hectares.

En Sardaigne, les incendies étaient toujours favorisés par le vent. Une des personnes blessées est morte à l'hôpital de Rome, portant ainsi à quatre le nombre des victimes. Quant à la Française gravement brûlée, son état restait critique.

M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, devait présider le 3 août, à la préfecture de Marseille, une réunion de travail à laquelle assisteront les préfets des départements du Sud-Est les plus touchés par les incendies.

Le ministre de l'Intérieur devait aller ensuite sur le terrain pour s'y informer des conditions dans lesquelles les opérations de lutte contre le feu sont actuellement conduites.

Cent cinquante incendies en deux jours

MARSEILLE de notre correspondant régional

Le colonel Gérard Gilardo, directeur du CIRCOSC (Centre interrégional de coordination opérationnelle de la Sécurité civile) est formel: « Jamais, dit-il, en vingt-cinq ans de métier, je n'ai vécu des jours pareils ». Les responsables de la lutte contre les feux de forêt dans le Midi se trouvent confrontés, en effet, à une situation exceptionnelle. Jamais, même lors des années « rouges » de 1976 et de 1979, on n'avait assisté, sur une aussi courte période, à un tel déclenchement du feu et à de tels ravages. Sécheresse, chaleur, vent: tous les éléments se sont conjugués, avec une rare intensité, pour favoriser l'éclosion et la propagation des incendies. Depuis près d'un an, il n'y a pas eu de pluies significatives sur le littoral méditerranéen. A cette sécheresse prolongée s'est ajoutée une chaleur de plus en plus forte. Avec plus de 35°C, des records de température ont été notamment battus pour un 31 juillet dans les Alpes-Maritimes et le Var. Les vents violents d'ouest ou de sud-ouest qui ont soufflé pendant les derniers jours ont engendré une compression et un assèchement de l'air. Résultat: le taux d'humidité, qui, au début août, est normalement de plus de 40 %, a chuté à 28 % et même, en certaines zones, en dessous de 20 %. La forêt était prête à s'enflammer comme de l'amadou.

La circonstance aggravante à cette situation climatique et météo-

rologique exceptionnelle a été la multiplicité et la concomitance des foyers. On a ainsi dénombré, en deux jours, mardi 1^{er} et mercredi 2 août, pas moins de cent cinquante foyers pour la grande majorité concentrés dans les Bouches-du-Rhône et le Var. Sur ce nombre, une bonne quinzaine ont échappé aux sapeurs-pompiers et ont pris des proportions catastrophiques. « Ces incendies se sont propagés avec une vitesse de trois kilomètres à l'heure », explique le colonel Gilardo, alors qu'un feu de forêt, en temps normal, progresse seulement dans le même temps de mille à douze cent mètres. Difficile, dans ces cas là, même lorsque l'intervention est rapide, d'empêcher leur développement.

Un exemple parmi d'autres cités par le colonel Gilardo: le feu qui s'est déclaré, le 1^{er} août en fin de journée, aux Pennes-Mirabeau, près d'Aix-en-Provence. « Un avion l'a détecté immédiatement, l'a tiré et a appelé ses collègues. Cinq autres appareils sont arrivés dans les minutes qui ont suivi. Mais on ne l'a pas eu... »

Le vent, en l'occurrence, ne fait pas que « pousser » les flammes mais il transporte des particules incandescentes (des « belugues » comme on les appelle dans le Midi) à plusieurs centaines de mètres et crée d'autres foyers, qui, sous le panache de fumée, ne sont pas immédiatement repérés. Il faut également compter avec le souffle même des grands incendies souvent orientés dans une autre direction que le vent principal.

Autre conséquence de la multiplication des feux qui fait mieux comprendre les difficultés de la lutte en cet été fou: l'immobilisation des moyens pour éviter les « reprises ». « Même lorsqu'on éteint rapidement un feu, il nous bloque pendant quarante-huit heures », rappelle le colonel Lafourcade, directeur des services d'incendie du Var. Tous nos moyens sont répartis sur les feux de grande surface, ce qui fait qu'il y en a peu sur chacun d'eux. Là où il faudrait normalement, par exemple, quatre-vingts à cent véhicules nous n'en disposons que de trente à quarante. Comme la situation est la même dans les départements voisins, on ne peut plus s'entraider. Nous avons moins de mobilité dans les feux de forêt que dans les incendies de zones bâties, en particulier à leur rythme d'intervention. Dans des conditions normales, les Canadair effectuent des rotations de cinq à sept minutes contre vingt pour les

moyens disponibles et ceux qui seraient nécessaires c'est la nature qui se joue. En deux heures, le 1^{er} août, dans ce département, deux mille sapeurs-pompiers, sur un effectif théorique de trois mille six cents hommes et cent soixante-quatre camions citernes « feux de forêt » sur un parc de cent-quatre-vingts, c'est-à-dire la totalité des moyens effectivement mobilisables, ont été engagés sur cinq gros foyers. Dans certains cas, comme à Saint-Paul-sur-Durance, où la priorité a été donnée à la protection du centre nucléaire de Cadarache, il a fallu laisser courir le feu. Même chose, aux confins du Var et des Bouches-du-Rhône dans le secteur des monts Aurélien. La protection des personnes et des biens a été la priorité. Elle n'a pas évité le pire en Corse mais a été, heureusement, plus efficace sur le continent.

Le prix de la sécurité

En trois jours de lutte ininterrompue, et malgré les renforts acheminés de nombreuses autres régions, les sapeurs-pompiers ont accumulé une grande fatigue. Souvent, la relève n'a pas pu être assurée. « J'ai demandé à mes hommes de s'occuper sur place », dit le colonel Cavallin, un peu comme l'ont fait les Israéliens pendant la guerre du Kippour, qui devaient avant le début de la bataille, à la bataille. Cette fatigue inquiète le colonel Lafourcade, « car elle est susceptible d'engendrer des erreurs d'appréciation qui peuvent être graves ». Mais, pour le colonel Gilardo, le débat qui s'est inévitablement engagé sur l'insuffisance des moyens, en particulier aériens, est totalement vain.

« Le seul véritable problème posé est celui de la multiplicité, sans précédent, des incendies, dans un temps très réduit, qui a déstabilisé le système de lutte. Notre flotte de bombardiers d'eau est l'une des plus importantes du monde, et son taux de disponibilité, de 90 % à 100 %, est tout à fait remarquable... »

Les pilotes de la base d'avions de la Sécurité civile ne partagent pourtant pas entièrement cette appréciation. Selon eux, la France s'est dotée d'une flotte « de riches », trop diversifiée, alors qu'il lui faudrait plus d'avions amphibies, de loin les plus performants dans la lutte contre les feux de forêt grâce, en particulier, à leur rythme d'intervention. Dans des conditions normales, les Canadair effectuent des rotations de cinq à sept minutes contre vingt pour les

Les flammes aux portes de Nîmes

NÎMES de notre correspondant

Après l'eau, le feu: à peine pensées les plaies des inondations catastrophiques du 3 octobre 1988, alors qu'avec la sécheresse s'est estompée la crainte de l'orage meurtrier, Nîmes a peur du feu. Épargnée voici quinze jours par un premier incendie monstre qui avait ravagé huit cents hectares au nord et à l'ouest, un nouveau sinistre a détruit plusieurs habitations isolées dans l'après-midi du 2 août.

Le feu a pris vers 13 heures à une dizaine de kilomètres au nord-nord-est de l'agglomération, dans un secteur accidenté de garrigues. Poussé par un mistral soufflant en rafales à 60 kilomètres à l'heure, il s'est développé sur plusieurs fronts. L'un d'eux a atteint à 15 heures un village-dortoir de la banlieue de Nîmes, Marguerites, incendiant quatre habitations dans un quartier heureusement évacué. En milieu d'après-midi, un épais nuage de fumée recouvrait l'autoroute A 9, laquelle était aussitôt interdite à la circulation, de même que la R 86, la route d'Avignon.

O. C.

Des élus mécontents

Plusieurs personnalités se sont plaintes de l'insuffisance des moyens de lutte contre les incendies.

M. Jean-Claude Gaudin, député des Bouches-du-Rhône et président du conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, a souligné que « sans vouloir rentrer dans une polémique qui ne serait pas de mise au moment où les incendies ont fait plusieurs victimes, il faut bien reconnaître que, dans la situation exceptionnelle que nous venons de subir avec plusieurs incendies qui se sont déclenchés simultanément sur plusieurs départements de notre région et en Corse, et où le mistral a encore aggravé leur propagation, nous n'avons pas disposé des moyens, notamment aériens, nécessaires. L'Etat ne prend conscience de cette réalité et, en concertation avec les collectivités locales, engager rapidement les mesures indispensables... »

« Pour ma part, a-t-il ajouté, en ma qualité de président du conseil régional, après m'être rendu sur les lieux des sinistres, notamment à Rognes et à La Roque d'Anthéron, j'ai décidé, devant l'ampleur du drame que vit la forêt provençale, de doter immédiatement l'opération Vigilance en forêt d'un hélicoptère supplémentaire. Prochainement, je rencontrerai les maires des communes sinistrées pour étudier avec eux les modalités de l'aide que le conseil régional leur apportera, aussi bien dans le domaine de la prévention que dans celui du remboursement... »

M. Yann Piat, député non-inscrit du Var, a déclaré qu'il appartient au gouvernement de se donner les moyens dans tous les domaines « concernant la lutte contre les incendies. Si la prévention est primordiale, les coupables aussi doivent être recherchés et punis », a-t-il ajouté.

M. Jean-Claude Delarue, le président du mouvement SOS-Environnement, demande, lui, « la constitution d'une commission d'enquête parlementaire chargée de faire le bilan de l'insécurité écologique et de tirer les leçons du laxisme des gouvernements successifs dans ce domaine ». Comme M. Haroun Tazieff, ancien secrétaire d'Etat à la prévention des risques majeurs, SOS-Environnement dénonce l'insuffisance du débroussaillage, seul capable de minimiser les incendies.

Les bergers corses en accusation

Le président du conseil général de Haute-Corse, le sénateur François Giacobbi (MRG), a déposé, le 2 août, une plainte contre X auprès du procureur de la République de Bastia, après les incendies qui ont ravagé 10 000 hectares de maquis dans le département les 31 juillet et 1^{er} août. M. Giacobbi a indiqué que, si des inculpations interviennent, la Haute-Corse demandera le remboursement des frais engagés pour lutter contre le feu.

Ce sont les bergers corses, soupçonnés de déclencher les incendies pour fertiliser les pâturages, qui font figure de principaux accusés alors que la Corse commençait, le 2 août, à dresser un premier bilan des deux journées de feux qui ont tué deux personnes italiennes, blessé plusieurs personnes, brûlé une trentaine de maisons, menacé Bastia, dévasté plus de 12 000 hectares de maquis. Le maire de Furiani, un gros bourg au sud de Bastia, est ainsi parti en guerre contre les bergers de la commune. M. Eugène Bertucci envisage d'interdire le pacage, le pâturage sur les terres brûlées, pendant dix ans. Il demande également à ses administrés de rompre le silence et de dénoncer les pyromanes. Un appel également lancé par le parquet, le maire de Bastia, M. Emile Zuccarelli et le préfet de Haute-Corse, M. Bernard Boucaut, qui dénonce en Corse, « les intérêts particuliers qui vont à l'encontre de l'intérêt général ».

De leur côté, les bergers protestent et regrettent d'être sans cesse mis en accusation. « Quand nous étions très nombreux, il y a plus de dix ans, il y avait moins de feux qu'aujourd'hui. Comment peut-on nous condamner en sachant cela », proteste un berger d'Asco à 30 kilomètres au nord de Corte. « Les maîtres nous accusent, mais ils laissent en l'état les décharges sauvages interdites et qui sont, tout le monde le sait, responsables de nombreux départs de feux... »

D'autres élus et une partie de la population dénoncent, eux, l'insuffisance et la lenteur des moyens déployés sur les feux. Mais là encore, certains observateurs remarquent que les feux sont souvent allumés alors que le vent est fort pour que les Canadair puissent voler. Allusion à la parfaite connaissance qu'ont les bergers du terrain et des moyens de lutte contre les incendies. Un restaurateur du Cap Corse, dont l'établissement a été ravagé le 31 juillet par les flammes, note qu'il n'y avait pas eu de feu dans sa région depuis la disparition des bergers, il y a cinq ans. « Cet hiver, un berger battait des vases d'installer et cet été il y a des feux, affirme-t-il. C'est à la population d'être vigilante. Les jours de grand vent, nous devrions nous organiser avec l'aide de la commune pour surveiller les endroits sensibles. Alors les bergers n'oseraient plus mettre le feu par peur d'être vus... »

SPORTS

FOOTBALL

Bordeaux et Toulon en tête du championnat

Bordeaux, vainqueur à Montpellier (2-1), et Toulon, qui a battu Caen (2-0), ont profité du faux pas de Marseille à Toulouse (1-2) pour prendre la tête du championnat de France de football, mercredi 2 août, à l'issue de la troisième journée. Les Marseillais ont fait signer un contrat de trois ans à l'Uruguayen Enzo Francescoli qui jouait depuis 1986 au Matra Racing de Paris.

Les résultats

* Lille et Monaco	1-1
* Nantes b. Lyon	2-1
* Toulouse b. Marseille	2-1
* Nice b. Mulhouse	2-0
* Metz b. Auxerre	2-1
Bordeaux b. Montpellier	2-1
* RP 1 b. Cannes	3-2
* Sochaux b. PSG	1-0
Toulon b. Caen	2-0
* Saint-Etienne b. Brest	2-0

Classement

1. Bordeaux, Toulon, 5 pts; 3. Marseille, Toulouse, Nantes, Sochaux et Monaco, 4; 8. Nice, PSG, Lille, Metz et RP 1, 3; 13. Montpellier, Lyon, Saint-Etienne, Auxerre, Caen, Brest et Mulhouse, 2; 20. Cannes, 1.

Deuxième division

Groupe A

* Créteil et Abbeville	0-0
* Dunkerque b. Lens	1-0
* Saint-Seurin b. Quimper	1-0
* Le Havre b. Quimper	4-0
* Reims b. Toulon	2-1
* Niort et Beaurivall	2-2
* La Roche-sur-Yon et Lorient	0-0
* Valenciennes b. Rouen	3-1
* Angers et Laval	2-2

Classement

1. Valenciennes, 6 pts; 2. Beaurivall, 5; 3. Le Havre, Reims, Laval, Dunkerque et Créteil, 4; 8. Toulon, Saint-Seurin, Lens, Rouen et Lorient, 3; 13. Niort et Quimper, 2; 15. La Roche-sur-Yon, Abbeville, Angers et Guingamp, 1.

Groupe B

* Albi b. Nîmes	3-0
* Amiens et Lens	0-0
* Montceau b. Bastia	2-2
* Reims b. Red Star	2-0
* Istres b. Orléans	3-1
* Strasbourg b. Dijon	1-0
* Grenoble b. Dijon	1-0
* Nancy b. Metz	2-1
* Avignon b. Guingamp	2-1

Classement

1. Nancy, 6 pts; 2. Bastia, 5; 3. Strasbourg et Albi, 4; 5. Metz, Amiens, Montceau, Grenoble, Reims, Avignon, Red Star, Nîmes et Lens, 3; 14. Istres, Amiens et Dijon, 2; 17. Orléans et Chamois, 1.

MÉDECINE

Trois nouveaux décès parmi les pensionnaires de la maison de retraite de Lagord (Charente-Maritime). — L'épidémie de salmonelles qui avait fait quatre victimes, début juillet, dans une maison de retraite située à Lagord, près de La Rochelle (Charente-Maritime), est à l'origine de trois nouveaux décès survenus ces derniers jours. Plusieurs familles des victimes ont pris contact avec le procureur de la République de La Rochelle afin de se constituer partie civile. Les analyses pratiquées dans le cadre de l'information semblent confirmer l'hypothèse d'une contamination initiale à partir d'un porteur sain. Toutefois, l'examen des membres du personnel n'a pas

permis de retrouver la personne, porteuse du germe, qui avait ensuite contaminé les autres pensionnaires.

La Sécurité sociale prend en charge à 100 % l'enfant né sans yeux. — La direction de la Caisse primaire d'assurance-maladie de la Somme a décidé de prendre en charge à 100 % les traitements de l'enfant né sans yeux et sans nez optique à y a dix mois à Amiens. Jusqu'à présent, la Sécurité sociale avait refusé de prendre cette décision, cette malformation rarissime ne figurant pas sur la liste des affections de longue durée prises en charge à 100 % (Le Monde du 3 août 1988).

Le Monde DES LIVRES



Hermann Ungar.

Les huis clos meurtriers d'Hermann Ungar

Un écrivain tchèque contemporain de Kafka qui nous entraîne dans les bas-fonds de l'âme humaine.

Il y a des morts au champ d'honneur qui ne s'embarrassent pas de l'armure des héros : ce sont les vaincus de la vie. Ils n'ont jamais appris à sonner la charge de la cavalerie, ils ne portent pas la tunique bleue de l'espérance, ils ont lutté contre le destin en s'accrochant à des brins de paille. Puis, un jour, la vie exige d'eux trop de concessions, alors ils se débarrassent d'elle comme d'un ennemi. « La mort de ceux qui n'ont pas réussi rayonne parfois de l'éclat de la victoire », écrit Hermann Ungar.

Pour cette seule phrase, dédiée aux mutilés de la vie, Ungar, l'écrivain tchèque de langue allemande, contemporain de Franz Kafka et de Jaroslav Hasek, mérite d'être redécouvert : son œuvre est un extraordinaire hommage à tous ceux qui ont pour vocation la détresse, à tous ces éternels adolescents, humiliés par le monde adulte, et qui demeurent au fond d'eux-mêmes des « califes clandestins ».

Hermann Ungar fait partie de ces écrivains auxquels la postérité garde rancune d'être morts bêtement : une crise d'appendicite mal soignée l'emporta, le 28 octobre 1929, à l'âge de trente-six ans. Il venait de rompre le bail qui le liait à son poste de secrétaire de délégation à l'ambassade tchèque de Berlin, afin de se consacrer entièrement à l'écriture. Quinze ans auparavant, la mort avait déjà voulu le bousculer dans la fosse commune de l'oubli : gravement blessé pendant la première guerre mondiale, il avait, dit-il, « seulement pour qu'il ne me laisse en vie que si j'accomplissais mon destin de poète ».

Un surmoi lui fut accordé ; il le mit à profit pour lire Dostoïevski, obtenir un doctorat de droit,

adhérer à des associations socialistes, devenir dramaturge et metteur en scène, émigrer à Berlin (où il fréquenta, en compagnie d'Alfred Döblin, Josef Roth et Franz Werfel, le Café romain) et, à trente ans, se marier avec Margarete Weiss, une belle créature terre à terre qui ne s'intéressa jamais aux divagations littéraires de son mari.

L'hommage de Thomas Mann

Et pourtant, dès son premier livre, *Enfants et meurtriers*, qui contenait deux magnifiques nouvelles, deux portraits d'adolescents taciturnes, bourreaux de chats et assassins de l'amour, Hermann Ungar s'était affirmé comme écrivain. Thomas Mann ne s'y trompa guère : il salua la naissance d'un « artiste extraordinairement courageux et inspiré ». Trois ans plus tard, en 1923, un roman, *Les Mutilés*, vit le jour. A travers cette nouvelle visite guidée dans les entrailles d'une humanité humiliée, Hermann Ungar se révélait un écrivain hors du commun, qui savait aussi bien manier le cynisme que dépeindre l'atmosphère d'un désir rituel.

A Vienne, la *Neue Freie Presse* désigna Ungar comme l'écrivain le plus important de la décennie. Walter Benjamin, Stefan Zweig, Bertolt Brecht et Jean Grenier, en France, se déclaraient admiratifs. Ungar publia encore quelques ouvrages, écrivit des pièces de théâtre, toujours avec le même succès. Puis il mourut, et la porte de la postérité lui resta obstinément fermée pendant un demi-siècle.

Il fallut attendre la fin des années 80 pour aller de nouveau à la rencontre d'Ungar : une édition de ses œuvres complètes est en préparation à Vienne ; en France, les éditions Ombres ont réédité, il y a deux ans, *Enfants et meurtriers*, et les *Mutilés* (1). Les lecteurs ont pu découvrir avec éblouissement le style de Hermann Ungar, concis et tranchant, qui vous déplaît l'âme et vous laisse sur le corps une sensation de morsure indélébile. Pourquoi s'arrêter en si bon chemin ? Les éditions Ombres donnent l'occasion de prospecter plus avant l'univers ungarien, avec un roman, *La Classe*, et un recueil de nouvelles, *Le Voyage de Colbert*.

Dans chaque récit de Hermann Ungar se dessine l'itinéraire d'une flèche empoisonnée. Un corps, déjà mort, rejeté sur la plage du néant, ne s'éveille qu'à l'appel du meurtre. *La Classe* est nourrie de cette tension, de cette lutte à mort entre, d'un côté la « puissance », et de l'autre l'« unité des soumis ». Quand un personnage

entre en scène, il sait d'instinct qu'il a signé sa perte.

Le professeur Josef Blau, en pénétrant le matin dans la salle de classe, sait qu'il s'engage en titubant dans son destin : « Dieu était là, gardien de la loi, comme le professeur de la classe, mais nimbé d'un système écrasant. Il notait quel pas on avait choisi et il prononçait la sentence ».

Le professeur Josef Blau est un étrange petit homme, veule et sadique, capable tout à la fois de sainteté et de bassesse. Il éprouve du dégoût pour les femmes enceintes, ces criminelles orgueilleuses de leur crime. Il exige qu'elles se rasant la tête pour prouver leur innocence, comme un autre personnage d'Ungar leur coupe la tête pour les rendre à leur ingénuité première.

ROLAND JACCARD.
(Lire la suite page 14.)

(1) La version française de *Enfants et meurtriers* et celle des *Mutilés* ont paru aux éditions Gallimard successivement en 1926 et 1928. Les éditions Ombres ont repris ces deux traductions de G. Fritsch-Estrangin.

Le mot et la note

Musique et littérature :
liaisons dangereuses
ou affinités électives ?

Qu'un discours, la littérature est, ainsi, le discours vagabond de la sensibilité.

Claudel disait qu'elle « a pour objet non pas de convaincre ou de toucher l'âme qui reste assise et tranquille à sa place, comme un juge, en lui présentant une série d'idées ou de sentiments abstraits, mais d'entraîner le lecteur en créant un courant puissant, d'une force accélérée (...) vers une résolution que la passion désigne et que le cœur appelle ».

La magie créée par la cadence

De son côté, Valéry soutenait que la parole plane et courante vole à sa signification, et que la parole littéraire a pour fin la volupté. Et il ajoutait, au sujet de la prose, que c'est là le genre de travail qui permet de commencer par la pensée des choses, par leurs images, et de finir par les mots : « La prose naît sans rythme (...). Tout écrit rythmé et réfléchi est artificiel, c'est-à-dire que la spontanéité apparente a été construite après coup (...). Les paroles et la musique ne sont pas du même auteur. Je veux dire, du même instant ».

Et Pablo Neruda de s'exclamer : « Tout ce que vous voulez, oui, monsieur, mais ce sont les

mots qui chantent. Je me prosternais devant eux. Une idée se modifie parce qu'un mot a changé de place ou parce qu'un autre s'est assis comme un petit roi dans une phrase qui ne l'attendait pas et lui a obéi ».

On pourrait renchérir, aller jusqu'à affirmer que le déplacement d'un mot ne modifie pas toujours l'idée exprimée, mais que, plus grave, tout en laissant intacte celle-ci, il peut la rendre banale du seul fait que la magie créée par la cadence a disparu. Si, au lieu de dire : « Mais le vert paradis des amours enfantines », on dit « mais le paradis vert des amours enfantines », le sens, qui est un regret, demeurerait le même, mais comment nier que toute poésie s'est alors évaporée ? Elle ne tenait qu'à un accent, un son.

Evidemment, les liens entre littérature et musique semblent plus vraisemblables quand on parle de poésie que lorsqu'on parle de prose. Qui, s'il a entendu pour la première fois des vers bien mesurés, n'a pas eu l'impression de quelque chose de magique, le sentiment que cela était vrai et ne pouvait se dire autrement ?

Tout vers réussi semble confirmer l'existence des Muses, et venir de plus haut que le poète, pour rendre enfin possible ce qui existe. Tout phrase réussie est, peut-être, à sa manière, un vers.

En ce qui concerne la musique, qui en a jamais donné une définition convaincante ? Dans l'omniscient Litté, on lit : « Science ou emploi des sons qui entrent dans une échelle dit gamme », ce qui, plus qu'une définition, est l'expression d'un doute.

Quelqu'un a proposé, de façon largement insuffisante, que la musique était une forme mystérieuse du temps, ajoutant que c'était le seul art dont le fond est la forme. Goethe a parlé d'« architecture fluide » ; Schopenhauer — ce pessimiste professionnel qui possédait toutes les œuvres de Rossini réduites pour flûte et qui, assure-t-on, les jouait tous les jours les uns après les autres — parle, lui, d'« image de la volonté pure ». Et Shakespeare, dans le *Marchand de Venise*, dans l'une des scènes les plus sublimes — et les plus mozartiennes avant la lettre — qu'il ait écrites, commence par des mots qui feraient croire qu'il a capté l'essence de la musique et qu'il s'apprête à nous en faire don, mais, vite, il dérive vers une conclusion d'ordre moral : « L'homme qui n'a pas une musique en lui-même et qui n'est pas ému par le concert des sons harmonieux... est propre aux trahisons, aux stratagèmes et aux rapines » etc.

HECTOR BIANCIOTTI.
(Lire la suite page 11.)

(1) A Aix-en-Provence, les 25 et 26 juillet, dans le cadre du festival, des rencontres sur le thème « Musique et littérature » ont réuni, outre Hector Bianciotti, Jorge Amado, Tahar Ben Jelloun et Marcel Schneider.

Bonnes nouvelles de Marcel

Cinquante histoires de Marcel Aymé dans la collection « Biblos » : un monde où rien n'obéit à la logique et à la morale.

CINQUANTE ! Pas une de moins. Un chiffre rond en somme. Cinquante « nouvelles », cinquante histoires toutes rondes aussi comme des galets, percutantes idem, qui vous arrivent dans les yeux sans qu'on ait loisir de faire semblant de ne pas y croire.

C'est drôle, ça. Marcel Aymé, il suffit qu'il commence à écrire pour que ça démarre, et qu'on n'y puisse rien. Le décor surgit. Les personnages sont là subito, commencent à parler, à agir, et la magie opère. Au fond, c'est ça la nouvelle. Pas de temps à perdre.

Maupassant, c'est la même chose. Qu'il vous raconte — avec quelle passion ! — une histoire de cul, une arrivée de fantôme, une comédie-drame de famille, ça marche tout de suite.

Je me suis souvent demandé... ce qu'on raconte... que Marcel Aymé ne souffrait mot. Qu'il emmerdait ses interlocuteurs à les laisser bafouiller, se noyer dans leurs discours... Pourquoi en somme il gardait ce silence obstiné.

C'était sa fantaisie, d'accord. Mais pourquoi celle-là et pas une autre ?

Ça devait être une économie, une politique. Les photos le montrent, il avait les paupières à demi closes, comme s'il somnolait un peu, mais derrière ces volets, quel coup d'œil ! Statique. Constant. Imparable. Et ses oreilles plutôt bien « dimensionnées ». Qu'est-ce qu'il devait bien esquisser. Emmagasinier. Comme il ne disait rien que « oui », « bof », « oh ! » de temps en temps, des monosyllabes de préférence, il gardait tout le bénéfice. L'acquis.

Il aimait bien aussi les jolies couleurs. Les cravates vert pomme, les chaussettes en laine bleu ciel, les vestes tendres avec des jolis carreaux... Une manière comme une autre de se faire plaisir. Ah, oui, et puis les petites dernières aussi, les jolies petites des chiens qui éternuent, les minettes qui se multiplient et les ronds-de-cuir qui traversent les murailles avec leur longon et leurs intentions douteuses. Tout un monde enfin où rien n'obéit à la logique triviale ni aux règlements prévus par l'administration, pour ne rien dire, hélas ! de la morale courante, voire de la civilisation puérile et homéote.

Un jour, après l'avoir quelque peu vilipendé à mauvais escient,

le Pouvoir, il a voulu lui colloquer la Légion d'honneur, comme on dit. Ah putain ! la réponse... le guesclon chez le président... « que leurs décorations et leurs honneurs élyséens, ils pouvaient se les garder dans le train ». Comme ça qu'il s'exprimait, Marcel. Par la plume évidemment. C'est encore mieux.

Je raconte ça... Pas pour le plaisir. Parce que ça éclaire la démarche.

Pour causer comme ça, il faut être drôlement sûr de son propre univers. Renvoyer par-dessus les moulins les poubelles qui se sont trompées de porte... Ne craindre rien ni personne. Marcel Aymé, je ne sais pas si c'était un vrai saint de bois, mais une chose est sûre : ses élégantes chaussures à semelles crêpe étaient sérieusement ancrées sur le sol, et question solidité, il ne craignait personne.

Voilà sans doute le secret de cette densité d'informations engraissées dans les quelques pages de ses histoires. Et tout y est d'une précision perforante. Chaque personnage parle vraiment sa propre langue, avec ses propres tics et juste le ton...

Le grotesque et l'amer

Ecoutez... enfin... lisez par exemple les répliques d'une de ces histoires, le *Proverbe*. Le père, vacheur. Le même, éperdu. La tante, outrée. C'est assez terrible, vous direz. Mais en même temps, c'est tellement drôle. Au tour d'une page, après une longue tirade où le grotesque perce sous Bonaparte, il y a juste une petite notation que je vous défie bien de ne pas éclater de rire tout soudain.

Et ensuite, on se retrouve sur le glissement du quotidien avec son pathétique dérisoire et ses réalités subtilement piégées par l'ironie de Marcel... Les canards qui parlent, les chiens qui éternuent, les minettes qui se multiplient et les ronds-de-cuir qui traversent les murailles avec leur longon et leurs intentions douteuses. Tout un monde enfin où rien n'obéit à la logique triviale ni aux règlements prévus par l'administration, pour ne rien dire, hélas ! de la morale courante, voire de la civilisation puérile et homéote.

ALPHONSE BOUDARD.
(Lire la suite page 12.)

Editions du Centre Pompidou

Matisse

Un parcours unique et complet des 120 œuvres de Matisse conservées au Musée national d'art moderne.

HECTOR BIANCIOTTI

كلنا من ليل

Robert SABATIER



La célèbre série
"Les allumettes
suédoises"
enfin complète dans

Le
LIVRE
de
POCHIE

avec

"David et Olivier"



Plus de thé chez W. H. Smith

Le salon de thé de la très parisienne librairie anglaise W. H. Smith, rue de Rivoli, a fermé définitivement ses portes samedi 29 juillet. Le temps des pancakes et des scones savourés autour d'une tasse de thé, après l'achat du dernier Forsythe ou Le Carré, est révolu. Place à l'austérité de l'anonymat pour le client. Le salon de thé était, dit-on, déficitaire. Alors il va laisser place à une section d'ouvrages techniques et scolaires qui occupera les trois salles du premier étage, à partir d'octobre. Cette décision prise en mars en a rendu plus d'un mélancolique, à commencer par les dix-huit

employés du salon, devenus licenciés économiques.

Fondée en 1903, la vieille maison était pour beaucoup non seulement une librairie agréable mais aussi un pleasant tea-room, l'un des bastions anglophiles de la vie parisienne. Les habitués ont pu profiter de la vente publique de la vaisselle et du mobilier, organisée sur place dans l'après-midi du 31 juillet. Rigueur des temps oblige, les clients devront désormais se contenter, à moins qu'ils n'aient à l'école le goût des livres techniques, de la nostalgie.

NATHALIE GUILLEM.

Quand des poètes, des philosophes et des astrophysiciens se rencontrent à Nice

Bachelard et Valéry étaient présents à Nice pour le préambule du Festival international de l'astronomie et de l'espace (1) célébrant le vingtième anniversaire du premier pas humain sur la Lune. Leur nom est revenu aussi souvent dans les propos des intervenants que celui de Galilée, d'Einstein ou des grands scientifiques d'aujourd'hui. C'est que les rencontres organisées par la revue *Phréatique* (2) réunissent astronomes, physiciens, mathématiciens, philosophes, artistes et poètes. Plus qu'une confrontation de leurs démarches respectives pour appréhender l'univers, un public - très - interactif - a vu se préciser au fil des tables rondes cette « fusion de l'esprit scientifique de connaissance à l'esprit poétique d'étonnement » tant souhaitée par Vercors.

Ici l'alliance se faisait à chaud. Qui, d'un astrophysicien (CEA) ou d'un poète, a dit pour la situer rigoureusement : « la Terre est céleste » ? Qui, d'un philosophe ou d'un astronome

(CNRS), a raconté l'aventure d'un papillon pour décrire un aspect de la recherche ? Et puis, quand on découvre dans les étoiles que « ce qui est là-bas est ici, et ce qui est ici est là-bas », et que « nous sommes nés des mêmes éléments que les étoiles », pour quoi faudrait-il séparer ceux qui interrogent les sources lointaines de ceux qui interrogent « les sources du dedans » ? A Nice, la fusion selon Vercors reléguait à des années de lumière les vieilles lunes prétendant que scientifiques et poètes habitent respectivement des planètes qui se repoussent.

JEAN RAMBAUD.

(1) Organisé, du 5 au 8 juillet, par la FNAC avec la participation de scientifiques internationaux (NASA, CNRS, Observatoire de Paris, etc.) et d'astronomes américains et français.

(2) La revue *Phréatique* (40, rue de Bretagne, 75003 Paris) consacrera son 49^e numéro à cette journée-table ronde.

Sana'a, carrefour poétique

Organisées à l'initiative du grand poète de langue arabe, Adonis, et sous l'égide du gouvernement de la République arabe du Yémen (en la personne de M. Hassan Al-Lawzi, ministre de l'information et de la culture, poète lui-même, et de M. Abdul Aziz Al-Maqaleh, président de l'université de Sana'a), des rencontres poétiques arabo-françaises se sont déroulées dans la capitale nord-yéménite du 22 au 27 juillet. Cette manifestation se plaçait dans le cadre de la double célébration du bicentenaire de la Révolution française et de l'anniversaire de la Révolution yéménite du 26 septembre 1962 (1).

Outre André Miquel, professeur au Collège de France, arabisant et écrivain, la délégation française était composée de Michel Deguy, Claude Esteban, Lorand Gaspar, Paul Keimig, Jacques Lacarrière, Claude-Michel Clary, Bernard Noël, Antoine Raybaud, André Velter, Paul Tannous et Anne Wade Minkowski, traductrices d'Adonis. Du côté arabe, citons parmi les nombreux poètes présents, venus de tous les horizons du Maghreb et du Moyen-Orient, les Irakiens Saadi Youssef et Chawki Abdel Amir, le Marocain Mohamed Bennis, l'Égyptien Mohamed Afifi Matar...

La voix des femmes n'est pas encore parvenue, dans le monde arabe, à se faire entendre au même titre que celle des hommes. C'était donc, pour ainsi dire, un privilège d'écouter, hélas en marge de la rencontre elle-même, quelques poèmes, forts d'une révolte douloureuse, de Fatma Al-Oshbi, poète yéménite qui a quel- que difficulté à se faire publier dans son pays.

La personnalité marquée, la diversité des préoccupations et des points de vue des divers participants, aussi bien arabes que

français, ont pu s'exprimer à travers les deux thèmes retenus : « la place du passé dans la création poétique » et « la traduction de l'arabe au français et les relations Orient-Occident ».

Mais le bénéfice d'une telle manifestation, dans le cadre admirable de l'antique cité de Sana'a, c'est moins dans le caractère formel et trop général des interventions qu'il fallait le chercher que dans l'espace lui-même de la rencontre et de l'échange poétique, dans l'écoute et la disponibilité à autrui - jamais données d'avance - qui permettaient non pas de contourner ou de nier les différences mais de les affronter et, peut-être, de les conjuguer. Dans cette perspective, les organisateurs ont souhaité que cette manifestation soit la première d'une série de rencontres qui réuniraient, chaque année à Sana'a, poètes arabes et poètes du monde.

PATRICK KÉCHICHIAN.

(1) Dans ce même cadre, une équipe franco-yéménite, dirigée par José-Marie Bel, réalise actuellement à Sana'a une série de vitraux, selon la technique yéménite traditionnelle, ayant pour thème la Révolution française. Ces vitraux seront présentés à Paris à la fin de l'année.

EN BREF

• Une exposition consacrée à la jeunesse de Colette se tient du 4 au 13 août à Châtillon-Coligny, dans le Loiret. On y découvre des documents inédits sur Colette et sa famille. (Renseignements : M. André Flieler, 18, rue Mac-Mahon, 45230 Châtillon-Coligny.)

• Le prix Shibusawa-Claudel 1989 a été décerné à Jacques Gracien pour son ouvrage *Le Japon, l'ère de Hirohito, bilan économique, social, politique et culturel du règne de l'empereur* (éditions de l'Imprimerie nationale).

Le numéro 3 du « Messenger européen »

L'école de l'émancipation

Le *Messenger européen*, la revue annuelle d'Alain Finkelkraut, publie son troisième numéro. On y trouve des textes sur l'éducation, l'écriture théâtrale, Heidegger, mai 68, la « culture en clips », la Slovaquie, les faux-semblants de la communication médiatique. La revue trouve son unité dans l'existence et dans la rigueur intellectuelle des articles présentés. Depuis sa création, l'ambition du *Messenger européen* est de proposer un espace de dialogue et de réflexion à des intellectuels vivant en Europe, à l'Est comme à l'Ouest. Pour les rédacteurs de la revue, il est important de ne pas se résigner à cette scission géopolitique qui est en contradiction avec un héritage culturel commun.

Selon Alain Finkelkraut et Danièle Salenave, qui signent l'éditorial, s'émanciper signifie « s'arracher au triple état de la tradition, de la nécessité, de l'ignorance ». Aussi le dossier qui ouvre la revue s'intéresse-t-il à l'école, qui est, théoriquement, le premier lieu de cette émancipation. Mais les intellectuels sont assez pessimistes quand ils évoquent les « vertus émanicipatrices » de notre système scolaire. Dans le texte introductif du dossier, Alain Finkelkraut explique que le « fétichisme technique (...) le recul des savoirs élémentaires et l'abandon de l'apprentissage de la langue par la connaissance des grands textes » donnent de plus en plus le sentiment que l'école est en passe de devenir « un immense cours Pigier ».

Robert Legros met alors « en question » l'éducation progressiste. Après avoir dégalé les lois différentes qui régissent le monde des enfants et le monde des adultes, il explicite le paradoxe énoncé par Hannah Arendt : contrairement à ce qui se passe en

politique, en pédagogie le conservatisme renforce la capacité d'innover et le progressisme engendre le conformisme. Dans la même ligne, Jeanne Hersch fait un éloge de l'autorité : « Quand l'autorité manque, la liberté se perd dans l'arbitraire, le non-sens règne, il n'y a plus pour les jeunes de véritable chemin les conduisant à eux-mêmes ».

Contre une école où les pédagogues sont des grands frères pour les élèves, et contre une école terrorisée par le marché du travail, les rédacteurs du *Messenger européen* revendiquent un enseignement rigoureux qui, oubliant un peu les techniques, offre aux jeunes gens la possibilité d'acquiescer le maximum de culture. Seule cette culture permet en effet de forger son goût et son jugement. Or, pouvoir juger avec raison, n'est-ce pas justement être capable de s'émanciper ?

En huit pages, Danièle Salenave définit tous les enjeux de l'écriture dramatique et de sa mise en scène. Petr Král s'interroge sur ces étudiants de mai 68 qui sont aujourd'hui des hommes d'affaires, ou comment un individualisme de jouissance est devenu individualisme de possession. Drago Janacovic évoque son pays dans un texte que Milan Kundera qualifie de véritable « introduction à la Slovaquie ». Le philosophe Michel Serres parle de la « culture en clips » dont il situe les origines chez des classiques tels Bossuet ou La Fontaine... Bref, le *Messenger européen*, revue de haute tenue, varie avec bonheur les sujets et les styles. Et, en ces temps de vacuité intellectuelle, il peut être bon de faire une cure d'intelligence et d'esprit.

STÉPHANE HAUMANT.

★ Le *Messenger européen* n° 3, P.O.L. 260 p., 50 F.

Il y a cinquante ans mourait Charles Du Bos

Un cosmopolite naturel

Charles Du Bos, né à Paris en 1882, est mort le 5 août 1939 à la Celle-Saint-Cloud. La seconde guerre mondiale commençait juste son œuvre, avait-il terminé la sienne ? Le moment, en tout cas, était bien choisi. Charles Du Bos appartenait à cette espèce d'hommes que Klaus Mann a magnifiquement évoquée dans son *Tournant* (1) et que l'événement de la guerre a rendue impensable. Vivre pour la beauté, pour la littérature, ne passer son temps qu'à ça et le raconter à soi-même pour d'autres éventuels lecteurs : telle fut en quelque sorte la vie de cet homme qui appelait son cabinet de travail l'« atelier Holbein », non par velléité de comparaison, mais par besoin vital d'associer sa vie propre au monde de l'art.

Le terme d'esthète qui vient immédiatement à l'esprit ne lui convient pourtant pas tout à fait : la volupté, il ne la méconnaissait pas, mais il fallait pousser l'investigation plus loin, en direction d'autres jouissances. Pour cela, il cherchait un espace approprié : pour Du Bos, sur ce plan « confirmé » par Gide, ce sera la tenue d'un *Journal* qui est à ranger

aujourd'hui dans la bibliothèque aux côtés des plus grands diaristes et dont les éditions de l'Age d'homme entreprennent aujourd'hui la réédition (2).

Le *Journal* de Du Bos, entamé par intermittences dès 1902, s'arrête l'année de sa mort. C'est l'aventure spirituelle d'un homme pour qui la littérature est et restera, même après son retour à la foi catholique, l'interlocutrice privilégiée. Des romanciers anglais aux moralistes français du dix-huitième siècle, de Constant à Goethe et Byron, de Keats à Gide et à St-Augustin, la géographie littéraire de Du Bos est, à la lettre, indécrite. Ses multiples commentaires, progressivement recueillis sous le titre d'*Approimations*, démontrent à chaque instant une absolue liberté d'esprit et une extraordinaire prise au sérieux du phénomène littéraire. Baudelaire, Tolstoï, Hofmannsthal y défilent parmi d'autres. Au rebours de Claudel - qu'il aimait - ce catholique était prodigieusement dépourvu de méfiance. Il aimait plus les autres qu'il ne cherchait à s'emparer d'eux.

Du Bos parlait et lisait l'anglais et l'allemand à la perfection : il avait été l'élève de Simmel à Berlin et l'ami de Groethuyzen. Cosmopolite naturel, on lui doit les *Cahiers de la Pléiade* et la collection d'auteurs étrangers qu'il dirigeait chez Plon. Il disait de Goethe qu'il était le « plus beau de ses étrangers » : à coup sûr, il a été le plus « étranger » de nos Français.

MICHEL CRIÉPU.

(1) Solis, 1984, et en poche, « Points-Solis », n° 240.

(2) Ce même éditeur vient de ressortir un petit texte de Charles Du Bos : *Qu'est-ce que la littérature ?* dans sa collection « Le bruit du temps ».

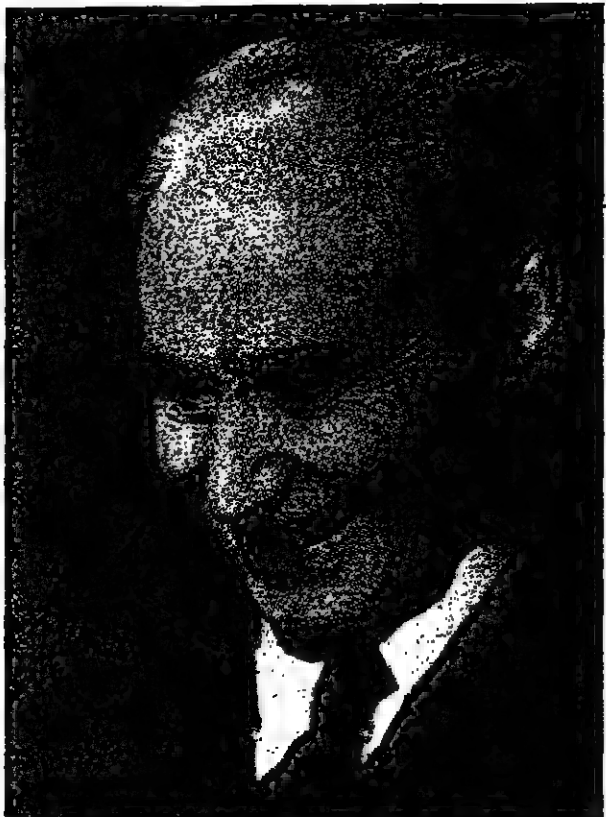
● LITTÉRATURE FRANÇAISE

Jean Grosjean rajeunit la Bible

Jean Grosjean aime surprendre. S'il le fait par malice naturelle, il y est surtout poussé par la nécessité de son entreprise. Depuis *le Messie* (1974), sa tentative est unique dans la littérature d'aujourd'hui : reprendre les textes bibliques, les transformer, les élargir, les revivre pour les faire revivre. C'est ainsi qu'il prête au Christ des paroles que l'histoire n'a pas transmises, mais qui proviennent directement d'une certaine évidence de la présence de Dieu aujourd'hui.

L'écriture nourrit dans la mesure où elle décape. « L'Évangile n'est pas difficile d'accès à cause de ce qu'on ne saurait pas, mais à cause de ce qu'on croit savoir. » D'où les chronologies renversées et les géographies mêlées. L'âme n'a que faire du temps historique. Elle est, de toujours et pour toujours, confondue à la vie.

Et plus Grosjean poursuit, mine de rien, son œuvre iconoclaste, plus il y met de libre arbitre. Tout le récit de *Samson* est fait de ces ruptures, de dialogues de comédie et de vie quotidienne revisités. La rhétorique, les abstractions, les poses sont rejetées pour laisser place à une écriture déshabillée : « Mais les grands oiseaux ne descendent guère dans les grottes, et Samson avait recours aux humains. Or, les humains, comme d'ailleurs les anges, se tapent sur les cuisses quand ils voient quelqu'un réfléchir tant ils trouvent ça cocasse. Je veux dire : réfléchir tout court et pas seulement à quelque chose. C'est facile et courant de réfléchir à quelque



Jean Grosjean

chir tant ils trouvent ça cocasse. Je veux dire : réfléchir tout court et pas seulement à quelque chose. C'est facile et courant de réfléchir à quelque

chose, mais réfléchir tout court sans savoir à quoi, c'est le vestibule de la vie. On y tourne son chapeau dans ses mains. Peu de gens ont la patience d'attendre

là qu'un huissier vienne leur dire d'entrer. »

De quoi s'agit-il, au plus simple ? De ce sur quoi bute tout amour : la saisie de l'incompréhensible de l'autre. D'ailleurs ne peut se contenter de l'amour de Samson, elle veut son secret, même au prix de la destruction.

L'instrument de la fatalité

Trahison de femme, explique-t-on. Non, répond Jean Grosjean, c'est l'impossible de la possession, une donnée naturelle. Samson le comprend, il ne peut en vouloir à Dalaï qui n'aura été que l'instrument de la fatalité de l'espèce. « Tu m'as aimé, m'as-tu trahi », lui dit-elle. Et lui : « Tu m'as aimé au moins appris ma nuit. » Puis, c'est la mort sous le temple, la fin des apparences.

Grosjean nous aura bien fait marcher. Nul repos avec lui qui ne cesse d'illustrer ce qu'il écrit dans son *Clauserwitz* : « La stratégie, la sainteté, l'amour et l'écriture sont dans la même obligation de toujours surprendre. » Il nous oblige à tout revoir, comme le font les maîtres zen. Et c'est pourquoi nous sommes bien au-delà de la littérature.

OLIVIER GERMAIN-THOMAS.

★ *SAMSON*, de Jean Grosjean, Gallimard, 98 p., 58 F.

Tristes Mexiques

Quand les trafiquants succèdent aux conquérants...

AGUA VERDE, l'eau verte, cela sonne comme un nom de club de vacances. En 1906, les clubs de vacances n'existent pas, surtout au Mexique où les révolutions battent leur plein.

Agua Verde, l'île qui donne son nom au roman d'Anne Vallaeys, n'est encore qu'un rocher battu par les vagues du Pacifique, au large de la côte mexicaine : une terre sauvage, vierge ou presque, colonisée par le lieutenant Tomas Rousseau, avec sa maigre troupe d'ouvriers et de soldats.

Rousseau n'est pas un utopiste, mais une sorte de lord Jim égaré par la faute d'une désertion ancienne, conquérant dérisoire de cet îlot minuscule, vite isolé de la civilisation par les désordres politiques qui bouleversent le continent. Mal résigné à cet exil, Rousseau tente de transformer son purgatoire, y construit même un phare, tout en s'évadant, dès qu'il le peut, par la pensée.

Agua Verde et l'eau qui l'entoure ne sont pas une conquête facile : seul Mazocoba, l'Indien Yaqui ordonnance de Rousseau, peut comprendre cet endroit et s'y adapter, car Mazocoba, lui, ne cherche pas à conquérir. Pour les Blancs, pour Lilia, la femme de Rousseau, fascinée et horrifiée, Mazocoba incarne, comme Agua Verde, « la sauvagerie, le triomphe du néant sur la lumière, de la démence sur la raison ». Mazocoba, qui est très proche de cette nature impitoyable, en applique strictement les lois, une fois qu'il se retrouve seul homme survivant, parmi les femmes et les enfants. Mais il en paie douloureusement le prix.

Plus proche de nous, avec *Gloria America*, Alain Dugrand fait une infidélité à Anne Vallaeys (avec laquelle il avait écrit la série des *Barcelonnettes*) : c'est en compagnie de l'anthropologue Michel Antochiw, spécialiste de la culture des Indiens Yaquis (les descendants de Mazocoba), qu'il explore un monde peut-être plus complexe qu'Agua Verde, mais tout aussi dangereux, un univers caché et passionnant, celui des trafiquants d'art et des pilliers de sites.

Il y a un demi-siècle, on associait presque automatiquement ce genre d'activité à la Grèce, l'Égypte, ou même la Thaïlande. Aujourd'hui, le Mexique, le Salvador, le Guatemala sont les zones d'élection de ce pillage fort rémunérateur. On connaît, paraît-il, l'emplacement de cent mille sites, mais aucun de ces sites n'est protégé : un immense trésor, résumé de plusieurs civilisations antiques, est éparpillé aux quatre coins du monde par des équipes d'aventuriers.

Sur un marché à peine clandestin et en pleine expansion, dont les principaux clients se trouvent aux États-Unis, au Canada et au Japon, amateurs fous milliardaires, galeries réputées, et même musées...

Il y a des romans historiques, des romans de politique-fiction. *Gloria America* est un cri d'alarme.

ALEXIS LECAYE.

★ *AGUA VERDE*, d'Anne Vallaeys, Payot, 265 p., 95 F.

★ *GLORIA AMERICA*, d'Alain Dugrand et Michel Antochiw, Lattès, 266 p., 85 F.

Bonnes nouvelles de Marcel

(Suite de la page 9.)

Evidemment, ça a l'air facile de dire ça maintenant, mais il y a un côté « créateur » chez Marcel Aymé, qui fait douter de sa nature simplement humaine. J'y suis : son truc, c'est l'envoûtement. Comment n'y ai-je pas songé plus tôt.

Ce qui me frappe dans toutes ces histoires, avec tous ces personnages qui souvent nous mettent en cause, nos passions, nos erreurs, avec une si terrible lucidité, c'est qu'elles sont exemptes de toute méchanceté. Nous pourrions sortir de là cul par-dessus tête, en calbard, comme on dit, et largement humiliés. Ces gens qui se baladent avec une auréole, ces filles qui coulent avec cent années à la fois, ces barbus qui passent les mailles pour aller retrouver leur belle ou faire la nique au percepteur, ces enfants marigés, ces pères emmerdants, c'est nous.

Les pendules à l'heure

Mais jamais Marcel Aymé ne nous brutalise, jamais il ne se moque méchamment de nos vices et de nos ridicules. Bien au contraire. Sa tendresse ne se relâche jamais. Et ce n'est pas de l'indulgence qu'il y a en lui, ce qui supposerait un peu de mépris, c'est de la compréhension et de la gentillesse. Mieux : il s'identifie à nous qu'il comprend si bien. Et si chaleureusement. Marcel Aymé ne nous fustige jamais, il ne nous fait jamais la morale. Il nous blague, certes, mais avec une telle chaleur que nous en sortons reconfortés : après tout, l'homme, c'est ça. Alors, pourquoi pas ?

Il y a un mot, sur la couverture de ce livre, dans cette nouvelle collection « Biblos », que je n'ai pas bien compris. Il s'agit, bien entendu, de Marcel Aymé : « Homme de traditions, présumé de droite... » Ah ! de quoi s'agit-il ?

Que Marcel Aymé ait été « homme de traditions », je veux bien, encore que j'aimerais qu'on me le démontre plutôt que de me l'affirmer. Qu'il soit « de droite » ? Pourquoi pas ? Mais après avoir, comme Confucius, hypothétique empereur, défini par décret le sens des mots, il conviendrait d'en fournir des marques sûres.

Et que tout citoyen, présumé innocent avant le jugement de cour qui le proclamera coupable, soit « présumé » quoi que ce soit d'autre, voilà qui laisse rêver. Et

qui ne démontre qu'une chose : d'une façon générale, nous ne sommes peut-être pas bien préparés à accueillir un homme comme Marcel Aymé. Pas tous. Pas très bien.

Il ne nous déconcerte pas de propos délibéré. Il est lui-même, simplement. Il n'est ni « politisé », ni « engagé », ni aucunement « homme de lettres ». Je ne sais pas si cet enfant de Joigny, de souche jurassienne, a jamais eu la tentation de devenir horloger, mais je trouve que c'aurait été un parfait métier pour lui... sinon pour nous qu'il aurait privés d'une des œuvres les plus savoureuses du temps. Il aurait remis les pendules à l'heure, silencieusement comme il se doit, avec une sorte de détermination froide que les gens inattentifs auraient pris pour de la rogne, mais qui n'aurait été que le juste sentiment du geste nécessaire.

A-t-il jamais voulu faire autre chose, on nous raconte des histoires dont l'indispensabilité s'affirme et s'affirmera, ce qui est leur grande force, et la garantie de leur durée.

Bien entendu, il serait puéril, au moment où Marcel Aymé entre dans « la Pléiade », de nous entretenir dans la *Pléiade*, quand nous dans... etc.), de nous, berner à ses nouvelles. Pour paraitre qu'elles soient, elles n'effacent pas la qualité de ses romans (et je pense encore une fois à *Maupassant* et à, par exemple, son *Noir cœur*, une variation surprenante sur le thème du *Misanthrope*).

Ni à son théâtre, évidemment. Jean Anouilh avait soumis son accès à « la Pléiade », qu'on lui proposait, à la priorité de Marcel Aymé. Entre hommes de théâtre... J'ai relu. *Clerambert* est un chef-d'œuvre. Une des dix grandes pièces du siècle. *Lucienne et le Boucher*, une farce accomplie, les *Oiseaux de Lune*, les *Quatre Vérités*, d'excellentes comédies. Et, pour sacrifier aux besoins de l'actualité, la *Tête des autres* n'en est pas moins une satire de tous les temps, de dimensions... classiques.

Il reste à dire quelques choses de bien agréables. La physique d'un livre importé à la lecture : poids du livre, matière typographique... mise en page... Celle du volume de « Biblos » me paraît servir parfaitement l'œuvre qui s'y découvre, dans la meilleure lisibilité du cœur.

ALPHONSE BOUDARD.

★ *NOUVELLES* de Marcel Aymé, Gallimard (collection « Biblos »), 910 p., 158 F.

Le destin d'une nation disloquée

Dans les Cacos, Jean Métellus continue de chanter le drame et l'histoire de Haïti.

POÈTE, romancier et neurologue, originaire de Haïti, exilé en France depuis 1959, Jean Métellus ne cesse, dans ses romans et poèmes, de mener son combat d'intellectuel et de chanter le drame et la terre de son pays.

Quel destin tragique, en effet, que celui de la première république noire du monde ! L'indépendance proclamée en 1804 et conquise de haute lutte contre les colonisateurs français ou espagnols, grâce à des héros comme Toussaint Louverture ou Dessalines, fit vite place à des régimes divers et instables jusqu'à la « protection » américaine imposée de 1915 à 1934, protection évidemment assortie d'occupation militaire et de contrôle économique et financier.

Plus tard, sous la férule de dictateurs divers comme le colonel Magloire ou les deux Duvalier, l'île sombra dans un terrorisme que Métellus dénonçait, avec vie et couleur, dans *l'Année Dessalines*, paru en 1986 (1) et dont l'action déborderait vers 1960.

Continuant à chercher dans l'histoire de son pays, tout en remontant le temps, c'est au début de l'occupation américaine, entre 1915 et 1919, que Métellus situe son dernier roman, *les Cacos*. La corruption règne : élections truquées, pressions de toute sorte des notables véreux, pauvres gens manipulés avec « quelques promesses pour l'avenir de leurs enfants et quelques verres de rhum », paysans tremblants devant gendarmes haïtiens et « marines » américains. Quelques responsables patriotes, quelques paysans rebelles, les « cacos »,

tentent de résister, mais affaiblis et collaborateurs sont là.

L'un des personnages résume la situation : « Ils (les Américains) veulent gérer nos douanes, créer une armée moderne, répressive et à leurs ordres, pour pouvoir mettre en place un gouvernement fantoche auquel succéderont d'autres gouvernements fantoches, invariablement fidèles à la politique du drapeau américain. » C'est là la trame historique du roman : « la nation disloquée (...), le pays déchiré, entre les griffes d'une puissance impérialiste ».

« Un concert d'odeurs »

Mais le drame historique n'est pas traité de façon abstraite : il vit à travers une foule de personnages et de paysages. Le style est attentif aux spectacles de la vie quotidienne, à tout ce qui bouge et fait du bruit. Les couleurs crues sont notées avec jubilation, et tous les sens s'y mêlent. Les images grouillent, même si parfois les métaphores se bousculent un peu : « Tout un concert d'odeurs giffait les narines ».

Hommes et animaux se confondent dans un mouvement bariolé où l'on retrouve la trépidance d'un Jan Steen ou d'un Van Ostade : l'un des charmes de ce roman, avec l'utilisation, par Jean Métellus, de ses deux cultures, l'europpéenne et la haïtienne et de leurs divers langages.

FLORENCE NOVILLE.

★ *LES CACOS*, de Jean Métellus, Gallimard, 304 p., 110 F.

(1) Gallimard.

Le récit d'un honnête homme

C'est pas rien de découvrir un livre et de sentir l'honnête homme chez celui qui en est l'auteur. Voilà le plaisir que l'on éprouve, page après page, en lisant *le Match du siècle*. Il ne s'agit pas, en la circonstance, d'un carnet tenu au fil des jours et d'un choix à partir de feuilles et de cahiers accumulés. Si François Boyer date son récit, c'est par commodité, afin de mieux nous dire comment s'est déroulée sa vie, du jour de sa naissance jusqu'à sa vingt-quatrième année, en une période où l'existence intime, tissée de petites joies, de tristesses, de deuils, d'élans maîtrisés ou assouvis, ne peut se tenir tout à fait à l'écart des ouragans de l'histoire.

François Boyer naît en 1920 à Ségennes, dans la Marne. Son père est instituteur. Sa haine de la guerre (il ne la hait pas, mais elle est la religion que l'on m'a donnée), dit-il, se coule en lui dès les célébrations du 11 novembre : il y assiste, enfant, et il s'insurge, mais à sa manière qui, déjà, est imprégnée de retenue et de discrétion.

L'ordre et la bonne franquette

Ce don de pacifisme nous vaut bien des pages sages et émouvantes depuis la mort d'Aristide Briand (*Le Tant que je sera là, il n'y aura pas de guerre*) jusqu'à la fidélité aux Auberges de jeunesse, où se mêlent camaraderie et pureté, en passant par l'impuissance quand, mitrailleuse braquée dans le dos, le narrateur ne peut secourir plus vaincu que lui.

Des personnages traversent le livre de François Boyer. On ne les oublie pas... Clara, la juive allemande aux yeux tristes, si jeune et si bouleversante, qui regrette le pays qu'elle a dû quitter et déplore le manque de fierté et d'amour des Français à l'égard de leur propre pays : elle basculera, un matin, dans la nuit du 1943, de la fenêtre d'un palais de quinze étages à Buenos-Aires... Geneviève, copieuse et mythique, dénoncée par des camarades du collège d'Épernay pour avoir tenu des propos défaitistes... M^{lle} Agnès, la mère de Sylvette, qui s'enquiert auprès du chef de gare de l'heure du prochain train, afin de fixer l'instant de son suicide... Suzanne, la confidente, qui s'agite, sans le vouloir, chez François, la volonté d'écrire... Reine, la fille du « surré », coquette et provocante... Dany, soudain plus importante quand on la tient dans les bras que la guerre et le malheur...

Écrivant, François Boyer a-t-il remodelé son passé ? La mort du frère, le match de football France-Allemagne de 1938, où l'ordre met en déroute la bonne franquette, la réussite de l'élève que François prépare au certificat d'études, la découverte de la musique sont autant de passages dont les accents de vérité ne trompent pas. L'auteur de *Jeux interdits*, de *Bébert* et *l'omnibus* semble avoir porté longtemps en lui ce dernier livre : de ceux qui obéissent à des impératifs intérieurs et qu'on ne peut pas ne pas écrire.

LOUIS NUCERA.

★ *LE MATCH DU SIÈCLE*, de François Boyer, éditions Sylville Messinger, 248 pages, 108 F.

A la demande de MM. Henri et Jacques de BARRIN, les Editions ROBERT LAFFONT précisent que l'homonymie existant avec un personnage dénommé Raymond de BARRIN dans le roman de Marie-Reine de JAHAM, « LA GRANDE BEKE », publié dans la collection « Best-Sellers », est totalement fortuite, s'agissant d'une œuvre de pure fiction. Désireuses d'éviter toute ambiguïté, les Editions ROBERT LAFFONT modifieront le nom de ce personnage dès la prochaine réédition à venir.

destin une nation disloquée

à la Cour. Jean Metellus
dans le chapitre le drame
Maurice de Habsbourg.

Le destin d'une nation disloquée, c'est le thème de ce roman de Jean Metellus, paru chez Grasset. L'auteur, qui a écrit plusieurs romans, se livre ici à une exploration de la vie d'un homme, Maurice de Habsbourg, à la cour de Louis XIV. Le roman est divisé en deux parties, la première décrivant la jeunesse de Maurice et la seconde son destin. Le style est soigné et le récit est captivant.

Le roman de Jean Metellus, paru chez Grasset, est une exploration de la vie d'un homme, Maurice de Habsbourg, à la cour de Louis XIV. L'auteur, qui a écrit plusieurs romans, se livre ici à une exploration de la vie d'un homme, Maurice de Habsbourg, à la cour de Louis XIV.

Le roman de Jean Metellus, paru chez Grasset, est une exploration de la vie d'un homme, Maurice de Habsbourg, à la cour de Louis XIV. L'auteur, qui a écrit plusieurs romans, se livre ici à une exploration de la vie d'un homme, Maurice de Habsbourg, à la cour de Louis XIV.

Le roman de Jean Metellus, paru chez Grasset, est une exploration de la vie d'un homme, Maurice de Habsbourg, à la cour de Louis XIV. L'auteur, qui a écrit plusieurs romans, se livre ici à une exploration de la vie d'un homme, Maurice de Habsbourg, à la cour de Louis XIV.

le récit d'un honnête homme

Le récit d'un honnête homme, c'est le thème de ce roman de Jean Metellus, paru chez Grasset. L'auteur, qui a écrit plusieurs romans, se livre ici à une exploration de la vie d'un homme, Maurice de Habsbourg, à la cour de Louis XIV. Le roman est divisé en deux parties, la première décrivant la jeunesse de Maurice et la seconde son destin. Le style est soigné et le récit est captivant.

Le récit d'un honnête homme, c'est le thème de ce roman de Jean Metellus, paru chez Grasset. L'auteur, qui a écrit plusieurs romans, se livre ici à une exploration de la vie d'un homme, Maurice de Habsbourg, à la cour de Louis XIV. Le roman est divisé en deux parties, la première décrivant la jeunesse de Maurice et la seconde son destin. Le style est soigné et le récit est captivant.

Le récit d'un honnête homme, c'est le thème de ce roman de Jean Metellus, paru chez Grasset. L'auteur, qui a écrit plusieurs romans, se livre ici à une exploration de la vie d'un homme, Maurice de Habsbourg, à la cour de Louis XIV. Le roman est divisé en deux parties, la première décrivant la jeunesse de Maurice et la seconde son destin. Le style est soigné et le récit est captivant.

● SOCIÉTÉ

Marseille à lire

On photographie ses beautés, connues ou cachées, on se penche sur son histoire, on en fait même l'objet d'un roman : la cité phocéenne provoque l'engouement des éditeurs.

MARSEILLE n'a pas seulement mobilisé les médias à l'occasion des dernières élections municipales, elle semble depuis dix-huit mois susciter une véritable frénésie éditoriale, qui ne se limite pas aux éditeurs régionaux.

Qui aurait osé imaginer, durant la traversée du désert culturel que la ville a subie jusqu'à une époque récente, qu'en une seule année (1988) Marseille susciterait la parution de neuf livres (pour la plupart des albums) vantant ses charmes et ses mérites, racontant sa longue histoire, redonnant son image de marque ? Le mouvement ne s'est pas ralenti en 1989, où l'on a vu fleurir les études historiques et les beaux livres.

Parmi les albums, le best-seller est sans doute l'excellent *Marseille, passé - présent* sous le même angle, du journaliste Jacques Bonnardier, qui permet de mesurer les transformations de la ville à partir de cartes postales anciennes comparées à des photos de Frédéric Pauvrel prises à l'identique cinquante ou cent ans plus tard.

Avec *Marseille vraiment*, le photographe Christian Ramade (à qui l'on peut reprocher d'avoir oublié les habitants) est allé traquer une cité méconnue des touristes, hors des sentiers battus, « *Marseille aux volets clos* », dit Edmonde Charles-Roux, la préface en hommage à une ville - patchwork, ville - kaléidoscope, dont les quartiers ont gardé leurs caractères propres.

Marseille, une ville, un patrimoine, de Jacques Rocca Serra et Jacqueline Magna, sur les photos de Christian Crès et Frédéric Rolland est plutôt un guide officiel, superbe, mais un peu convenu, des beautés architecturales.

Sans jargon et sans apprêts, les Marseillais eux-mêmes, on les trouvera saisis sur le vif, en situation, naïfs, sans art et sans apprêt, grâce au coup d'œil du photographe Pierre Le Gall, qui les a croqués avec malice et tendresse dans un album simplement intitulé *Des Marseillais* (Jeanne Laffitte). Ces photos de famille pourraient servir d'illustrations au succulent *Parler marseillais* de Robert Bouvier, paru chez le même éditeur, dont le succès ne faillit pas.

L'entrepreneuse Jeanne Laffitte est pour beaucoup dans l'actuel bouillonnement éditorial concernant Marseille, puisqu'on lui doit, pour s'en tenir aux derniers mois, la très originale *Histoire de Marseille en treize événements* choisis et commentés par un collectif d'historiens, sous la direction de Philippe Joutard, événements qui, de la fondation de la ville par les Grecs à la destruction des vieux quartiers en janvier 1943, ont marqué profondément le destin de Marseille.

Sept de ces treize événements ont fait l'objet d'une adaptation destinée à la jeunesse sous forme de bande dessinée. Son titre : *Jason le Phocéien*.

Emportée par une passion immodérée pour sa ville, Jeanne Laffitte en vient parfois à commettre des excès : tel ce *Marseille-sur-Mer*, grand et



BERNARD LEBLANC

ambitieux album-bilan, mi-réaliste mi-outré, qui propose, par la photo et le dessin, une étude prospective de quarante-cinq lieux marins recensés au long des 25 kilomètres du littoral marseillais, atouts naturels délaissés dont l'éditeur propose l'aménagement à partir de projets élaborés et restés lettre morte, qu'elle a demandés à l'architecte Jean Patou d'imaginer et de donner à voir.

Les éditions Privat ont choisi de mettre à l'honneur tous ceux qui, nés à Marseille ou y ayant suffisamment vécu, ont fait honneur au label marseillais dans les domaines les plus divers : littérature, beaux-arts, sciences, spectacle, politique, etc., sous la forme d'un recensement confié à une équipe d'historiens sous la direction de Pierre Guiral et Félix Reynaud. Son titre : *Les Marseillais dans l'histoire*. Un très beau travail malgré quelques oublis.

Un libraire, Jean-Michel Garçon, s'est fait éditeur pour apporter sa pierre avec une étude de Robert Bouvier sur l'origine des quartiers de Marseille, ces anciens villages - tombés à la mer - parce qu'il y avait un port qui aspirait toute vie. Le même éditeur vient de rééditer, vingt ans après, un classique devenu introuvable : l'indispensable *Marseille ville morte*, la plus complète étude sur la grande peste de 1720, par Charles Carrière, Marcel Courdurier et Fernand Rebuffat (Jean-Michel Garçon).

Dans un tout autre genre, Philippe Sammarco et Bernard Morel ont tenté de faire le point, sous le titre *Marseille, l'état du futur*, sur l'après-déferlisme et d'envisager l'avenir de la ville sous une perspective purement géopolitique (Edisud). Le même éditeur publie, en association avec l'Atelier du patrimoine de la ville de

Marseille, une série de portfolios à partir de relevés d'architecture, de décors ou de projets d'urbanisme pour mettre en valeur les beautés architecturales de la ville.

Ce n'est pas ce qui préoccupe Frédéric Valabregue, qui est le seul à avoir choisi le roman pour dire ce qu'il a sur le crépuscule de Marseille avec la *Ville sans nom* (POL). Il s'applique à dessiner un portrait-charge de sa belle à la manière d'un amant déçu.

Histoires de famille

Aux antipodes est l'entreprise de l'équipe de la revue *Autrement*, qui, loin des a priori, a voulu raconter des « histoires de famille », grâce à une équipe de journalistes sous la direction de Jean-Claude Bailion.

Bicentenaire oblige, Jeanne Laffitte, a publié le *Journal d'un Marseillais* de 1789 à 1793, un texte écrit durant la Révolution, par Jean-Louis Laplane, jeune commis de commerce employé sur le port.

Signalons enfin la parution du premier tome d'une monumentale *Histoire des migrations à Marseille* qui en comptera quatre, publiée par Edisud sous la direction d'Emile Téminé. « *Peut-être la seule manière de faire réfléchir les gens sur le rôle joué par les différentes communautés à travers l'histoire de la ville* », expliquent les auteurs. Sans militantisme, scientifiquement. En montrant, chiffres à l'appui, que les problèmes posés par les immigrés ne commencent pas avec les Maghrébins ; en prouvant que, si les étrangers représentent aujourd'hui 10 % de la population marseillaise, ils étaient 25 % en 1914 ; en démontrant, enfin, que Marseille, sans la Méditerranée, n'existe pas.

JEAN CONTRUCCI

● *Marseille passé-présent sous le même angle*, de Jacques Bonnardier, photos de Frédéric Pauvrel, préface d'Yves Montand, Stock, 120 p., 198 F.

● *Marseille vraiment*, photos de Christian Ramade, préface d'Edmonde Charles-Roux, CDE-JYM, 163 p., 395 F.

● *Marseille, une ville, un patrimoine*, de Jacques Rocca-Serra et Jacqueline Magna, photos de Christian Crès et Frédéric Rolland, Editions méditerranéennes du Prado-AGP, 166 p., 380 F.

● *Des Marseillais*, de Pierre Le Gall, Jeanne Laffitte, 120 p., 180 F.

● *Le Parler marseillais* : dictionnaire argotique, de Robert Bouvier, préface d'André Bonatti, Jeanne Laffitte, 182 p., 75 F.

● *Histoire de Marseille en treize événements*, sous la direction de

Philippe Joutard, Jeanne Laffitte, 222 p., 126 F broché, 180 F relié.

● *Jason le Phocéien*, textes de Jean-Pierre Hubrecht, dessins de Roland Barthélemy, Jean-Marc Berthe, Kato, Didier Sorell, Jean-Michel Ucciani, Jeanne Laffitte, 48 p., 63 F.

● *Marseille-sur-Mer*, avec 45 aquarelles de Jean Patou, Jeanne Laffitte, 120 p., 450 F.

● *Les Marseillais dans l'histoire*, sous la direction de Pierre Guiral et Félix Reynaud, Privat, 317 p., 248 F.

● *L'Origine des quartiers de Marseille*, de Robert Bouvier, Jean-Michel Garçon, 169 p., 120 F.

● *Marseille ville morte*, de Charles Carrière, Marcel Courdurier et Fernand Rebuffat, Jean-Michel Garçon, 360 p., 120.

● *Marseille, l'état du futur*, de Philippe Sammarco et Bernard Morel, Edisud, 208 p., 90 F.

● *La Ville sans nom*, de Frédéric Valabregue, POL, 192 p., 89 F.

● *Marseille, histoires de famille*, sous la direction de Jean-Claude Bailion, Autrement, 224 p., 89 F.

● *Journal d'un Marseillais* : 1789-1793, de Jean-Louis Laplane, éd. Gérard Fabre et Véronique Authaman, préface de Monique Cubella, Jeanne Laffitte, 254 p., 110 F.

● *Migrations : histoire des migrations à Marseille*, sous la direction d'Emile Téminé, tome 1 : la préhistoire de la migration : 1482-1830, de Pierre Edinard et Emile Téminé, Edisud, 181 p., 100 F.

● *Signaux en fin*, chez B. Barnaud, un document sur *Deffere et Marseille*, d'Ernest-Louis Loli (166 p., 98 F) et dans la belle collection « Des villes », aux Editions Champ Vallon, un *Marseille*, de Françoise de Martigny (104 p., 78 F) ; dans la même collection, un *Dijon*, de Pascal Combre (104 p., 78 F).

● HISTOIRE

Uriage et les illusions perdues

URIAGE encore. Près de cinquante ans après, dans une société orientée vers l'efficacité et l'individu, les petits-fils des hommes de 1940 examinent avec intérêt et étonnement une expérience fondamentalement idéaliste et communautaire. Pierre Bitoun, l'an dernier, avait additionné les souvenirs de survivants et, avec sympathie, fait sentir le chapeau et l'enthousiasme de l'entre-prise (1).

La démarche d'Antoine Delestra est celle d'un universitaire, sociologue et historien. Ecartant tout parti pris, s'entourant d'un appareil de notes, il a interrogé lui aussi, confronté les réponses, fouillé les archives. Ainsi se lisent clairement les vingt-sept mois où l'Ecole des cadres, créée après la défaite par Pierre Dunoyer de Segonzac, connut une liberté de plus en plus surveillée, puis les années de clandestinité et de combat pour la Libération.

Uriage, jusqu'en 1942, c'est Vichy telle que certains la rêvent. La défaite a fait table rase. Elle a, en même temps, ravivé le patriotisme, semé le désir de revanche. Reste à construire une société nouvelle en démontant pièce par pièce toutes les idéologies, en prenant ici et là ce qui peut être utile, en inventant ailleurs. Le tout devant passer au feu de la guerre à reprendre et à gagner.

Le Maréchal ne peut qu'être d'accord. N'est-ce pas sa pensée profonde ? Chacun de ses visiteurs - et Dunoyer de Segonzac lui-même - pense en

être dépositaire. Ne cache-t-il pas sous une prudence compréhensible sa volonté d'être le bouclier de la revanche et du renouveau ?

En réalité, le « bon » Vichy apparaît bien vite comme un leurre. On y trouve certes des Borotra à l'âme pure, des Lami-rand illuminés par la foi en Pétain. On y trouve surtout des politiciens restés, des hommes de la pire droite, chasseurs de juifs, traqueurs de francs-maçons, avides de venger leurs mécomptes d'avant-guerre, des collaborateurs qui s'insinuent derrière Laval.

Trop de raison

Philippe Pétain a quatre-vingt-quatre ans. Ce n'est plus l'âge des héros flamboyants. C'est, chez ce vieux soldat, l'âge de trop de raison.

Il zigzagait sous les pressions qu'on lui inflige, paysan roublard qui s'accroche à sa terre et considère la jeunesse et l'enthousiasme avec un mépris indulgent pour les illusions lyriques.

Celles d'Uriage à l'égard de Vichy s'effondrent une à une. Ni conservateurs ni totalitaires, assoiffés de reprendre le combat, ses dirigeants s'aperçoivent vite qu'on cherche à les encadrer et à les récupérer et que le Vieux est vieux.

L'exemple du commandant Xavier de Virieu est significatif. Il

abrite dans son château non seulement des réfugiés lorrains, mais des juifs et des Polonais poursuivis.

Il a vu dans la révolution nationale le moyen de « représenter et défendre l'indépendance nationale, la non-résignation à l'occupation et une promesse d'insurrection nationale ».

Il se rallie à Uriage au moment où celle-ci bascule dans la résistance totale, crée le *Radio-Journal* destiné aux maquisards sévères d'informations - « l'Heure de vérité » de son fils François-Henri avant la lettre, - écrit un manuel de sabotage caché sous la grave couverture de l'« instruction pour l'emploi des grandes unités »...

Antoine Delestra, pas plus qu'il ne dissimule les conflits avec Vichy, ne cache le « maréchalisme » initial d'Uriage.

Il le fait sans complaisance. Lorsqu'on suit la trajectoire de l'école, on s'aperçoit qu'elle suit ou parfois précède celle de la partie de l'opinion française qui sans rallier Londres d'emblée, a, dès le lendemain de l'armistice, refusé de s'abandonner au désespoir ou à la soumission.

JEAN PLANCHAIS.

★ **URIAGE**. Une communauté et une école dans la tourmente. 1940-1945, d'Antoine Delestra. Presses universitaires de Nancy, 330 p., 140 F.

(1) *Les Hommes d'Uriage* (La Découverte), Le Monde du 16 septembre 1988.

La parole royale

Michèle Fogel a étudié la façon dont le souverain fait connaître à ses sujets ses décisions et ses hauts faits

AVEC un temps de retard sur leurs collègues américains, les historiens français de l'Ancien Régime se sont mis à ausculter en tous sens le pouvoir monarchique. Il a fallu presque tout reprendre à partir de questions naïves : « Comment peut-on être Persan ? » ou comment a-t-on pu être sujet du roi très chrétien, en son absolu, pendant tant de siècles ?

Michèle Fogel apporte sa pierre à cet édifice : une pierre tirée d'une carrière jusqu'alors inexploitée, comme en contient encore la Bibliothèque nationale. Elle a, en fait, écrit la première histoire de l'information officielle entre XVI^e et XVIII^e siècle, celle que le monarque juge bon d'apporter à ses fidèles sujets. Ce qui, compte en cette affaire, ce n'est évidemment pas tant les contenus que la manière d'informer : d'où le titre *Les Cérémonies de l'information*.

L'originalité du livre vient du croisement de deux dossiers longuement travaillés. L'un concerne la publication des décisions royales dans l'espace parisien, l'autre, le développement au service de pouvoir, l'accaparement même, d'une cérémonie de l'Eglise catholique : le *Te Deum*.

Aujourd'hui, nous avons le *Journal officiel*. Sous l'Ancien Régime, les décisions royales et celles des grandes institutions étatiques devaient aussi être publiées pour devenir exécutoires. Mais cette proclamation était d'abord orale et se faisait en des lieux précis, selon un rituel qu'il convenait de respecter de part en part.

Telle était tout particulièrement la besogne d'agents spécialisés, propriétaires de leur charge, les jurés-crieurs. Michèle Fogel a suivi l'un d'eux, pas à pas, à travers les rues et carrefours de Paris, pendant dix années (1653-1662). Une source jusqu'alors totalement négligée lui a permis de mener à bien cette longue fil-

ture : les affiches placardées ou vendues après le passage du juré-crieur, après la belle annonce inaugurée par le son clair et martial des trompettes. La publication de la parole royale doit, en effet, garder quelque chose de royal : la cérémonie produit la solennité de cette énonciation.

La solennité de la cérémonie

Avec le *Te Deum* d'action de grâce, célébré généralement après une victoire des armées du roi, ou pour saluer la naissance d'un dauphin, ou bien encore pour fêter l'heureuse issue d'une grave maladie du souverain, on a, au contraire, une cérémonie qui se trouve investie d'une fonction informative, non pas directement, mais à travers la lettre qui la convoque officiellement. Le récit de l'événement que l'on célèbre bénéficie alors d'une sorte d'exaltation, par son inscription dans la solennité de la cérémonie.

Mais le *Te Deum* a d'autres vertus. Il mobilise tous les corps constitués de la ville qui procèdent selon un ordre strict de préséance, unis dans un même élan de dévotion politique. Les conflits, les tensions, les affrontements, paraissent ainsi dépassés dans et par la cérémonie. D'autant mieux qu'on agit comme si le roi était présent. Et c'est une force supplémentaire : au moment où les grands rituels royaux commencent à décliner, le *Te Deum*

connaît sa plus belle expansion. Le monarque ne paie plus de sa personne et sa présence symbolique s'affirme pourtant, à la même heure ou presque, dans un grand nombre de lieux.

Grâce à ces deux dossiers, Michèle Fogel réussit à déplacer, et donc à faire avancer, l'analyse du système de domination monarchique. Faire savoir, faire croire, faire admirer, la figure dessinée par le mouvement de ces trois termes - que les pratiques cérémonielles mettent constamment les uns à la place des autres, de manière à découper l'énergie propre à chacun d'eux, - serait le secret de cette histoire. Ne rien faire savoir hors de sa mise en représentation. Faire croire tout en informant. Donner à admirer, en attirant la croyance. La langue de roi, celle qui sert à décrire les batailles gagnées tout en commandant de les célébrer, est un des lieux où s'opère cet échange.

Les mots commodes, comme propagande ou opinion publique, ne sont d'aucun secours pour comprendre l'efficacité des cérémonies de l'information, l'adhésion, les rejets qu'elles ont suscités. Les voies de Michèle Fogel sont plus tourmentées mais elles ne mènent ni à des culs-de-sac ni à de banales banalités.

CHRISTIAN JOUHAUD.

★ **LES CÉRÉMONIES DE L'INFORMATION DANS LA FRANCE DU XVI^e AU XVIII^e SIÈCLE**, de Michèle Fogel, Fayard, 496 p., 158 F.

ÉDITEUR en quête d'AUTEURS

Pour ses nouvelles collections important éditeur parisien recherche MANUSCRITS INÉDITS - Romans - Nouvelles - Essais - Poésie - Théâtre. Les œuvres sélectionnées seront publiées et diffusées après établissement d'un contrat régal par l'article 49 de la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire et bénéficieront d'une véritable promotion auprès de tous les médias : Radio - Télévision - Presse - Jury Littéraires.

Vos manuscrits sont à adresser à : L'ACADÉMIE EUROPÉENNE DU LIVRE-ÉDITEURS 17, rue de Gallée - 75116 PARIS - Tél. : (1) 47 80 11 08

كتاب من الزمان

● LETTRES ÉTRANGÈRES

Voyage dans l'irréalité immédiate

Max Blecher, un écrivain météore découvert par Maurice Nadeau.

MAX BLECHER fait partie de ces auteurs qui traversent leur temps à l'instar des objets célestes, lointains et incandescents. Ici, c'est donc ce message et de quelle galaxie ignorée nous arrive son fantôme aujourd'hui ? Né en 1909, à Roman, bourgade paisible de la Moldavie roumaine, Blecher devait mourir vingt-neuf ans plus tard, après un long calvaire. Il laissait seulement quatre livres à la postérité, dont trois avaient été publiés à Bucarest peu avant sa disparition (1).

En 1928, frustré et fébrile, Blecher quitte sa province d'origine et s'en va à Paris pour étudier la médecine, selon le vœu de sa famille juive, en voie d'assimilation dans la Roumanie agrandie. Plus que l'art de guérir, un autre projet hante l'esprit du jeune moldave. Il est fasciné autant par le surréalisme que par le bouillonnement intellectuel des Années folles.

L'effervescence qui s'est étendue de Paris à Rome, de Zurich à Weimar, à Prague et à Berlin a gagné aussi Bucarest — capitale d'un pays ayant trouvé, avec ses frontières historiques, un épanouissement et une liberté qu'il ne connaît plus à partir de 1938, lorsque les signes du déclin deviendront évidents. Cette frénésie, annonciatrice d'un séisme fatal, marquera Blecher pour le restant de sa vie.

Lors de sa première année de scolarité en France, la maladie se déclare. Commence alors pour le jeune homme un périple aussi funèbre que fécond : il le mènera des galets de la Manche aux glaciers suisses, des sables de la mer Noire aux montagnes de Transylvanie. Allongé sur un chariot à Berck, « La Mecque de la tuberculose osseuse », prisonnier d'un corset de plâtre à Leysin, face à la magie blanche des Alpes, immobile devant les vagues du Pont-Buxin, Blecher passe les dernières années de sa brève existence à explorer ces profondeurs où prend naissance le rêve, « souterrain vague qui s'éclaircit peu à peu », selon Nerval, auquel l'écrivain s'apparente.

Le continu voyage vers la réalité fantastique de son enfance moldave inspire les *Aventures dans l'irréalité immédiate*, texte énigmatique et poignant découvert au début des années 70 par Maurice Nadeau, et que le public français peut lire à présent, dans la traduction de Marianne Sora. Faussement nostalgiques et faussement théâtrales, les proses de Blecher nous restituent les jeunes années d'un écrivain juif qui s'ignore, lui-même minoritaire et isolé parmi les siens, en marge d'un univers étrange qu'il n'arrive pas à décoder.

Blecher nous introduit dans un monde provincial d'une banalité apparente où dominent l'ennui et

l'attente, le sentiment du néant et d'insécurité (Cioran et Loureco sont très proches). Mme Horodincea, qui a préfacé le volume, note avec justesse que le lecteur en quête de couleur locale ou de traditions oubliées risque d'être fort déçu. En effet, l'auteur évince tout folklore comme pour mieux essayer de définir cette périple insolite qu'est notre présence sur terre.

Somptueuses métamorphoses

Pour Blecher, le monde n'est pas vrai, mais seulement vraisemblable : d'où sa prédilection pour le factice et le kitsch : couleurs de foire, orgues de Barbarie, mamequins de cire, terrains vagues et lieux sans identité... Pourtant, tout au long de la *Tanière éclairée*, récit publié à la suite des *Aventures*, l'observation précise et lucide prend la place de l'incertitude du spéculographe qui descend aux abîmes.

Au fil des années et à travers cette Europe dont la conscience apparaît bien malade, Max Blecher nous dévoile les paysages d'une *Montagne magique* miniaturisée : qu'il s'agisse de la découverte fortuite d'un manoir, Shangri-La, onirique et secret entre Berck et Boulogne, de la rencontre avec une jeune fille muette sur les sentiers de Leysin, de la métamorphose somptueuse

des objets ou de la décomposition subtile des âmes et des corps.

Après avoir été remarqué par André Breton, qui publia ses vers dans *Le Surréalisme et la révolution* (2), Max Blecher, vaincu par la maladie, s'éteignit en 1938, l'année de Munich, de tous les chagrins et de toutes les capitulations. Ce n'est qu'entre 1969 et 1971, à la faveur d'une brève embellie roumaine, que l'ensemble de ses écrits, poèmes, correspondances, romans et récits a pu être enfin édité dans son pays. Ensuite, ce fut le silence autour de lui.

Cette œuvre peu volumineuse, mais majeure, ensevelie sous les gravats de l'Histoire et portée par une langue de faible circulation a joué de malchance. Espérons que la nouvelle édition française saura la faire découvrir.

EDGAR REICHMANN.

★ *AVENTURES DANS L'IRREALITE IMMEDIATE*, suivi de *LA TANIÈRE ÉCLAIRÉE*, de Max Blecher, traduit de roumain par M. Sora, G. Horodincea et H. Fleury, préface de O. Crohmaleanu et G. Horodincea, éd. Maurice Nadeau, 267 p., 120 F.

— Signolons aussi *Payans de Danube*, de Maria Soroca, la chronique d'un village roumain (traduit par J.-L. Corrois, éd. Jacqueline Chambon, 136 p., 65 F.).

(1) *Corps transparents* (poèmes), *Aventures dans l'irréalité immédiate* et *Cours éclairés* (romans).
(2) N° 6, 15 mai 1933, p. 25.



Hugo Loetscher.

Hugo Loetscher latino-Suisse

Le Déserteur engagé ou comment rester en vie toute une existence.

« *ET, pour le moment, j'existe toujours. Comment je vais ? Je m'en sors, merci. J'ai réussi à rester en vie durant toute une existence. Ce dont je m'étonne encore aujourd'hui. Au point que je me demande parfois : comment les autres ont-ils fait, eux ?* » Ainsi se termine le récit d'une vie, d'un voyage dans la seconde moitié de notre siècle. Immu, le protagoniste du *Déserteur engagé* d'Hugo Loetscher, nous entraîne de Lisbonne à Bogota, des rives zurichaises au cœur de l'Amazonie.

Il nous fait traverser les années 60, « l'époque où nous étions tous embarqués dans un sous-marin jaune », les contrecoups de l'après-68 où « tout le monde vivait au-dessus de ses moyens, non seulement sur un plan financier mais aussi intellectuel, culturel et social », avant d'aborder le repli sur soi des années 80. Période qu'a choisie Hugo Loetscher, né en 1929, pour se retourner sur son passé, non pour raconter ses souvenirs, mais pour essayer de comprendre comment il s'y était pris pour « rester en vie ».

Le *Déserteur engagé* est le deuxième livre traduit en français de ce journaliste et écrivain suisse-allemand. Son premier roman, *Les Egouts*, a été écrit en 1963 et publié en France en 1985 (1). Plus de vingt ans séparent ces deux ouvrages d'Hugo Loetscher : pourtant on trouve en chacun d'eux la même nécessité d'une distance entre le héros et le monde.

« Un continent de secours »

C'est lorsqu'il est sous terre que le narrateur des *Egouts* — un inspecteur des eaux usées — perçoit et comprend le mieux le monde de la surface. Dans le *Déserteur engagé*, Immu doit, comme son nom l'indique, s'immerger dans la société pour en supporter la violence et les agressions : « Parfois, il se serait presque arraché tous les nerfs sensitifs et, souvent, il se disait qu'il serait plus intelligent d'abdiquer sa raison. Pourtant, il ne voulait ni succomber à ses sensations, ni devenir fou, ni s'abandonner sur son propre compte. Il commençait donc à s'immerger afin de pouvoir préserver sa capacité de sentir et d'agir. »

Il n'y a pas de cynisme dans cette décision. Il ne s'agit pas d'un refus du monde. C'est, au contraire, pour mieux l'accepter qu'il doit se plonger.

Grand voyageur comme Loetscher, Immu sillonne la planète d'un air détaché. Il l'avoue à un Cubain qui lui fait visiter les merveilles de la révolution et qui s'étouffe de sa distance : « Le

minimum de scepticisme que j'entretiens en général me permettrait peut-être un jour de rester un peu plus longtemps fidèle. » Journaliste, il joue le jeu du monde mais n'en est pas dupe ; comme en témoignent les passages, très drôles, consacrés à la société intellectuelle zurichoise, où « tout est toujours au dente, que ce soit les idées ou les réformes ! ».

Heureusement pour lui, il a « un continent de secours » : l'Amérique latine, où le passionné et l'enquêteur, où il fait de fréquents voyages, où il souffre de ne pas se mêler davantage à la population. Ce « continent de secours » nous vaut l'un des plus beaux chapitres du livre. Immu est en Colombie, dans une école où il fait une conférence, lorsqu'une jeune fille lui demande à brûle-pourpoint : « Qui a découvert la Suisse ? » D'abord surpris, Immu se lance dans de vastes explications historiques où il convoque César, Napoléon, les Anglais, etc. Puis, tout à coup, toutes les valeurs s'inversent. Pris par une révélation soudaine, il se met à raconter la découverte de la Suisse du vingtième siècle par un groupe d'explorateurs indiens précolombiens.

La Suisse qu'il nous présente n'est pas celle des chocolats et des coffres-forts, mais celle des ouvriers et des paysans, celle des déserteurs qui errent de bar en bar, une bonne partie de la nuit. Loetscher connaît la Suisse des pauvres : des voyous et des chômeurs — celle de son enfance dans un quartier prolétaire de Zurich, entre un père alcoolique et une mère qui n'ose pas partir. Aussi sceptique et détaché soit-il, Immu ne peut pas totalement s'immerger, car ce serait surhumain : « La tête tranchée, l'estomac amputé, les centres nerveux neutralisés, les organes génitaux coupés et les pieds raccourcis, telles semblaient être les meilleures conditions de ce qu'il entendait sous les termes d'indépendance et de liberté. Mais il était venu au monde la peau nue, avec un estomac qui criait famine, un besoin d'amour et une tête qui voulait raisonner. Avant d'être qu'il abordait les problèmes de la société dans de bien mauvaises conditions. »

Rassurons-nous. Loetscher nous prévient assez vite : il n'aime pas la tragédie. Ces « bien mauvaises conditions » ne l'empêchent pas de rire. Elles permettent à Immu de vivre. A Loetscher et à nous aussi.

ALAIN SALLES.

★ *LE DÉSERTEUR ENGAGÉ*, d'Hugo Loetscher, traduit de l'allemand par Monique Thibaut, Belfond, 296 p., 120 F.

(1) *L'Age d'homme*, 164 p., 40 F.

Les huis clos d'Hermann Ungar

(Suite de la page 9.)

Chez Hermann Ungar, c'est la femme enceinte qui apporte avec elle la malediction, car la culpabilité, les compromissions, les maladies se transmettent de père en fils. N'est innocent que ce qui ne respire pas, se dit Josef Blau, perché sur le berceau de son enfant.

Chaque roman de Hermann Ungar met en scène un huis clos meurtrier où s'opposent quatre personnages : le raté, l'intrus, la femme (enceinte) et un domestique qui se révèle, au fil des pages, un serviteur du diable. Dans *La Classe*, il se nomme Modizki. Il apparaît aussi, dans une nouvelle du *Voyage de Colbert*, comme un serviteur fidèle qui, un jour, laisse éclater sa haine.

Modizki n'a que faire de la révolution. Il ne connaît pas la physiologie des rebelles embrigadés. Sa subversion est douce et insidieuse comme la folie : il pousse « les messieurs et les dames » au désespoir et, quand son but est atteint, il descend au jardin les regarder se pendre à leur fenêtre. Ce révolutionnaire en chambre fait réserver des cellules à l'asile d'aliénés pour ses maîtres ; il a compris que l'effort pour rendre l'autre fou deviendra la méthode d'extermination du monde moderne.

Pour lire Hermann Ungar, il faut avoir auparavant laissé en rade nos pensées légitimes sur la vie, l'amour, la mort ; il faut accepter d'affronter les crêtes de la pensée comme de plonger dans les bas-fonds de l'âme humaine. Ceux qui s'embarqueront ainsi pour l'aventure ungarienne reviendront riches d'une expérience qui ne se raconte pas. Ces lecteurs de Hermann Ungar, même s'ils cheminent incognito dans la ville, ou les reconnaît à des signes imperceptibles ; ils forment une société secrète, le petit livre qu'ils tiennent sous le bras leur sert de mot de passe ; ils sont encore peu nombreux, mais ce sont les « califes clandestins » de notre époque.

R. J.

★ *LA CLASSE*, de Hermann Ungar, traduit de l'allemand par Béatrice Durand-Sendral et François Rey, éditions Ombres (58, rue Gambetta, 91000 Evry), distribution Désire, 236 p., 98 F.

★ *LE VOYAGE DE COLBERT*, de Hermann Ungar, traduit par François Rey, éditions Ombres, 115 p., 72 F.

Suite viennoise

« *La prochaine lutte de libération sera dirigée contre le fétalisme en amour* », écrit Frank Wedekind en 1905. *La Femme à Vienne au temps de Freud*, telle que la portait Cécile Bertin, agit le fanon de la révolte. Mais quand son rêve de liberté s'effondre, elle se réfugie dans la fantasme et la folie. Dernière la silhouette victorieuse d'une Alma Mahler ou d'une Lou Andreas-Salomé, se profile la cohorte des grisettes suicidaires, des actrices atteintes d'hystérie et des intellectuelles paumées qu'une séance d'hydrothérapie ne sauve pas de l'apocalypse mentale.

Ces passionnaries de l'échec sont les premières évangélistes de la cause freudienne. Mais Freud lui-même s'avoue vaincu, il confie à Marie Bonaparte : « La grande question restée sans réponse à laquelle moi-même je n'ai jamais pu répondre malgré mes trente ans d'études de l'âme féminine est la suivante : Que veut la femme ? »

Les « chœurs de femmes », disait Stefan Zweig, sont animés d'une passion qui n'est pas celle de l'homme, mais du joueur : une passion froide, calculatrice et pénétrante. La journée, pour eux, se divise en tant petits événements sensuels, et l'année, à son tour, en une centaine de ces jours-là. Puisqu'il faut, selon le mot de son maître Dostoevski, aimer davantage la vie que la mort, Zweig épinglait sur chacune de ses journées un petit fragment de volupté.

Dans la biographie impressionniste qu'il a consacrée à Zweig, *L'Avenir de la nostalgie*, Jean-Jacques Lafaye décrit ainsi le quotidien du romancier viennois : « A l'aube, c'est un guide de l'humanité qui s'éveille, à midi c'est l'ami qui manifeste une plénière hospitalité à ses disciples d'espérance ; l'après-midi est consacrée à l'écrivain chasseur d'âmes tumultueuses, le soir aux attentes du lecteur et de l'ami, et quand vient la nuit, c'est un homme seul qui s'éveille à lui-même... » La vie de Zweig obéit à un enchaînement identique : l'enthousiasme se heurte, au soir de son existence, à des déceptions ; et quand la nuit tombe sur l'Europe en 1942, c'est un homme accablé de solitude qui se donne la mort au Brésil.

Zweig ne cachait pas son admiration pour une nouvelle de Balzac, *Ce que l'amour coûte aux vieillards*. Ce que coûte l'amour au vieux Goethe, Zweig le restitue en quelques pages admirables, frémissantes de désir tardif et de passion juvé-

nile. A soixante-quatorze ans, Goethe, à peine relégué d'une grave maladie, rencontre, à Maribied, une jeune fille de dix-neuf ans. C'est son dernier amour. Ce sera son dernier renouveau.

Mais, pour quelques jours encore, il se laisse prendre au ridicule de l'amour et il agit comme un collégien : dès qu'il entend la voix aimée sur la promenade, il abandonne son travail et se précipite sans canne et sans chapeau vers l'enfant neuve. Pour finir, il demande la main de la jeune fille qui, sans le repousser, se contente de rire et de le menacer. Il ne reste au vieux Goethe qu'à « enfiler » le *scapin* l'Égérie de Maribied en remémorant Dieu de lui avoir donné ce pouvoir : dire ce qu'il souffre.

Au cœur d'une époque brouillée

Ce joyau fait partie d'un recueil de textes de Stefan Zweig, *Les Très Riches Heures de l'humanité* : le romancier s'est penché sur quelques dates décisives, sur quelques moments où « l'Histoire fait œuvre de poète, de dramaturge ». On y croise ainsi la figure de Rongier de Lisle, l'humble capitaine devenu poète d'une seule nuit, composant la *Marsellaise* dans une crise de somnambulisme, ou encore la silhouette de Léoline, le petit homme au front sévère qui, à Zurich, loge chez un cordonnier, se rend tous les jours à la bibliothèque et ne se fait remarquer par aucun agent du tsar.

Stefan Zweig traverse l'histoire viennoise de Daniel Wilhem en quest star. Il donne quelques arguments aux modernes et disparaît avec une politesse narquoise. Wilhem lui-même ne s'opposait pas. Zweig lui offre l'occasion de jeter sur le papier quelques belles réflexions sur le journal intime, « condamné, à la façon du cauchemar, à ne jamais recourir, il court sans doute, il vole, il enjambe les jours, les mois, les années, mais ne quitte pas le relevé des humeurs ».

Les autres visiteurs de la maison Wilhem — Karl Kraus, Musil, Schnitzler, et Hofmannsthal, notamment — sont là pour témoigner que l'ironie viennoise est l'arme des écrivains modernes : elle leur permet de dire « ce qui, au cœur d'une époque troublée, les dédaigne à écrire encore ». L'ironie est un plat qui ne se dévore pas. Il convient de déguster les lectures de Wilhem par petites touches.

Un marchand de cravates, satisfait de vivre, heureux en

ménage, perd, sans presque s'en apercevoir, son moi. En allant au parc Schwarzenberg, il voit un écrivain portant le mot « parc » à l'entrée. Le moyen lui paraît judicieux pour retrouver le sentiment de réalité. De retour chez lui, il commence à munir chaque pièce de son mobilier d'inscriptions correspondantes. La famille fait venir le médecin. Le marchand de cravates va à sa rencontre en portant, épinglé sur sa poitrine, un morceau de papier où il a écrit en grandes lettres : « MOI ».

Cette nouvelle d'Arthur Schnitzler, intitulée *Moi*, résume à la perfection la crise d'angoisse qui ébranlait la culture viennoise du début du siècle. L'Autriche était désignée comme le « centre du déclin ». Karl Kraus notait : « Tout est arrêté et attend. Les garçons de café, les cochers de fiacre, les hommes de gouvernement, tout le monde attend la fin (le soulèvement à votre Excellence une bonne fin du monde) et réclame encore un pourboire ». Ce pourboire ne suffisait pas pour sauver de la misère morale et du dénuement psychologique. L'excellent article de Nike Wagner, dans l'ouvrage collectif *Le Génie de l'Autriche-Hongrie*, résume des « cris d'angoisse » d'un Weininger, d'un Kubin ou d'un Hofmannsthal, spectateurs impuissants, étouffés par l'honneur du vide.

ROLAND JACCARD.

★ *LA FEMME À VIENNE AU TEMPS DE FREUD*, de Cécile Bertin, Stock, 344 p., 148 F.

★ *L'AVENIR DE LA NOSTALGIE*, de Jean-Jacques Lafaye, Le Livre de Poche, 208 p., 95 F.

★ *LES TRÈS RICHES HEURES DE L'HUMANITÉ*, de Stefan Zweig, traduit de l'allemand par Alda Hella et Hélène Denis, Belfond, 234 p., 120 F.

★ *L'IRONIE VIENNOISE*, de Daniel Wilhem, Fayard (3, rue Chaudier, Genève), 366 p., 120 F.

★ *LE GÉNIE DE L'AUTRICHE-HONGRIE*, sous la direction de Miklos Molnar et André Reszler, Publications de l'Institut universitaire d'études européennes, PUF, 220 p., 140 F.

— Signolons aussi : *RODOLPHE ET MAYERLING* par un spécialiste des Habsbourg, Jean-Paul Bled (Fayard, 302 p., 98 F.) ; *LA PASSA GÈRE ET L'ÈRE*, un roman de Nino Marti sur Vienne pendant le nazisme (Seuil, 340 p., 99 F.) et *VIENNE*, un guide de X.-L. Lander dans la collection « Points-Planète » (Seuil, 157 p.).

Société

Un appel du Conseil des Eglises néerlandaises

Les réfugiés victimes de la suppression des frontières européennes ?

L'Europe comme une forteresse. Ce cachemir n'est pas l'appareil des hommes d'affaires américains ou japonais. Des hommes d'Eglise nourrissent une appréhension similaire: la construction européenne constitue-t-elle une chance ou une menace pour les réfugiés ? s'interroge le Conseil des Eglises néerlandaises dans un récent appel dont le ton inquiet va à lui seul réponse à la question.

AMSTERDAM
de notre correspondant

Si le Conseil des Eglises néerlandaises a cru devoir donner suite aux positions prises en août et en octobre 1988 par le Conseil mondial des Eglises européennes en faveur des réfugiés et des demandeurs d'asile, c'est parce qu'il a constaté au niveau communautaire des « développements inquiétants » qu'il convient d'élucider afin d'« élaborer une politique des réfugiés digne des idéaux humanitaires de l'Europe ».

Représentant l'ensemble des communautés chrétiennes aux Pays-Bas, le Conseil des Eglises, auquel appartient l'Eglise catholique, jouit ici d'une autorité morale certaine. L'intérêt qu'il porte aux réfugiés doit autant à des principes spirituels qu'à des actions concrètes. De la proposition croissante des pays de la Communauté à protéger leurs frontières, l'institution démentie qu'il porte en connaissance de cause au sein « tactique » du terme, elle couvre les neuf paroisses qui, de Groningue à Rotterdam, se sont mobilisées pour offrir refuge à soixante-cinq réfugiés, parmi lesquels trente et un enfants, dont les demandes d'asile

ont été refusées par le gouvernement néerlandais. Ces familles de confession chrétienne orthodoxe et, comme telles, selon leurs dires, victimes de persécution d'origine musulmane dans le nord de la Syrie, avaient rejoint une centaine de coreligionnaires immigrés depuis les années 70 aux Pays-Bas.

Après plusieurs années de procédures dans certains cas, le ministère de la justice a rejeté leurs dossiers. Menacés d'expulsion d'une minute à l'autre, les soixante-cinq réfugiés sont « cachés » depuis plus de trois mois dans neuf lieux de culte différents, où tout est prêt pour la célébration d'un service religieux par convention, la police n'a pas le droit d'en perturber le déroulement et ne peut donc pas intervenir. Mais jusqu'à présent aucun képi ne s'est encore montré. Au contraire: dans une des municipalités concernées, la police forme ostensiblement les yeux sur les quelques courtes sorties en ville qu'effectuent parfois les résidents clandestins. Ces derniers, auxquels des bénévoles viennent tenir compagnie ou donner des cours de langue, ont suscité un mouvement exprimant autant la solidarité humaine que la désobéissance civile.

Un geste d'apaisement

En parlementant avec les pouvoirs publics, le Conseil des Eglises a obtenu que trois familles puissent intenter un nouveau recours contre le refus de leur demande d'asile. Elles attendront le verdict en vivant « au grand jour ». Mais ce geste d'apaisement de la part du ministère de la justice n'a rien à la conviction du Conseil que la politique

néerlandaise à l'égard des réfugiés « se caractérise de plus en plus par une attitude défensive ».

La remarque vaut pour l'ensemble de la Communauté européenne, dont les pays membres « violent le problème des réfugiés plus comme un phénomène migratoire à maîtriser que comme une question relevant des droits de l'homme ». Tel est, selon le Conseil, le sens caché de la distinction de plus en plus courante entre réfugiés économiques et réfugiés politiques. Autre illustration de la politique antiréfugiés: les fonctionnaires de police qui prennent part aux tables rondes du groupe de Trevi (réunion des ministres de l'Intérieur des Douze) parlent des demandeurs d'asile en même temps que... des trafiquants de drogue ou des terroristes.

De plus, les discussions au sein du groupe de Schengen, qui préparent l'ouverture anticipée des frontières entre la France, la RFA et les pays du Benelux, pourraient aboutir à une réduction des chances d'admission des demandeurs d'asile, le refus de statut opposé par un pays valant aussi pour les autres.

Déniant le secret qui entoure les discussions entre les gouvernements européens, le Conseil souhaite que les instances de la CEE soient associées à « la définition d'une politique européenne générale » dont l'application relèverait d'« une cour de justice européenne spécialisée et indépendante ». Il invite également les parlementaires nationaux à ne pas oublier que l'Assemblée de Strasbourg a adopté en 1987 deux résolutions « placées sous le signe de la solidarité » à propos du droit d'asile.

CHRISTIAN CHARTIER.

JUSTICE

S'estimant injustement condamné

Un ancien policier observe une grève de la faim en prison

Condamné, le 21 juin dernier, à dix-huit mois de prison ferme par le tribunal correctionnel de Paris, pour avoir « prêté son concours à l'entrée et aux séjours irréguliers » de plusieurs Chinois sur le territoire français, Alain Bouillat, trente-cinq ans, ex-inspecteur de la police de l'air et des frontières (PAF) à l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle, a entrepris une grève de la faim dans sa cellule, à la prison de Fresnes. Il demande que la Cour d'appel statue sur son cas le plus rapidement possible. Comme tout fonctionnaire incarcéré, il a perdu son traitement. « C'est une affaire grave », a déclaré, mercredi 2 août, au cours d'une conférence de presse, M. Alain Brillet, secrétaire général du Syndicat national autonome des policiers en civil (SNAPC, majoritaire), qui dénonce l'absence de preuves et le caractère incomplet d'une enquête menée exclusivement par le service opérationnel central de la PAF sans intervention de l'Inspection générale de la police nationale (IGPN). Selon le secrétaire général du SNAPC, le strict respect des consignes ministérielles de transit dans les aéroports est quasiment impossible, faute d'effectif: si Alain Bouillat a accordé des visas de

transit non respectés par la suite, ceux-ci n'ont jamais été intentionnellement illégaux. « Ce qui lui arrive aurait pu tomber sur chacun d'entre nous », expliquent les inspecteurs de SNAPC, qui ont collecté 22 000 F pour leur collègue et demandent que les garanties de droit offertes à tout citoyen s'appliquent aussi aux policiers.

Le jour même de la conférence de presse du SNAPC, il était précisé au Palais de justice de Paris que la Cour d'appel examinerait l'affaire le 28 août.

Coup de chien

L'homme était ivre et le chien, de méchante humeur. Mordu légèrement au bras, Pascal Koschoritzki a répliqué en déployant les grands moyens: couteau de cuisine, bombe à décapage, ses fous et saletés. Sérieusement blessé, le chien, un berger allemand, est désormais tiré d'affaire mais son attaquant, prévenu d'actes de cruauté envers un animal domestique, sera jugé le 18 octobre par le tribunal correctionnel de Fontenay (Val-d'Oise). Ainsi en a décidé le parquet du tribunal.

C'est que Pascal Koschoritzki, ouvrier ajusteur au chômage de trente-cinq ans, furieux d'avoir été égaré par le chien de garde alors qu'il tentait de retrouver son équilibre en s'agrippant à la grille d'un pavillon de banlieue, avait eu le temps de mûrir sa vengeance. Retiré chez lui, il se munir de sa petite panoplie, revêtit son casque, effraya le chien avec les silhouettes, lui projeta sur la truffe ce qui ne convenait qu'à ses fous enragés, et le blessa d'un coup de couteau au flanc.

Agrégations

(Par ordre alphabétique)

HISTOIRE
Jean-Louis Amand (32 ex. ae.), Béatrice Arthouze (82 ex. ae.), Marie-José Anouar (34), Carole Bellamy (26 ex. ae.), Christophe Benoit (46 ex. ae.), David Benoussan (21), Philippe Bernard (85 ex. ae.), Claude Bertrand (111), Frédéric Bidoux (108), Sylvain Blaise (82 ex. ae.), Stéphane Boisselier (76), Corinne Bonafoux du Gra, ép. Verax (50 ex. ae.), Pascale Bonnaux (112 ex. ae.), Vincent Bonnier d'Yvoire (74), Rémi Boyer (31), Sophie Bregaud (57 ex. ae.), Agnès Brice (112 ex. ae.), Pascal Bussière (117 ex. ae.), Anna Calozzo (62), Jean-Albert Caire (103 ex. ae.), Noélie Castagnet (41 ex. ae.), Anne Sophie Cécile (37 ex. ae.), Anne Chamois (63 ex. ae.), Lionel Chazalotto (98 ex. ae.), Blandine Chelini (101 ex. ae.), Sophie Ouzre (3), François Colodet (8), Laurent Commaux (33 ex. ae.), Marie-Jeanne Coutais (ép. Lavillat (105 ex. ae.), Laurence Croq (48 ex. ae.), Bernard Cuby (23 ex. ae.), Marie Cuchet, ép. Scelliotte (30), Danielle Dahlem, ép. Faucher (70 ex. ae.), Jean-Marie Darier (88 ex. ae.).

Catherine de Firmas de Perles (70 ex. ae.), Benoit de l'Estelle (17 ex. ae.), Marie de Pourquerey (99), Julia Delmas (39), Jean-Christophe Delmas (94 ex. ae.), Christine Delpous (40), Paul Dietrich (44 ex. ae.), Laurent Dornel (91 ex. ae.), Sabine Dullin (50 ex. ae.), Véronique Duplan (5), Patrick Echeberris (105 ex. ae.), Marie Elies, ép. Dattée (98 ex. ae.), Gil Empin (150 ex. ae.), Brice Fages (129 ex. ae.), Alexandre Fernandez (114 ex. ae.), Olivier Forcade (114 ex. ae.), Paul Fouque (107), Marc Fournet (26 ex. ae.), Michel Franco (73), Hugues François (44 ex. ae.), Stéphane Gacos (43), Benoît Gauthier (63 ex. ae.), Frank Georgi (87), Philippe Gils (41 ex. ae.), Adrien Goetz (37 ex. ae.), Brigitte Gougeon (57 ex. ae.), Pierre Goutier (117 ex. ae.), Nathalie Goro-

chov (94 ex. ae.), Yvan Goussier (70 ex. ae.), Philippe Gracian (123 ex. ae.), Sylvie Honigman (114 ex. ae.), Jean-Eugène (77 ex. ae.), Alain Hugon (57 ex. ae.), Anne Hugon (13), Stanislas Jeannequin (67 ex. ae.), Jean-Louis Joannaud (55 ex. ae.), Albert Kechichian (77 ex. ae.), Marie Kopp (127), Gay Labarre (7), Marc Lagarde (55 ex. ae.), Jérôme Laine (61), Marianne Lamy (15), Karine Lardier (123 ex. ae.), Jean-Marc Lagaud (28 ex. ae.), Loïc Le Bars (57 ex. ae.), Danièle Le Lan, ép. Badier (36), Hélène Lebel (85 ex. ae.), Jean-Louis Lehot (37 ex. ae.), Frédéric Liotard-Schneider, ép. Guillot (17 ex. ae.), Christian Lippold (25), Patrick Louvier (88 ex. ae.).

Pierre Machot (48 ex. ae.), Françoise Mantrauche, ép. Cardenoux (67 ex. ae.), Alain Marnier (105 ex. ae.), Jean-Yves Ma (10), Jean-Luc Martinet (12), Françoise Mesnil (79 ex. ae.), Michel Mezard (75), Pascal Monteban (93), Sylvie Monysier (103 ex. ae.), René-Louis Nemrod (91 ex. ae.), Papa N'Diaye (17 ex. ae.), Benoît Pelletier (69), Christine Perronne, ép. Richer (109 ex. ae.), Nathalie Pousard (63 ex. ae.), Jean Quantin (14), Pascale Quincy (63 ex. ae.), Sylvain Rapaport (69), Isabelle Réal (101 ex. ae.), Pierre Rebottin (14), Jean Reppert (117 ex. ae.), Valérie Ruvost (89 ex. ae.), Yann Rivière (52), Isabelle Robin (53 ex. ae.), Pascal Rocher (123 ex. ae.), Olivier Rouillon (4), Frédéric Roussier (82), Philippe Rygiel (94 ex. ae.), Véronique Sarrazin (11), Marie Karine Schaub (79 ex. ae.), Sylvain Schimman (79 ex. ae.), Abel Sepasaul (23 ex. ae.), Sylvie Steinberg (22), Frédéric Sarmely (16), Marie-Françoise Taillandier (120 ex. ae.), Alain Tallon (2), Loïc Vadelorge (28 ex. ae.), Antoine Vannier (123 ex. ae.), Laurent Vermeygues (32 ex. ae.), Laure Verdon (17 ex. ae.), Pierre Vermeiren (46 ex. ae.), Catherine Virelo, ép. Maillo (98 ex. ae.), Thierry Wangitelem (9).

Le Carnet du Monde

Naissances

M. et M^{me} FORTY BEN SASSI, Pauline et Camille, sont très heureux de faire part de la naissance de

Augustin,

le 21 juillet 1989.

1, rue de l'Ardoche, 44800 Saint-Herblain.

M^{me} Marie et Florian TROUILLEUR sont heureux de faire part de la naissance de leur petit frère,

Jean-Baptiste,

né à Grenoble, le 21 juillet 1989.

De la part de Philippe et Christine TROUILLEUR, et de

M^{me} Jean TROUILLEUR, M. et M^{me} Henri ARTRU.

Marcelle Franche-Comté, 43000 Le Fay, 38500 Volon, 38700 La Tronche.

Décès

La famille Ajan, Son oncle Monnier, Ses frères Jeanne, Et ses enfants Rida, Ghada, Safouane, Haïfa et Marouane, ont la douleur de faire part du décès de

M. Nassif AJANI,

survenu le 31 juillet 1989, à l'âge de soixante-quinze ans.

Il reposera désormais au cimetière de Thiais (Paris).

M. et M^{me} François Bloch, M. et M^{me} Jean-Jacques Bloch, M^{me} Martine Bloch, Mariel, Philippe, Julie, Anne-Sophie Bloch, M^{me} Louis-Georges Weibel et ses enfants, M. et M^{me} Philippe Hirschschmidt et leurs enfants, M^{me} Bernard Degremont et ses enfants, Les familles Bloch, Weibel, Peugeot, Barquet, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Philippe BLECH, née Annette Weibel,

rappelée à Dieu le 1^{er} août 1989.

« Ne craies point car je suis avec toi: ne sois pas inquiet, car moi, je suis ton Dieu. Je te fortifierai. »

Le service religieux aura lieu au temple de Sainte-Marie-aux-Mines le vendredi 4 août, à 15 heures. Il sera suivi de l'inhumation au cimetière de Saint-Guillaume.

1, c. quai Saint-Thomas, 67000 Strasbourg.

FAITS DIVERS

Dans les Bouches-du-Rhône

Deux ouvriers marocains blessés par balles

Un ou plusieurs inconnus, circulant en voiture, ont ouvert le feu sur deux ouvriers saisonniers marocains, mercredi 2 août vers 20 h 30, à Châteauneuf (Bouches-du-Rhône), dans le quartier de La Crau.

M. Mohammed Kouche, trentehuit ans, a été blessé de trois balles de 22 long rifle au menton, à la main et à l'aine. M. Gélali Houmani, quarante-quatre ans, a pour sa part été touché au bras droit. Les deux hommes ont été hospitalisés à Avignon. Leur état est jugé satisfaisant.

Un litige sur le prix d'une voiture d'occasion serait à l'origine de l'affaire.

— Saint-Denis. Longwy. Le Thoreil (Maine-et-Loire).

M^{me} Françoise Durieux, M. et M^{me} Jean-Paul Durieux, Claire et Frédérique, M. et M^{me} Paul Mandoumet, M. et M^{me} Alain Foulonnet, Bastien et Victor, M. et M^{me} Bertrand du Bouquet, Louis, M. Paul Mandoumet, Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Louis DURIEUX, née Odette Manry, officier d'académie,

survenu le 1^{er} août 1989, à Mont-Saint-Martin (Meurthe-et-Moselle), à l'âge de quatre-vingt-neuf ans, muni des sacrements de l'Eglise.

Les obsèques auront lieu le vendredi 4 août, à 10 h 30, en l'église Saint-Dagobert, à Longwy-Haut.

L'inhumation se fera au cimetière de Saint-Cyranet (Dordogne).

Ni fleurs ni couronnes, des offrandes pour messes et recherche médicale.

22, avenue de la Gare, 54350 Mont-Saint-Martin.

— M. Robert Letulle, M. et M^{me} Maurice Letulle et leurs enfants, M^{me} Jacqueline Letulle, M. et M^{me} Pierre-Antoine Joly et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Robert LETULLE, née Gabrielle Mayne,

survenue à Saint-Brieuc-sur-Mer, le 26 juillet 1989.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

La Salinette, 35800 Saint-Brieuc-sur-Mer.

— Le président de l'université Rennes-1, Le doyen de la faculté de droit et de sciences politiques, Les membres du conseil de gestion, Les professeurs, Les enseignants, Les personnels administratifs et de service, ont la grande douleur d'annoncer le décès de

professeur Louis-Bernard MER, agrégé des facultés de droit,

survenu subitement le 1^{er} août 1989, à Dinard.

Le service religieux aura lieu, le vendredi 4 août, à 10 h 30, à la chapelle Saint-Pie-V, à Rennes.

— Sedan.

M. et M^{me} Philippe Micret, ses enfants, M. et M^{me} Philippe Deligny, ses enfants, M. Nicolas Micret, son petit-fils, Et toute la famille, font part du décès de

M. Raymond MIECRET, expert-comptable, commissaire aux comptes,

survenu le 30 juillet 1989.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité familiale.

Priez pour lui.

Cet avis tient lieu de faire-part.

18, avenue Leclerc, 08200 Sedan, 36-42, rue de La Villette, 75019 Paris, 14, boulevard de La Villette, 75019 Paris.

— Sa famille Et ses proches, ont la douleur d'annoncer le décès de

Dominique MORIAUX,

survenue le 23 juillet 1989, à l'Hôtel-Dieu de Paris.

Il reposera dans le caveau familial du cimetière sud de Lille.

CARNET DU MONDE

Renseignements: 42-47-95-03
Tarif: la ligne H.T.

Toutes rubriques 83 F
Abonnés et actionnaires 73 F
Communications diverses 86 F

Pompes Funèbres

Marbrerie

CAHEN & C^{ie}

43-20-74-52

MINTEL par le 11

— M^{me} Paul Solal, son épouse, Anita et Christian Fizes, ses enfants, Jérémie et Géraldine Fizes, ses petits-enfants, M^{me} André Pariente, M. et M^{me} Jacques Nabon, M. et M^{me} Roger Carcassonne, M^{me} Maurice Solal, ses sœurs, belle-sœur et beaux-frères, Et leurs familles, ont la douleur de faire part du décès de

M. Paul SOLAL, croix de guerre 1939-1945,

survenu le 31 juillet 1989, à l'âge de soixante-dix-huit ans.

Les obsèques ont eu lieu le 2 août, dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

16, rue George-Sand, 75016 Paris.

— Le président, Le conseil d'administration, Et le personnel de la Société de banque et de crédit (SBC), ont le regret de faire part du décès accidentel survenu au Maroc de leur directeur général,

M. Dries TAK TAE.

Puissent ceux qui l'ont connu avoir une pensée pour lui.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

SBC, 26, avenue des Forces-Armées-Royales, Casablanca, Maroc.

— Les vice-présidents des trois conseils de l'université d'Aix-Marseille-II, Le secrétaire général, Et les personnels de l'université, ont l'immense regret de faire part du décès de leur président

M. le professeur Maurice TOGA,

le 2 août 1989.

Les obsèques auront lieu vendredi 4 août.

Tél.: 91-52-90-34.

(Lire page 7.)

Remerciements

— M. Robert Figeaud, Et sa famille, M. Francis Carlin, remercient très sincèrement toutes les personnes qui ont manifesté leur sympathie par leur présence, ainsi que par l'envoi de fleurs et de cartes, lors des obsèques de

François FIGEAUD.

Anniversaires

— En souvenir de Claude-Pierre BLANCHE,

une messe sera célébrée à son intention, le 5 août 1989, à 18 h 30, en l'église de Valbonne (Alpes-Maritimes), pour le 1^{er} anniversaire de son décès le 4 août 1988.

— Le 4 août 1979, disparaissait

François GAULT, ancien élève de l'Ecole normale supérieure, professeur à l'université de Strasbourg. Une pensée est demandée à ceux qui l'ont connu et aimé.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel daté mercredi 2 août:

DES DÉCRETS
● N° 89-529 du 23 juillet 1989 portant création de la réserve naturelle de la forêt d'Offendorf (Bas-Rhin).

● N° 89-530 du 23 juillet 1989 portant création de la commission de technologie alimentaire.

DES ARRÊTÉS
● Du 28 juillet 1989 portant majoration des taux des bourses d'enseignement supérieur du ministère de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports pour l'année universitaire 1989-1990.
● Du 13 juin 1989 modifiant l'arrêté du 17 juin 1987 relatif au niveau de puissance acoustique admissible des tondeuses à gazon.

UN AVIS
● Relatif à l'indice des prix qui s'établit à 177,7 en juin 1989 (base 100 en 1980).

Sont publiés au Journal officiel du jeudi 3 août:

UN DÉCRET

● Du 28 juillet 1989 portant classement parmi les sites du département de la Côte-d'Or du site du Val Suzon sur les communes de Darois, Etaules, Hauteville-lès-Dijon, Messigny-et-Vantoux, Panges, Pasques, Premois, saint-Martin-du-Mont et Val-Suzon.

UN ARRÊTÉ
● Du 28 juillet 1989 fixant les conditions d'application du régime de sécurité sociale des étudiants.

كنا في ليلنا

Informations « services »

Jeudi 3 août

20.35 Téléfilm : La cascade victima. 22.25 Série : Deux
fies à Miami. Escroqueries en tout genre. 23.25 Sport :
Course d'Europe à la voile. 23.30 L'enquêteur (rediff.).
0.60 Journal de minuit. 0.05 L'enquêteur (suite). 0.40 Am-
ciquement votre (rediff.). 1.35 Malgret (rediff.). 3.05 Jour-
nal de la nuit. 3.10 Boward et compagnie (rediff.).

20.00 Concert (donné les 3 et 9 juin 1985 à Philadelphie) : Suite lyrique (trois pièces), de Berg ; Suite pour alto et orchestre, de Bloch ; Symphonie n°1 en ut majeur, op. 21, de Beethoven, par l'Orchestre de Philadelphie, dir. Riccardo Muti ; sol. : Joseph de Pasquale, alto. **23.10 Les soirées de France-Musique**. Monsieur Hindemith.

HORAIRE	POYERS AYANT BÉNÉFICÉ LA TV en 1991	TF 1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	32,9	Senz-Senzou 14-3	Gélie 1,7	Actual. région. 10,0	Top 50 1,3	Denis le Malice 2,3	Petite maison 1,6
19 h 45	35,0	Roux fortune 15-9	Affaire suivante 4,3	19-30 Info 7-0	Top 50 2,6	Happy Days 3-8	Cher cousin BB 1-2
20 h 16	42,7	Journal 15-6	Journal 10-0	La classe 6-1	A2B1 A2B1 0-8	Journal 3-9	Mé-est renie 3-1
20 h 55	47-0	La vengeance... 15-2	Lois show 10-4	La Minouze 5-1	Chel salet 1-7	Une occasion... 6-1	Denis le Mensac 3-6
22 h 8	42,7	La vengeance... 22-7	Carnier exécuté 11-3	Sor 3 2-8	Le Dragon... 2-0	2 Rics à Miami 5-3	Monte-Cristo 2-0
22 h 44	24-9	Destinées 11-3	Vive le France 3-5	Océaniques 7-4	Le Dragon... 2-4	2 Rics à Miami 5-3	Monte-Cristo 2-0

★ Renseignements sur les lieux et les programmes : (1) 42-74-48-69, tous les jours, de 9 heures à 19 heures. Minitel : 5-15 code ARTS.

[illegible]

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

POINT DE VUE

Karajan est mort, vive Mozart!

L'important n'est pas de s'interroger sur l'identité du successeur de Karajan à la tête du Festival de Salzbourg. Mais de redéfinir la vocation de cette prestigieuse manifestation. Stephen Gallup, professeur à l'American University de Washington et auteur d'un ouvrage historique sur la question, donne ici son point de vue.

par Stephen Gallup

Le roi est mort, où est le nouveau roi ? A Salzbourg, pour l'ouverture du Festival 1989, le 27 juillet, la question était sur toutes les lèvres. Depuis trente-deux ans, Herbert von Karajan était le despotisme éclairé (ou absolu, selon les points de vue), celui qui décidait des affaires d'importance pour le Festival. Sa rencontre avec Salzbourg remonte à 1933, année à laquelle il dirigea la musique de scène de Faust dans la célèbre mise en scène de Max Reinhardt. Après la guerre, quand le chef fut exilé de Salzbourg par un décret de Furtwängler (de 1950 à 1955), son silence même restait assourdissant.

Depuis sa fondation en 1920, Salzbourg a été dominé par des figures imposantes : Max Reinhardt, Clemens Krauss, Bruno Walter, Arturo Toscanini, Wilhelm Furtwängler et, finalement, Karajan.

Ce dernier n'a pas d'héritier naturel, d'ailleurs le maître ne s'est jamais préoccupé de sa succession. Au fond de lui-même, ces dernières années, il devait se dire : « Après moi, le déluge ». Mais, en fait, il ne peut y avoir d'autre Karajan. Il était né à Salzbourg et avait connu la gloire bien avant que la plupart des

spectateurs du Festival ne soient nés. Dans toute la ville, on rencontrait aussi souvent son effigie que celle de l'autre gloire salzbourgeoise, Wolfgang Amadeus Mozart. Même s'il incarnait l'essence même du technocrate musical, dès qu'il montait sur le podium il entraînait son public à la recherche de l'absolument beau. Il fut le premier grand chef d'orchestre dont le style de vie rivalisa, jusqu'à le surpasser, avec celui des stars hollywoodiennes. Même s'il ne fut jamais vénéré à l'instar de Walter, Toscanini ou Furtwängler, sa présence charismatique, presque démoniaque, lui permit sans doute de les surpasser tous.

Un tournant décisif

La mort de Karajan marque un tournant décisif, au bout de soixante-neuf ans de Festival de Salzbourg. La direction est en crise. Peut-être faut-il profiter de l'occasion. En réalité, le règne de Karajan n'a pas eu que de bons côtés. Il a certainement drainé les foules vers Salzbourg. Parmi elles, beaucoup de mélomanes, mais d'autres n'étaient là que pour ramasser les miettes de la gloire du maître, pour voir et être vu, payant jusqu'à 1 600 francs une place de concert. Même si, avec les Philharmoniques de Vienne et de Berlin, il s'efforçait de sublimer, sa direction, dans les opéras, n'a pas fait vocalement l'unanimité dans la critique ; il choisissait ses œuvres non pas en fonction de ce qu'il fallait à Salzbourg, mais de ses propres objectifs, souvent liés à des contrats phonographiques très lucratifs.

Aujourd'hui, le one-man-show est terminé. Le Festival de Salzbourg se trouve face à une occasion unique de redéfinir sa mission. Il ne faut pas oublier qu'il a été fondé dans un esprit d'idéalisme vrai, pour rassem-

bler les peuples dans la paix, afin de célébrer l'art en son temple, après quatre ans d'une guerre qui avait ravagé l'Europe ; l'offrande artistique — musique, théâtre et opéra — devait y exprimer l'héritage de la culture austro-allemande de l'âge classique. De nombreux observateurs estiment que ces idées, ces idéaux ont été perdus de vue ces dernières années. A leur place, un matérialisme sans limites a tout envahi, une atmosphère dans laquelle c'est le chef qui tient la vedette du Festival, et non plus Mozart.

Il faut se souvenir que Salzbourg a connu son apogée immédiatement après 1945, à une époque où il n'y avait pas de figure dominante. Des hommes aussi divers qu'Oscar Fritz Schuh, Caspar Neher, Gottfried von Einem et Karl Böhm l'ont renouvelé et fait croître. Malgré la vraie douleur qu'inspire donc la disparition de

le passé nazi de Karajan faisait l'objet d'une enquête. — Le département américain de la justice menait depuis quelques mois une enquête sur le passé nazi d'Herbert von Karajan, mais l'affaire a été classée après son décès. Les services spéciaux du département vérifiaient des allégations selon lesquelles le chef d'orchestre autrichien aurait appartenu à la police nazie et se serait livré à des persécutions. Sans se prononcer sur l'issue de l'enquête, les responsables ont estimé qu'il aurait pu être question d'insérer Herbert von Karajan sur la liste des personnes interdites de séjour aux États-Unis.

Une récente biographie de Herbert von Karajan (1) a révélé que le chef d'orchestre avait librement adhéré au parti nazi en 1933, bien qu'il ait toujours affirmé s'être inscrit en 1935, pour obtenir un poste de directeur de la musique à Abt-la-Chapelle (le Monde du 25 février). Pendant la guerre, il avait, à l'occasion, bénéficié

de l'appui de Goering. En 1945, il avait été interdit de concerts pendant deux ans en Europe ; de violentes manifestations avaient marqué sa tournée aux États-Unis en 1954. — (AFP, AP.)

(1) Karajan, de Roger Vaughan. Éditions Pierre Belfond.

« Ouverture des testaments du chef autrichien. — Herbert von Karajan, mort le 16 juillet dernier (le Monde du 18 juillet), a laissé un testament musical d'une quarantaine d'enregistrements inédits. La plupart d'entre eux sont des vidéocassettes « live ». Trois d'entre eux seront disponibles avant Noël. Aucun détail n'a pour l'instant été donné sur les dispositions financières du testament lui-même, ouvert lundi 31 juillet à Samedan, en Allemagne fédérale. La fortune de Karajan est estimée à 200 millions de dollars (1,3 milliard de francs).

PHOTO

Paul de Nooier au Musée national d'art moderne

Un réaliste irrationnel

Entre Buster Keaton et Saudek, le monde théâtral d'un pionnier hollandais de l'image mise en scène.

Paul de Nooier a longtemps été le seul photographe hollandais connu en France. Classé sous l'étiquette du « réalisme fantastique », en compagnie de celui de Krims,

un matériau, maniable à volonté, dont l'opérateur explore les possibilités. Perspectives altérées, montage ou coloriage, distorsion du grain, autant de procédés subversifs qui traduisent ses visions.

A côté de ces préoccupations esthétiques, de Nooier développe une série d'obsessions personnelles. Son héros est une sorte de Buster Keaton impossible qui interprète des actions impossibles. Figés dans un



La réalité n'attire pas Paul de Nooier que s'il peut la réinventer

Michaël et Christian Vogt à Arles en 1976, son univers satirique, baroque et incongru a été d'entrée mal perçue.

Cet ancien peintre, natif d'Eindhoven, est venu à la photographie au début des années 70 après avoir étudié le dessin industriel. La réalité ne l'intéressait que s'il pouvait la réinventer. La photo lui apparaît comme un instrument de liberté. Sa seule règle, c'est le cadre. Et son unique maître est le hasard. Ed van der Elken, auteur dans les années 50 d'un reportage sur la vie nocturne à Saint-Germain-des-Près, « Il avait une idée précise sur la réalité et il parvenait à l'exprimer », déclarait-il.

De Nooier participe à l'avènement de la photo-mise en scène qui a pour enjeu non pas de décrire mais de redéfinir le réel. Ses premières images obéissent à une logique inconsciente. Dans ses premiers succès, avec des amis et son épouse, il conçoit de toutes pièces des situations absurdes, au climat oppressant, où se lit l'influence, tout à la fois du cinéma de l'Est, de l'art pop, de l'illustration publicitaire et de l'imagerie psychédélique.

Truquisme de l'imagination, la photo lui sert à raconter sa vie et à exprimer ses fantasmes. Elle n'est qu'une surface, une pure apparence,

temps immobile, les êtres et les choses semblent planer dans un no-man's land déraisonnable où les normes du comportement sont abolies.

Très chargé formellement, cet univers de la folie où lui-même figure, méconnaissable, produit une angissante sensation de cauchemar. Outre le mauvais goût, de Nooier revendique l'humour comme une vertu première de son travail. Sa critique, parfois virulente, d'une réalité « non existante », dénonce par la surcharge le conformisme d'une société assoupie.

Faut-il préciser que de Nooier évolue en solitaire ? Ce pionnier de l'image fabriquée, auteur de nombreux films, n'a que quarante-six ans. Et il ne semble pas s'émouvoir d'être aujourd'hui moins connu à l'étranger que ses cadets (Henk Taa, Rommert Boonstra, Ruud van der Noord) qu'il a contribué à former. Il n'a pas renoncé à l'illusionnisme baroque de ses débuts, mais il amorce dans ses dernières œuvres géantes (49 m²) une voie nouvelle, comme le prouve son bel *Hommage à Baudelaire*.

PATRICK ROEGERS.

* Paul de Nooier, Musée national d'art moderne, Centre Pompidou, galerie du Forum, jusqu'au 10 septembre.

MUSIQUES

Paul McCartney en concert à Paris en octobre

Poursuivant sa cure de jouvence, l'ex-bassistes de Wings reprend la route pour sa première tournée depuis 1978. Le 27 juillet dernier, à Londres, Paul McCartney a dévoilé l'itinéraire qui le mènera d'Oslo (le 26 septembre) au stade de Wembley à Londres le 17 janvier 1990 en passant par Paris (à Bercy, les 9 et 10 octobre) et Hambourg où les Beatles firent leurs classes avant de basculer dans la légende.

Ce retour à la scène suit le succès de l'album *Flowers and Dirt*, sorti en juin dernier. Quelques musiciens de l'album le guitariste Hank Stuart, le batteur Chris Whitten) feront partie du groupe que McCartney a formé pour l'occasion. Ils seront renforcés par l'ex-Pretenders Robbie McIntosh à la guitare et par le musicien de studio Wix aux claviers. Bien sûr Linda McCartney, née Eastman, sera de la partie, au piano et aux chœurs. A l'instar de REM, qui avait offert un stand à Greenpeace à chaque étape de sa tournée, McCartney a annoncé qu'il avait proposé à l'organisation Friends of the Earth (en France les Amis de la Terre) la possibilité d'intervenir lors de chaque concert et qu'il leur avait offert une page de son programme. Quant au répertoire, il ira des classiques du rock aux chansons du dernier album en passant par les Beatles et Wings.

T. S.

EXPOSITIONS

A Marseille

Le fantôme d'Odessa

Comment évoquer une ville par une exposition ? Tentative et demi-échec à Marseille, où est évoquée la « mémoire d'Odessa ».

A Odessa, « port de l'URSS sur la mer Noire », comme disent les dictionnaires, il y a un escalier — personne ne l'ignore. Un escalier très haut et très large. Des femmes du monde s'y promènent avec des ombrelles pointées. Des soldats y fusillent la foule dans le dos. Une voiture d'enfant y tombe de marche en marche. Cet escalier figure dans l'exposition de Marseille, qui finit sur les images d'Eisenstein, diffusées par un petit téléviseur dans une pièce sombre. Il est là, fragment de mythe appauvri, mal placé, mal montré.

Cet Odessa et sa « mémoire » sont absentes, en dépit du titre de l'exposition et des prêts venus d'Union soviétique. Il y a bien des plans qui détaillent la construction d'un arsenal et d'un port en 1794 — nommé Odessa en hommage à la colonie milésienne d'Odessos et dont il ne reste rien depuis le passage des armées allemandes en 1942-1943. Il y a bien des peintures russes du musée de la ville, et quelques peintures occidentales qui s'y trouvent après être passées par les collections des armateurs et marchands du dix-neuvième siècle. Il y a bien quelques affiches d'agit-prop, des caricatures politiques — qui ne font pas rire — et des photographies documentaires de

la mythologie du Potemkine en 1905. Tout cela, réparti dans les longues salles peu fraîches de la Vieille-Charité, ne suffit pas à évoquer l'histoire urbaine et culturelle de la principale cité méridionale de l'Empire russe.

Pouchkine et Gogol y séjournèrent, de même que Vrubel et Kandinsky. Pourquoi ? Sans doute parce qu'ils y trouvaient un milieu intellectuel, une université et une minorité juive ouverte autant vers l'Ouest que vers l'Est et le Sud. L'exposition est fort discrète sur ce sujet. Une quarantaine de tableaux sans cohérence, du Seicento italien à Kandinsky, prétendent retracer une histoire du goût qui demeure lacunaire et évasive. Résultat : une galerie de souvenirs peu éloquentes. Faut-il en accuser la production des prêteurs ou le sujet lui-même ? Il se peut fort bien qu'une ville, son passé et sa diversité ne se laissent pas exposer et que les amis de ce genre soient presque inexorablement voués à l'échec.

Une rétrospective trop brève

Parce qu'il naquit à Odessa en 1896, le peintre Philippe Holbaon a été honoré d'une courte rétrospective accrochée tout à côté de l'exposition principale. Il était juste, en effet, de rappeler la mémoire de cet homme au destin étrange, cousin de Boris Pasternak, qui voyagea une partie de sa jeunesse en Autriche-Hongrie et en Allemagne, fuyant les pogroms avec ses parents. Il découvrit Matisse et Cézanne à Berlin, alors qu'il a quarante ans, étudia l'histoire

de l'art en Italie, revint l'enseigner dans sa ville natale après la Révolution et s'enfuit d'Odessa en novembre 1919. A Rome, puis à Paris, il se mit à l'école du néo-classicisme épuré de Carrà et de Derain. Ami de ce dernier, il le dessina à merveille et peignit quelques scènes mythologiques singulières. De cette époque, il reste des carnets qui semblent d'une grande richesse et quelques tableaux bruns et gris.

La rétrospective, trop brève, ne permet pas de comprendre par quelles métamorphoses ce figuratif fort donné s'est converti à l'informel à partir de 1947. Conséquences de la guerre, où il a été blessé à Dunkerque, avant de se cacher dans les Alpes et d'apprendre l'assassinat de sa mère et de sa sœur par les SS ? Besoin d'une expression de plus en plus violente et gestuelle ? Hostilité point alors des sortes de magiciens de tons sombres, épaisses, posées par ébauches, coulées, pétrifiées. On songe à Nicolas de Liège et à Dubuffet plus qu'aux Américains Motherwell, Newman et Rothko, dont le peintre fut cependant l'ami.

Tout au long des années 50 et jusqu'à sa mort, en 1978, Holbaon est demeuré fidèle à son abstraction, l'ornement de couleurs plus claires et aériennes, l'organisant autour de formes en boucles et draperies. Ses dernières toiles, décomposées « blasons », ont une puissance concentrée qui mérite respect et attention.

PHILIPPE DAGEN.

* Centre de la Vieille-Charité, Marseille, tous les jours de 12 à 19 heures, jusqu'au 24 septembre. L'exposition Holbaon ne dure que jusqu'au 10 septembre.

Arts africains

Les musées de Marseille comptent parmi leurs collections un département d'art africain de qualité, formé par l'essentiel par la donation Guilla. Celle-ci était d'ordinaire présentée au palais de Longchamp en grand appareil d'éclairage électrique, de cartes et de vitrines.

Pour l'été, elle a été déplacée jusqu'à la Vieille-Charité et confiée aux soins d'un spécialiste africain, Romain Philippe Assogba, conservateur du Musée national de Quindji, au Bénin. Plus de notions, plus de cartes, plus de classifications ethnologiques strictes : masques et statuettes ont été disposés simplement, « tout contre le mur, tantôt dans de vastes paravents, tantôt dans des vitrines qui permettent d'examiner le dos des sculptures.

Le propos se veut moins d'enseignement que d'invitation à la contemplation. Que les œuvres soient prises pour telles, et non pour le véhicule d'une religion ou d'une magie, telle semble l'ambition de cette nouvelle disposition.

Comme les objets de la donation Guilla sont de premier ordre, particulièrement les figures fang, on ne peut qu'adhérer à la démarche entreprise. Et l'on se prend même à espérer qu'elle fasse école. Au Musée des arts africains et océaniques de la porte Dorée, par exemple. Ou au Musée de l'Homme...

Ph. D.

* Vieille-Charité, jusqu'au 1^{er} octobre.

« L'Officiel du disque »

Pour la première fois, un annuaire général et exhaustif de la production phonographique disponible sur le marché (hors la musique classique) est mis à la disposition du public.

Édité par le Centre d'information du rock et des variétés, *L'Officiel du disque* présente un panorama complet du fonds de catalogue, soit 135 000 références, 165 distributeurs et 1 500 labels. Les artistes sont classés par genre : pop-rock-variétés, jazz-blues, musiques traditionnelles (y compris les musiques d'Afrique noire, le folk-song, la country-music), musiques fonctionnelles (accordéon, brigitte, danse, films), musiques pour enfants, programmes non musicaux (autismes, humour). Pour certains artistes, le classement paraît curieux : ainsi, on trouve Bob Dylan dans les musiques traditionnelles — mais alors pour-

quoi pas Paul Simon ? — et Carlos Gardel dans les musiques fonctionnelles.

Le guide a été réalisé d'après les éléments envoyés par les éditeurs et les distributeurs jusqu'au 3 avril dernier. Tel quel, avec ses imperfections, il est un précieux outil.

C. F.

* *L'Officiel du disque*, 740 p., 250 F., plus 20 F. de port au CIR, parc de La Vilette, 24, avenue Jean-Jaurès, 75019 Paris.

● PRÉCISION. — Une erreur s'est glissée dans l'article consacré aux collections de comique (le Monde daté 30-31 juillet). Il fallait lire : « Les prix ? De 89 000 F à 350 000 F ». Et « Grusin » au lieu de « Gretz ».

هذا من الفن

Culture

FESTIVALS

« Les Fables de La Fontaine », à Carpentras

Avec l'accent d'Offenbach

Un spectacle de café-théâtre d'une qualité rare sur une musique qui touche au plus secret d'Offenbach.

A côté du Théâtre régional, le Festival de Carpentras a une seconde « salle » en plein air, la Cour de la charité, aux murs de pierre écaillés de soleil, où trois cents places en gradins font face à deux étages d'arcades comme d'un palais italien. Décor intime où ont lieu conférences et débats, et où l'on joue les petits opéras qu'Offenbach a semés à profusion tant était irrépressible son amour de la musique et du spectacle, quels que soient le théâtre ou les chanteurs qu'il avait sous la main.

Une charmante soirée réunissait ainsi, ce dernier jour, les Fables de La Fontaine et une opérette pour deux personnages et cinq musiciens, écrite en huit jours pour le Kursaal d'Elms, Lischen et Fritschen, où figure une suite de fables, le Rat des villes et le Rat des champs, Le lica

entre les deux piétoches était ainsi tout trouvé.

La petite troupe de lycéens (un peu moins de quinze) récite, chante et mime cinq fables parmi les plus célèbres, profitant en particulier de Perrette et le Pot au lait pour se déguiser en « vaches, cochons, courbes », sur des musiques endiablées mais sans prétention d'Offenbach.

Les deux écoliers-chanteurs jouent ensuite une seynette pour la distribution des prix, et alors, nous touchons au plus exquis : Lischen et Fritschen, deux « Alsaciens » (mais, derrière eux, on devine Offenbach, l'Allemand) qui veulent rentrer chez eux : en France, on se moque de leur accent.

Il se reconstruit, se dispute parce que chacun croit que l'autre se moque de lui (ou d'elle). Ils se placent, puis découvrent, dépités, qu'ils sont frère et sœur, séparés depuis dix ans. Tout finit quand même par un mariage, grâce à un subterfuge du librettiste.

L'argument est enfantine, mais la musique, délicate, jaillissante,

avec des chansons, une valse, le prélude du Je suis alsacien, l'air si mélancolique au moment où il faut se séparer, et, surtout, les deux interludes sont d'une grâce extrême. Elisabeth Comquet, voix éclatante et malicieuse de soubrette mozartienne, incarne une grenouille, avec son « promis » Alain Paris, un baryton qui n'a pas beaucoup de voix, mais dessine un personnage poétique comme un paysan de Ramuz, dans un costume de clown rétro.

Avec eux, ce gentil spectacle de café-théâtre devient d'une qualité rare, sur cette musique qui touche sans doute au plus secret du cœur d'Offenbach. Et rendons à chacun ce qui lui revient, au metteur en scène Robert Fortine, à l'ingénieur-décorateur Alain Roussel, au chef d'orchestre-instituteur Pierre Marie-Portail, et à ces « collégiens » de l'Ensemble instrumental de Fontainebleau.

JACQUES LONCHAMPT.

CINÉMA

Vera Belmont tourne « L'Amante »

A Prague... Kafka et Milena

(Suite de la première page.)

On n'imagine pas aujourd'hui le choc littéraire et sentimental, tout à la fois, que fut alors la divulgation des superbes Lettres de Milena (Gallimard, 1956), qui devinrent rapidement un classique pour tous ceux qui découvraient le génie de Franz Kafka. « Écrire des lettres, c'est se mettre nu devant les fantômes », écrivait à Milena l'auteur de la Méta-morphose. Ils attendent ce geste évident. Les baisers écrits ne parviennent pas à leur destination. Les fantômes les boient en chemin. Ironie du sort, c'est Milena qui restait pour nous un fantôme !

Milena, pourtant si avide de vivre toutes les expériences de son temps ; Milena, une femme libre qui n'eut jamais peur de provoquer des scandales privés ou publics, de condamner l'antisémitisme d'un père, de braver les croyances de son temps dans ses articles et de faire savoir haut et fort au moment même des premiers procès de Moscou qu'elle s'était trompée, qu'elle se retrouver isolée, exclue.

Milena, issue d'une grande famille nationaliste de Bohême, non-Juive attirée par le bouillonnement des cercles intellectuels juifs de Prague — autour de Franz Werfel — et qui sera arrêtée le 11 novembre 1939 comme « appartenant aux Juifs » et mourra en 1944 à Ravensbrück, sans avoir rien perdu de son charisme, sans avoir rien abdiqué. Comme en témoignent cette autre femme exceptionnelle, militante communiste qui connut successivement les camps de Staline et de Hitler, l'Allemande Margarete Buber-Neumann, qui a pu écrire : « Je remercie le sort de m'avoir conduite à Ravensbrück, car j'y ai rencontré Milena... »

Une passion à vivre et à aimer

Milena qui, malgré tout ce qu'elle avait été, n'avait pas vraiment, pour nous, d'existence, d'autant plus que les autorités tchécoslovaques nous avaient tout fait ignorer d'elle. La publication simultanée, il y a trois ans, du Milena de Margarete Buber-Neumann (Seuil, 1986) et d'un choix d'articles (Vivre, éd. Lien commun, 1986), puis de souvenirs de Jean Cerou, surnommée Honza, la fille de Milena morte à Prague à cinquante-trois ans dans un accident de voiture (Vie de Milena, De Prague à Vienne, éd. Maren Sell, 1988) ont peu à peu fait sortir de la nuit cette femme tout à fait extraordinaire qui a tout vécu de son époque, intensément.

C'est cette passion à vivre et à aimer qui a touché Vera Belmont, cette autre passionnée, mi-Piaf, mi-Jeanne d'Arc, cette « compagne de route » qui avait cru aux lendemains qui chantent et qui, dans ses films — *Prisonnier de l'été*, *Rouge baiser* — mêle ses expériences et ses déceptions. Elle a en la coup de foudre et achève, avec une équipe internationale (Français, Canadiens, Américains, Allemands, Tchécoslovaques), le tournage de ce film de plus de deux heures qu'on devrait voir au printemps prochain.

Dans les rôles principaux, Valérie Kaprisky, qui, après deux films américains — le remake *A bout de souffle* et *Swordfish* — avec Anthony Quinn, — trouve là un grand personnage de femme (« J'ai l'impression d'avoir vécu une autre vie, dit-elle. Et j'en suis enrichie. Si le public m'identifie à Milena, tant mieux. Après, ils m'identifieront à quelqu'un d'autre. ») Dans le rôle de Kafka, Philippe Anglim, un comédien américain californien de

mère française, passé par Broadway... On le vit dans *Elephant Man* et dans le dernier film d'Ivan Passer, *Lord Byron*. Dans le rôle de Max Brod, un Québécois habitant des films de Denis Arcand, Yves Jacques. Tous trois, bilingues, ont tourné en double version française et anglaise.

La Tchécoslovaquie studio idéal

« Si j'étais de nommer certaines personnes qui sont restées fidèles à Milena après la guerre, c'est de ceux qui ne leur ont pas désobéi. Car il n'est pas tout à fait certain, aujourd'hui encore, qu'avoir connu Milena Jesenska ne soit pas

« studios » qui offrent des villes, des châteaux et des paysages disparus d'Allemagne ; c'est tout de Prague que le Yougoslave Alexandre Petrovic a tourné des extérieurs et des scènes de cour du film *Migrations* qu'il vient de terminer ; c'est à Prague aussi que s'est tourné en partie le film américain *Amadeus* du Tchèque Karel Zeman, notamment dans la salle « théologique » de la superbe bibliothèque du couvent de Stahov, fondé au douzième siècle, près de la salle « philosophique » de 32 mètres de long où, dans *L'Amante*, Milena retrouve Franz Kafka et Max Brod.

C'est aussi à Prague, dans le deuxième arrondissement, non loin du nouveau cinéaste juif où est enterré Franz Kafka, que Vera Belmont a

intensément son époque, politiquement, amoureusement. Une amante... J'ai tout lu, tout digéré, explique-t-elle. Je m'en suis imprégnée. Après, je l'ai réinterprétée à ma façon. Milena avait mauvaise réputation, c'est certainement pour cela que je l'ai tout de suite beaucoup aimée. C'était une bourgeoise, à la fois sage et provocante. Une grande amoureuse. On ne peut pas dire qu'elle était heureuse ou pas, scandaleuse ou pas, elle vivait. C'est Kafka qui l'appelait « l'amante ». En tchéco milovana... Presque le nom de Milena.

« C'est vrai qu'elle a rencontré Kafka peu de fois, que leur correspondance n'a duré que deux ans, mais avec quelle intensité ! Même à



Philippe Anglim (Kafka) et Valérie Kaprisky (Milena) ont tourné en double version française et anglaise.

consigné comme une faute dans un dossier politique », écrit Honza dans son livre édité à mille exemplaires à la faveur du « printemps de Prague », mais qui parut trop tard, après l'intervention soviétique, en 1969 : la vente en fut interdite. Paradoxalement, parce que les paradoxes n'étonnent guère au pays de l'auteur du Procès, c'est avec la participation des studios cinématographiques Barrandov que officiellement, Milena revient haïr Prague.

La Tchécoslovaquie, en effet, semble être un lieu idéal pour le cinéma : des rues qu'on dirait sorties d'un autre âge, des architectures typiques de l'empire des Habsbourg voisines avec des cafés et des immeubles modern style ou années 30, des églises au physique médiéval, une main-d'œuvre tout à fait qualifiée à moindre prix qu'en Occident. Moyennant un contrat payé en devises, on permet, en effet, presque tout aux étrangers dans cette démocratie populaire, pourvu qu'ils soient accessibles aux attractions de la perestroïka, ou l'on réprime vigoureusement toute manifestation rappelant les événements de 1968 et le suicide de Jan Palach, où Kafka — peu édité — est introuvable dans les bibliothèques.

Le cinéma et la télévision allemande usent abondamment de ces

pa reconstruits, sous des certifiants couverts de fruits, les collines de Merano. Et, cette semaine encore, pour les scènes des grandes grèves de la Ruhr mettant aux prises les mineurs allemands et l'armée française, on a tourné avec des travailleurs tchécoslovaques interprétés par des Africains faisant leurs études en Tchécoslovaquie, dans une vraie mine de charbon où les caméras devaient imprudemment l'arrêt pour laisser entrer et sortir les ouvriers, des prisonniers de droit commun.

Cinq mois de tournage s'achèvent, dont deux à Prague, à Marienbad, sur les lieux mêmes où vécut Milena. La passion de la réalisatrice de *L'Amante* pour le destin de cette femme de passion n'a fait que croître. Elle a beaucoup lu, appris beaucoup de détails vrais dans la biographie de Milena par sa fille, elle a vu un des fils de Honza, qui vit en RFA. Elle a rencontré, à Prague et ailleurs, des gens qui ont connu Milena et qui ne pouvaient admettre de voir des amis de jeunesse devenir des personnages de fiction joués par des acteurs qui ne leur ressemblaient pas ; elle les a écoutés se souvenir et lui répéter qu'elle ne pouvait pas retrouver la vraie Prague, la vraie Milena, le vrai Kafka.

Pour moi, Milena, c'est une héroïne. Une femme qui a vécu

Ravensbrück, vingt ans après la mort de Kafka, elle avait beaucoup parlé à Margarete Buber de Neumann de l'homme qui l'avait le plus touché. C'est un destin de femme tout à fait extraordinaire, car à chaque période de sa vie, elle est intéressante.

« Physiquement, je ne veux pas recréer Kafka et Milena, je ne suis pas leur père et leur mère. (Elle rit). Ou bien on fait un reportage, ou bien on fait une fiction. J'ai cherché des ressemblances dans le comportement, pas en leur faisant des stries. »

« Je la rends belle parce que je l'aime, réagit Vera en mamma juive, comme si elle considérait Milena comme sa fille, comme sa création. Je veux qu'elle soit belle et intelligente. C'est un personnage que j'adore. Milena après cinq mois de tournage ?... Je l'aime toujours. »

NICOLE ZAND.

Communication

La polémique sur les quotas

M^{me} Catherine Tasca accuse les chaînes de vouloir « politiser » le dossier

M^{me} Catherine Tasca, ministre déléguée à la communication, accuse les opérateurs de TF1, la 5 et M6, qui protestent violemment contre son projet de quotas sur les quotas de diffusion et la production, de vouloir maintenir un face-à-face gouvernement-chaînes privées de manière à politiser au maximum le dossier. Dans une interview au *Nouvel Observateur* du 4 août, M^{me} Tasca dément une nouvelle fois vouloir tuer les chaînes privées, son souci étant au contraire qu'elles cessent toutes d'être « en vie » et soient finalement « ni poète, ni le porte-parole des corporations », qu'elles évitent le directeur de la 5 dans une interview au *Monde*. M^{me} Tasca affirme cependant qu'il faut « trouver une juste équilibre entre la logique industrielle et commerciale des chaînes privées et une ambition culturelle

que notre pays n'a pas encore mise au point ».

Rappelant, par ailleurs, que les quotas ne s'appliquent qu'aux seules émissions de fiction, le ministre admet que « toute chaîne qui choisit de fonder son programme principalement sur la fiction serait en difficulté » et constate que la 5 et M6 se sont « contentées pour l'essentiel d'être des robinets à fiction » : « Il faut rappeler qu'il s'agissait dans les contrats de départ de bâtir en France des télévisions privées généralistes ». Interrogé sur la visite supposée de M. Robert Harsaut à M. Mitterrand, M^{me} Tasca estime « normal dans une démocratie que le président de la République reçoive les grands acteurs de la vie nationale ». « Est-ce que cela signifie que tout se traite à ce niveau ? Bien entendu, non », affirme-t-elle.

« Nouvelle amende pour la 5. — La CSA a décidé d'infliger à la 5 une amende de 4 millions de francs pour avoir effectué quatre coupures publicitaires dans un film — *Chasseur de gang* — diffusé en janvier dernier, et considéré par la Conseil comme un film de cinéma. La 5 avait appliqué ce programme le régime d'un téléfilm, susceptible de plusieurs interruptions, alors que la réglementation concernait les films de cinéma inter-dit plus d'une coupure publicitaire. Une hausse qui n'a désormais plus cours, puisque, depuis le 1^{er} juillet, toutes les œuvres de fiction sont régies sur le régime des films de cinéma.

« Hausse de 16,5 % du chiffre d'affaires de Canal Plus au premier semestre. — Avec une hausse de 16,5 % pour le premier semestre 1989 par rapport à la même période de 1988, le chiffre d'affaires de Canal Plus s'élève à 2,4 milliards de francs contre 2,1 milliards de francs l'année précédente. Une croissance nette de 90 000 abonnés depuis le 1^{er} janvier de cette année porte leur nombre total à 2 866 000. Selon Canal Plus, cette « bonne progression » devrait permettre d'atteindre les objectifs fixés pour cette année, soit une augmentation de l'ordre de 13 %.

La compagnie de disques Polygram rachète l'indépendant Island Records

La maison de disques Polygram, filiale du groupe néerlandais Philips, a annoncé, mardi 1^{er} août à Londres, le rachat d'Island Records, l'une des premières compagnies indépendantes dans le monde. Une transaction d'un coût estimé à 300 millions de dollars (1,9 milliard de francs) qui renforce la position de géant de Polygram sur le marché de disques en lui ouvrant un catalogue de choix dans le domaine du rock, de la soul music et du reggae et qui marque une nouvelle étape dans le mouvement de concentration qui touche l'industrie musicale du disque depuis quelques années.

De Pavarotti à Bob Marley

Convaincu par tous les géants de l'industrie du disque — par ordre décroissant : CBS, Warner, Polygram, BMG, Thorn-EMI — Island Records a donc cédé à la séduction de l'un d'entre eux, leader en matière de musique classique (Pavarotti, Jany Norman, Leonard Bernstein, etc.), et abandonné son statut d'indépendant original et talentueux. Une évolution sans doute fatale pour une société qui pour son directeur et fondateur Chris Blackwell, était à la fois « trop grande pour être petite et trop petite pour être grande ». Et une acquisition pressentie pour Polygram qui consolide ainsi sa troisième position sur le marché international du disque dans une conjoncture particulièrement mouvementée.

Un mouvement de concentration est en effet en cours, marqué depuis trois ans par de nombreux rachats. En 1987, l'éditeur ouest-allemand Bertelsmann a mené la danse en s'emparant, pour 300 millions de dollars, de 50 % de RCA. En 1987, le japonais Sony achetait CBS disques pour 2 milliards de dollars. MCA prenait, l'année suivante, pour 61 millions de dollars, le contrôle du fameux label Motown. Enfin, au

début de 1989, Capitol EMI rachète 50 % de Chrysalis pour 77 millions de dollars. Une vague qui, après la vente d'Island, ne laisse plus sur le marché que deux grosses compagnies indépendantes — Geffen, distribuée par Warner, et A & M, distribuée par BMG — lesquelles, établies à Los Angeles, démentent, par ailleurs, toute intention d'alliance.

Les représentants de Polygram et d'Island affichent en tout cas un bel optimisme et une large satisfaction. La société, qui conservera son autonomie de gestion et de choix artistiques, est, il est vrai, de nombreux atouts. D'abord son catalogue (Robert Palmer, Grace Jones, Brian Ferry, etc.), puis sa formidable réputation de découvreur de talents. Sans compter son contrat avec le groupe rock U2, champion des hit-parades, dont l'album *The Joshua Tree* s'est vendu, en 1987, à plus de 12 millions d'exemplaires. Une mine pour Polygram, dont l'« écurie » de rock comprend déjà Elton John et Dire Straits, mais dont la réputation vient surtout de ses labels classiques.

ARNICK COJEAN.

Blackwell, le Jamaïcain

La fin d'une époque ? Sans doute, et à coup sûr celle d'une aventure musicale et humaine digne d'être éternisée, à la fois défricheur et pionnier, fou de musique — jazz, reggae, rythm and blues — et sans doute les de faire face, en solitaire, aux assauts des géants du moment.

Né à Londres, un peu avant la guerre, d'un père irlandais et d'une mère issue d'une de ces vieilles familles de Jamaïque ayant fait fortune dans le commerce du sucre, du rhum et de la noix de coco, c'est aux Caraïbes que Chris Blackwell, aujourd'hui âgé de cinquante-deux ans, a passé son enfance. Et c'est encore aux Caraïbes qu'après une scolarité en Angleterre et un séjour à New-York, où il a rencontré Miles Davis, il est retourné spontanément.

Des métiers d'appoint et diverses rencontres dans le monde du jazz l'amènent d'abord à enregistrer un premier groupe sous son propre label, baptisé Island (fil) sous l'influence du romancier Aldous Huxley dans le sud. Il survit tout juste dans ce nouveau métier d'éditeur de disques et, après avoir affronté d'autres petits labels présents sur l'île, il décide de rejoindre Londres pour les représenter. On est en 1962, Island est lancé.

Certes, l'entreprise est modeste. Le maison de Blackwell

est aussi son bureau, et son stock tient dans le coffre de sa Mini-Cooper qu'il utilise pour aller lui-même approvisionner les magasins. Mais son nom est déjà synonyme des meilleurs disques de dance jamaïcaine. Le tube de Miles Small en 1964 — *My Boy Lollipop* — va le propulser dans le business de la musique pop.

Il découvre le groupe Spencer Davis et Steve Winwood. Le label, d'ailleurs, ne cesse de prendre de l'ampleur, clinche à tour de bras, encourage l'originalité musicale des groupes et prend une place à part dans la musique anglaise. Les choix de Blackwell se révèlent payants : Emerson, Lake and Palmer, Fairport Convention, Car Stevens... Puis, dans les années 70, Robert Palmer et Brian Ferry.

Blackwell n'en oublie pas son âme, ses couleurs et ses rythmes : il se noue d'amitié avec Bob Marley, signe avec Jimmy Cliff et contribue pour beaucoup à donner au reggae un rayonnement mondial. Enfin, il accueille Tom Waits et découvre U2, assurément le gros lot. Le magazine *Rolling Stone* le désigne comme « peut-être le personnage le plus créatif de l'univers du rock ». Mais Island chez Polygram peut-il garder son âme ?

A. Co.

هكذا من الأصل

Le dossier des chaînes de télévision et des médias. Les chaînes de télévision ont été accusées de diffuser des programmes de qualité médiocre. Le dossier porte sur les quotas de diffusion et les obligations des chaînes de télévision.

de disques
pendant Island Reem

Le dossier des disques. Les disques de musique ont été accusés de diffuser des programmes de qualité médiocre. Le dossier porte sur les quotas de diffusion et les obligations des chaînes de télévision.

au à la

Le dossier des programmes. Les programmes de télévision ont été accusés de diffuser des programmes de qualité médiocre. Le dossier porte sur les quotas de diffusion et les obligations des chaînes de télévision.

au à la

Le dossier des programmes. Les programmes de télévision ont été accusés de diffuser des programmes de qualité médiocre. Le dossier porte sur les quotas de diffusion et les obligations des chaînes de télévision.

au à la

Le dossier des programmes. Les programmes de télévision ont été accusés de diffuser des programmes de qualité médiocre. Le dossier porte sur les quotas de diffusion et les obligations des chaînes de télévision.

au à la

Le dossier des programmes. Les programmes de télévision ont été accusés de diffuser des programmes de qualité médiocre. Le dossier porte sur les quotas de diffusion et les obligations des chaînes de télévision.

au à la

Le dossier des programmes. Les programmes de télévision ont été accusés de diffuser des programmes de qualité médiocre. Le dossier porte sur les quotas de diffusion et les obligations des chaînes de télévision.

au à la

Le dossier des programmes. Les programmes de télévision ont été accusés de diffuser des programmes de qualité médiocre. Le dossier porte sur les quotas de diffusion et les obligations des chaînes de télévision.

au à la

Le dossier des programmes. Les programmes de télévision ont été accusés de diffuser des programmes de qualité médiocre. Le dossier porte sur les quotas de diffusion et les obligations des chaînes de télévision.

au à la

Le dossier des programmes. Les programmes de télévision ont été accusés de diffuser des programmes de qualité médiocre. Le dossier porte sur les quotas de diffusion et les obligations des chaînes de télévision.

au à la

Le dossier des programmes. Les programmes de télévision ont été accusés de diffuser des programmes de qualité médiocre. Le dossier porte sur les quotas de diffusion et les obligations des chaînes de télévision.

expositions

Centre Georges Pompidou

Place Georges-Pompidou (42-77-13-33). T.L.J. et mar. de 10 h à 22 h, sam. dim. et jours fériés de 10 h à 22 h.

Musée d'Orsay

Quai Anatole-France (40-49-48-14). T.L.J. et mar. de 9 h à 21 h, sam. dim. et jours fériés de 9 h à 17 h.

Palais du Louvre

Entrée par la pyramide (40-20-31-31). T.L.J. et mar. de 10 h à 17 h.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris

11, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.L.J. et mar. de 10 h à 17 h, sam. dim. et jours fériés de 10 h à 17 h.

Musées

1789 - LE PATRIMOINE LIBRE. Bibliothèque Nationale, galerie Mazarin, 58, rue de Richelieu (47-03-81-25). T.L.J. et mar. de 10 h à 18 h.

Grand Palais

Des envois de Jacques-Louis David. Musée de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.L.J. et mar. de 10 h à 17 h.

Musées

1789 - LE PATRIMOINE LIBRE. Bibliothèque Nationale, galerie Mazarin, 58, rue de Richelieu (47-03-81-25). T.L.J. et mar. de 10 h à 18 h.

Grand Palais

Des envois de Jacques-Louis David. Musée de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.L.J. et mar. de 10 h à 17 h.

Musées

1789 - LE PATRIMOINE LIBRE. Bibliothèque Nationale, galerie Mazarin, 58, rue de Richelieu (47-03-81-25). T.L.J. et mar. de 10 h à 18 h.

Grand Palais

Des envois de Jacques-Louis David. Musée de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.L.J. et mar. de 10 h à 17 h.

Musées

1789 - LE PATRIMOINE LIBRE. Bibliothèque Nationale, galerie Mazarin, 58, rue de Richelieu (47-03-81-25). T.L.J. et mar. de 10 h à 18 h.

Centre Georges Pompidou

Place Georges-Pompidou (42-77-13-33). T.L.J. et mar. de 10 h à 22 h, sam. dim. et jours fériés de 10 h à 22 h.

Musée d'Orsay

Quai Anatole-France (40-49-48-14). T.L.J. et mar. de 9 h à 21 h, sam. dim. et jours fériés de 9 h à 17 h.

Palais du Louvre

Entrée par la pyramide (40-20-31-31). T.L.J. et mar. de 10 h à 17 h.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris

11, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.L.J. et mar. de 10 h à 17 h, sam. dim. et jours fériés de 10 h à 17 h.

Musées

1789 - LE PATRIMOINE LIBRE. Bibliothèque Nationale, galerie Mazarin, 58, rue de Richelieu (47-03-81-25). T.L.J. et mar. de 10 h à 18 h.

Grand Palais

Des envois de Jacques-Louis David. Musée de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.L.J. et mar. de 10 h à 17 h.

Musées

1789 - LE PATRIMOINE LIBRE. Bibliothèque Nationale, galerie Mazarin, 58, rue de Richelieu (47-03-81-25). T.L.J. et mar. de 10 h à 18 h.

Grand Palais

Des envois de Jacques-Louis David. Musée de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.L.J. et mar. de 10 h à 17 h.

Musées

1789 - LE PATRIMOINE LIBRE. Bibliothèque Nationale, galerie Mazarin, 58, rue de Richelieu (47-03-81-25). T.L.J. et mar. de 10 h à 18 h.

Grand Palais

Des envois de Jacques-Louis David. Musée de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.L.J. et mar. de 10 h à 17 h.

Musées

1789 - LE PATRIMOINE LIBRE. Bibliothèque Nationale, galerie Mazarin, 58, rue de Richelieu (47-03-81-25). T.L.J. et mar. de 10 h à 18 h.

Spectacles

Jeudi 3 août

Centres culturels

1789 - LE PATRIMOINE LIBRE. Bibliothèque Nationale, galerie Mazarin, 58, rue de Richelieu (47-03-81-25). T.L.J. et mar. de 10 h à 18 h.

Centres culturels

1789 - LE PATRIMOINE LIBRE. Bibliothèque Nationale, galerie Mazarin, 58, rue de Richelieu (47-03-81-25). T.L.J. et mar. de 10 h à 18 h.

Centres culturels

1789 - LE PATRIMOINE LIBRE. Bibliothèque Nationale, galerie Mazarin, 58, rue de Richelieu (47-03-81-25). T.L.J. et mar. de 10 h à 18 h.

Centres culturels

1789 - LE PATRIMOINE LIBRE. Bibliothèque Nationale, galerie Mazarin, 58, rue de Richelieu (47-03-81-25). T.L.J. et mar. de 10 h à 18 h.

Centres culturels

1789 - LE PATRIMOINE LIBRE. Bibliothèque Nationale, galerie Mazarin, 58, rue de Richelieu (47-03-81-25). T.L.J. et mar. de 10 h à 18 h.

Centres culturels

1789 - LE PATRIMOINE LIBRE. Bibliothèque Nationale, galerie Mazarin, 58, rue de Richelieu (47-03-81-25). T.L.J. et mar. de 10 h à 18 h.

Centres culturels

1789 - LE PATRIMOINE LIBRE. Bibliothèque Nationale, galerie Mazarin, 58, rue de Richelieu (47-03-81-25). T.L.J. et mar. de 10 h à 18 h.

Centres culturels

1789 - LE PATRIMOINE LIBRE. Bibliothèque Nationale, galerie Mazarin, 58, rue de Richelieu (47-03-81-25). T.L.J. et mar. de 10 h à 18 h.

Centres culturels

1789 - LE PATRIMOINE LIBRE. Bibliothèque Nationale, galerie Mazarin, 58, rue de Richelieu (47-03-81-25). T.L.J. et mar. de 10 h à 18 h.

Centres culturels

1789 - LE PATRIMOINE LIBRE. Bibliothèque Nationale, galerie Mazarin, 58, rue de Richelieu (47-03-81-25). T.L.J. et mar. de 10 h à 18 h.

Centres culturels

1789 - LE PATRIMOINE LIBRE. Bibliothèque Nationale, galerie Mazarin, 58, rue de Richelieu (47-03-81-25). T.L.J. et mar. de 10 h à 18 h.

Spectacles

Jeudi 3 août

Centres culturels

1789 - LE PATRIMOINE LIBRE. Bibliothèque Nationale, galerie Mazarin, 58, rue de Richelieu (47-03-81-25). T.L.J. et mar. de 10 h à 18 h.

Centres culturels

1789 - LE PATRIMOINE LIBRE. Bibliothèque Nationale, galerie Mazarin, 58, rue de Richelieu (47-03-81-25). T.L.J. et mar. de 10 h à 18 h.

Centres culturels

1789 - LE PATRIMOINE LIBRE. Bibliothèque Nationale, galerie Mazarin, 58, rue de Richelieu (47-03-81-25). T.L.J. et mar. de 10 h à 18 h.

Centres culturels

1789 - LE PATRIMOINE LIBRE. Bibliothèque Nationale, galerie Mazarin, 58, rue de Richelieu (47-03-81-25). T.L.J. et mar. de 10 h à 18 h.

Centres culturels

1789 - LE PATRIMOINE LIBRE. Bibliothèque Nationale, galerie Mazarin, 58, rue de Richelieu (47-03-81-25). T.L.J. et mar. de 10 h à 18 h.

Centres culturels

1789 - LE PATRIMOINE LIBRE. Bibliothèque Nationale, galerie Mazarin, 58, rue de Richelieu (47-03-81-25). T.L.J. et mar. de 10 h à 18 h.

Centres culturels

1789 - LE PATRIMOINE LIBRE. Bibliothèque Nationale, galerie Mazarin, 58, rue de Richelieu (47-03-81-25). T.L.J. et mar. de 10 h à 18 h.

Centres culturels

1789 - LE PATRIMOINE LIBRE. Bibliothèque Nationale, galerie Mazarin, 58, rue de Richelieu (47-03-81-25). T.L.J. et mar. de 10 h à 18 h.

Centres culturels

1789 - LE PATRIMOINE LIBRE. Bibliothèque Nationale, galerie Mazarin, 58, rue de Richelieu (47-03-81-25). T.L.J. et mar. de 10 h à 18 h.

Centres culturels

1789 - LE PATRIMOINE LIBRE. Bibliothèque Nationale, galerie Mazarin, 58, rue de Richelieu (47-03-81-25). T.L.J. et mar. de 10 h à 18 h.

Centres culturels

1789 - LE PATRIMOINE LIBRE. Bibliothèque Nationale, galerie Mazarin, 58, rue de Richelieu (47-03-81-25). T.L.J. et mar. de 10 h à 18 h.

Spectacles

Jeudi 3 août

Centres culturels

1789 - LE PATRIMOINE LIBRE. Bibliothèque Nationale, galerie Mazarin, 58, rue de Richelieu (47-03-81-25). T.L.J. et mar. de 10 h à 18 h.

Centres culturels

1789 - LE PATRIMOINE LIBRE. Bibliothèque Nationale, galerie Mazarin, 58, rue de Richelieu (47-03-81-25). T.L.J. et mar. de 10 h à 18 h.

Centres culturels

1789 - LE PATRIMOINE LIBRE. Bibliothèque Nationale, galerie Mazarin, 58, rue de Richelieu (47-03-81-25). T.L.J. et mar. de 10 h à 18 h.

Centres culturels

1789 - LE PATRIMOINE LIBRE. Bibliothèque Nationale, galerie Mazarin, 58, rue de Richelieu (47-03-81-25). T.L.J. et mar. de 10 h à 18 h.

Centres culturels

1789 - LE PATRIMOINE LIBRE. Bibliothèque Nationale, galerie Mazarin, 58, rue de Richelieu (47-03-81-25). T.L.J. et mar. de 10 h à 18 h.

Centres culturels

1789 - LE PATRIMOINE LIBRE. Bibliothèque Nationale, galerie Mazarin, 58, rue de Richelieu (47-03-81-25). T.L.J. et mar. de 10 h à 18 h.

Centres culturels

1789 - LE PATRIMOINE LIBRE. Bibliothèque Nationale, galerie Mazarin, 58, rue de Richelieu (47-03-81-25). T.L.J. et mar. de 10 h à 18 h.

Centres culturels

1789 - LE PATRIMOINE LIBRE. Bibliothèque Nationale, galerie Mazarin, 58, rue de Richelieu (47-03-81-25). T.L.J. et mar. de 10 h à 18 h.

Centres culturels

1789 - LE PATRIMOINE LIBRE. Bibliothèque Nationale, galerie Mazarin, 58, rue de Richelieu (47-03-81-25). T.L.J. et mar. de 10 h à 18 h.

Centres culturels

1789 - LE PATRIMOINE LIBRE. Bibliothèque Nationale, galerie Mazarin, 58, rue de Richelieu (47-03-81-25). T.L.J. et mar. de 10 h à 18 h.

Centres culturels

1789 - LE PATRIMOINE LIBRE. Bibliothèque Nationale, galerie Mazarin, 58, rue de Richelieu (47-03-81-25). T.L.J. et mar. de 10 h à 18 h.

Le Monde

ABONNEMENTS VACANCES

VOUS N'ÊTES PAS ABONNÉ : Renvoyez-nous le bulletin ci-dessous, accompagné de votre règlement par chèque ou par Carte bleue.

VOUS ÊTES DÉJÀ ABONNÉ : Vous n'avez aucun supplément à payer pour que le Monde vous suive en vacances, partout. France métropolitaine. Renvoyez-nous simplement le bulletin ci-dessous sans oublier de joindre votre bande.

DURÉE	FRANCE	ÉTRANGER (voir note)
2 semaines	80 F	150 F
3 semaines	120 F	210 F
1 mois	180 F	260 F
2 mois	360 F	480 F
3 mois	540 F	700 F

* TARIF PAR AVION, NOUS CONTACTER À (1) 42-47-98-72

« LE MONDE » ABONNEMENTS
BP 50709, 75422 PARIS CEDEX 09

Attention : la mise en place de votre abonnement vacances nécessite un délai de 10 jours.

● VOTRE ABONNEMENT VACANCES : DURÉE

du _____ au _____

● VOTRE ADRESSE DE VACANCES :

NOM _____ PRÉNOM _____

N° _____ RUE _____

CODE POSTAL _____ VILLE _____

PAYS _____

● VOTRE RÉGLEMENT : ☐ CHÈQUE JOINT

● VOTRE NUMÉRO D'ABONNÉ (si vous êtes déjà abonné)

Sur minitel 36 15 LEMONDE, code ABO

سكنا من لاند

Économie

SOMMAIRE

M. Michel Rocard entend s'attaquer aux obstacles qui freinent le développement de l'intéressement dans le secteur public (lire ci-dessous).

Le partage de la croissance dans les années de crise s'est fait alternativement au profit des ménages et au profit des entreprises (lire ci-dessous).

Les bonnes performances de l'économie irlandaise sont soulignées par l'OCDE (lire page 21).

S'inquiétant des obstacles qui en freinent le développement

M. Rocard souhaite encourager l'intéressement dans le secteur public

M. Michel Rocard souhaite que les entreprises publiques aient de plus en plus recours à l'intéressement. Dans une lettre adressée, le 23 juillet, aux maires et aux chefs d'entreprises publiques, le premier ministre indique que, dès le début du mois de septembre — au moment où il tiendra « la traditionnelle réunion de rentrée » avec les partenaires sociaux, — il diffusera « une circulaire définissant les principes de l'intéressement dans le secteur public » (le Monde du 2 août). Cette préoccupation apparaît d'autant plus opportune que c'est en particulier sur les rémunérations que l'on s'attend généralement à des turbulences sociales à l'automne...

La moyenne de baisse des trois années précédentes. Mais des vertus subsistent qui empêchent un réel développement de l'intéressement dans le secteur public. C'est à ceux-ci que M. Rocard, qui avait annoncé ses intentions le 18 juillet, veut s'attaquer. Dans une lettre du 23 juillet, il juge « important qu'une partie de la rémunération, l'intéressement, soit liée aux performances de l'entreprise ». « La salaire de base, ajoutée, ne constitue qu'un volet, certes essentiel, de la politique de rémunération ». C'est dans le cadre de l'effort de modernisation qu'il a entrepris, en privilégiant d'abord la fonction publique, que le premier ministre veut faire « des procédures de négociation de l'intéressement l'un des premiers terrains d'expérimentation d'une plus grande autonomie » des entreprises publiques.

Agrément tacite

La circulaire en préparation devrait prévoir, pour l'essentiel, deux assouplissements. En premier lieu, elle devrait définir une « procédure d'agrément allégée ». Actuellement, les entreprises publiques qui veulent conclure un accord d'intéressement doivent le soumettre, en vue d'obtenir l'agrément préalable, à la commission interministérielle des salaires, expression de la tutelle de l'Etat sur les politiques salariales.

dans le secteur public. A l'avenir, le gouvernement envisage un simple agrément tacite. Si la Commission interministérielle des salaires ne se prononce pas dans un délai fixé, l'accord serait supposé accepté. Un assouplissement comparable a été prévu par l'ordonnance du 21 octobre 1986 pour les entreprises privées.

En second lieu, a précisé M. Rocard, la circulaire définira « les conditions particulières permettant aux entreprises déficitaires d'associer leurs salariés aux fruits des efforts entrepris en soumettant notamment cet exercice à la condition d'un redressement progressif de la situation de l'entreprise ». On peut aussi imaginer que, dans une entreprise handicapée par un déficit structurel, le travail des salariés ait permis de dégager des gains appréciables de productivité que l'intéressement pourrait alors « récompenser ».

Si M. Rocard est pressé de relancer l'intéressement dans le secteur public, il entend, en revanche, se méfier de l'usage de l'intéressement pour l'expansion de l'entreprise. En 1988, qu'a fait apparaître un récent rapport du ministère du travail (le Monde du 13 juillet). A la fin 1988, près de 4 600 accords étaient en cours d'application, 984 811 salariés étant concernés. Le montant de l'intéressement individuel moyen s'élevait à 4 662 F en

1988, le montant global des primes distribuées étant estimé entre 4 et 5 milliards de francs. Les syndicats redoutent, malgré la circulaire du 6 décembre 1988, qui interdit une telle possibilité, que l'intéressement ne se substitue aux augmentations salariales.

Dans l'entourage du premier ministre, on relativise de telles craintes en faisant observer que si l'expansion de l'intéressement apparaît si importante, c'est qu'on était parti de très bas (255 000 salariés concernés en 1983 au titre de l'ordonnance de 1959). Mais M. Jean-Pierre Soisson a accueilli plutôt favorablement une proposition du rapport de M. Jean Bernard, président de la CFTC, adopté par le Conseil économique et social. Le rapport Bernard prévoyait un retour au système antérieur à 1986, obligeant les entreprises mettant en place l'intéressement à satisfaire au préalable d'un accord de salaire ou à appliquer un accord de branche. Plusieurs confédérations, dont la CFTC, avaient déjà fait des propositions dans le même sens.

Les craintes de FO

Mais la nouveauté est venue de FO, traditionnellement hostile au principe même de l'intéressement, même si elle a signé plusieurs accords d'entreprise. Dans une lettre adressée le 19 juillet à M. Rocard, M. Marc Blondel déclare craindre que les nouvelles orientations sur l'intéressement ne « tendent à généraliser un substitut aux rémunérations lourdes de conséquences, notamment quant à l'évasion des cotisations sociales et qui, par effet d'entraînement dans le secteur privé, pourrait nous ramener à un salaire dissimulé, sinon clandestin ». « On ne peut à la fois prétendre à l'équilibre du régime de sécurité sociale, ajoutait le secrétaire général de FO dans un communiqué, et encourager l'évasion des cotisations sociales ».

Actuellement, le montant global des primes d'intéressement, exonérées de cotisations sociales, distribuées aux salariés, ne peut dépasser 20 % du total des salaires bruts versés au personnel entrant dans le champ d'application de l'accord. Au-delà de 20 %, l'excédent doit être soumis aux cotisations sociales. En montant au créneau de l'intéressement, M. Blondel laisse entendre qu'il pourrait adoucir son opposition de principe si, de leur côté, les pouvoirs publics modifient les règles du jeu.

On retrouve là, en pointillé, le prétexte de l'accord salarial et surtout l'idée d'éviter que les primes d'intéressement (qui représentaient en moyenne l'équivalent de 4,1 % de la masse salariale en 1988) n'échappent totalement aux cotisations sociales. Comment ? L'hypothèse maximale consisterait à soumettre la totalité de la prime d'intéressement à cotisations sociales. L'hypothèse minimale conduisant à abaisser la barre des 20 % (jusqu'à 10 % ?). Le rapport Bernard envisageait aussi un prélèvement de solidarité au profit des chômeurs... De telles idées ont quelque écho aux ministères de la solidarité et de l'économie, mais ne percent pas encore les murs de l'hôtel Matignon.

MICHEL NOBLECOURT.

Des mesures pour les femmes dans le plan emploi du gouvernement ? — M^{me} Michèle André, secrétaire d'Etat chargée des droits de la femme, a indiqué le 2 août qu'elle était intervenue auprès de M. Soisson « pour que la question de l'emploi et du chômage des femmes soit prise en compte dans le plan emploi que le gouvernement va mettre en place à l'automne ». S'inquiétant des résultats de l'enquête de l'INSEE selon laquelle la reprise économique ne profite pas aux femmes (le Monde du 3 août), M^{me} André veut « favoriser l'insertion et la promotion des femmes » en donnant la priorité à la formation et à l'orientation des « écoles » pour une véritable diversification des qualifications.

Une étude du CERC

Le difficile partage de la croissance dans les années de crise

Quel a été le partage de la croissance depuis la crise, c'est-à-dire depuis le début des années 70 ? La question est d'importance, car c'est à travers elle que l'on perçoit « combien fatigante et difficile l'adaptation aux conditions nouvelles de la crise », indique le CERC (Centre d'études des revenus et des coûts) dans une note publiée en juin.

L'année 1982 forme charnière. Avant cette date, on voit les revenus d'activité (rémunération des salariés, y compris l'ensemble des cotisations sociales, et revenus des non-salariés) progresser au détriment des revenus nets du capital (1). La situation s'inverse par la suite, la part des revenus d'activité tombant finalement en-dessous du niveau de 1973 : 70 % en 1988, contre 73,2 % en 1973, après être passé à 75,9 % en 1982.

Le phénomène était connu. Il se lisait à travers le partage de la valeur ajoutée dans les entreprises. Ce solde du compte de production va pour les deux tiers environ à la rémunération des salariés et pour un quart à l'excédent brut d'exploitation qui est, pour l'essentiel, la rémunération de l'entreprise. De 1973 à 1982, la part des salaires n'a cessé d'augmenter, mettant en difficulté des entreprises auxquelles il ne restait plus grand-chose pour accuser des coûts. Ce déséquilibre dans le partage de la valeur ajoutée ne tenait pas seulement aux hausses des rémunérations proprement dites, mais aussi à la réduction de la durée annuelle du travail et à l'augmentation des cotisations sociales (2).

L'analyse de la situation sur la période qui va de 1973 à 1982 montre bien que « les deux chocs pétroliers ont pris à contre-pied l'économie française, alors engagée dans un processus d'intense développement de ses capacités de production ». Ce que l'étude ne mentionne pas — ce n'était évidemment pas son objet, — c'est le manque de clairvoyance, voire de courage, de la part des pouvoirs publics et du patronat, qui a abouti à faire payer la crise aux entreprises tout en épargnant les ménages. « Le renchérissement du coût du travail, indique le CERC, a incité les entreprises à rechercher une substitution accrue de capital au travail ; les investissements dits

de productivité se sont trouvés privilégiés au détriment des investissements de capacité et de l'emploi ».

Ce n'est qu'à partir de juin 1982 que s'est amorcée la reprise en main. En mars 1983, le plan de rigueur lancé par MM. Mauroy et Delors permit en fin de redonner aux entreprises les moyens de se désendetter et d'investir. Certes, comme le souligne encore l'étude du CERC, « la difficile processus de restructuration qui s'est opéré à ce moment a, dans un premier temps, affecté sous de multiples formes l'investissement et l'emploi ; mais il a contribué en même temps, en amorçant le retour à une meilleure rentabilité, à créer progressivement les conditions d'une croissance nouvelle ».

Depuis 1986, l'augmentation du volume de capital semble correspondre à un accroissement de la capacité de production. Ce retour vers un meilleur équilibre s'est effectué, il est vrai, grâce à un nouveau déséquilibre, la croissance ayant servi, « pour sa plus grande part, à améliorer la rémunération du capital tandis que celle du travail demeurait stationnaire (du moins avant la répartition des surplus de revenus engendrés par la baisse du prix du pétrole) ».

Les auteurs achevant leur étude sur une note particulièrement optimiste en supposant qu'« à l'issue de cette dernière période soient en passe d'être trouvées, en termes de rémunération et non plus seulement d'emploi des facteurs de production, les conditions d'une croissance relativement harmonieuse ». Devrait s'y ajouter, à leur dire, un allongement de la durée d'utilisation du potentiel productif, un développement des investissements immatériels, une meilleure valorisation des capacités de la population au travail ainsi qu'une adaptation constante de l'appareil productif aux attentes des consommateurs. Tout le problème du moment est bien là en effet.

FRANÇOIS SIMON.

(1) La rémunération du capital comprend à la fois les revenus de la propriété perçus par les ménages et les profits non distribués des sociétés.

(2) Les cotisations sociales des employés représentaient 13,7 % de la valeur ajoutée en 1972 et 17,8 % en 1982.

* Yves Chassard et Guy Neyret, Notes et graphiques du CERC, n° 8, juin 1989, 3, boulevard de Latour-Maubourg, 75007 Paris.

Après les propositions de M. Jacques Delors

Les ministres de la CEE évoqueront, le 9 septembre, le démarrage de l'union monétaire européenne

BRUXELLES
de notre correspondant

An cours de la dernière réunion de la Commission européenne avant les vacances, M. Jacques Delors a présenté, mercredi 2 août, à Bruxelles, l'échéancier de la mise en œuvre des résolutions du sommet de Madrid concernant le lancement de la première étape de l'union monétaire européenne. Celle-ci devrait entrer en vigueur le 1^{er} juillet 1990.

Deux objectifs majeurs doivent être réalisés à partir de cette date : l'entrée de toutes les devises de la CEE, donc également la livre sterling, l'escudo et la drachme, dans les mécanismes de change du système monétaire européen, ainsi que la convergence des politiques monétaires et économiques. A ce sujet, deux textes existent déjà : l'un de 1964 sur la création du Comité des gouverneurs des banques centrales ; l'autre de 1974 sur la convergence

des politiques économiques. Ce sont ces deux textes qu'il s'agit de muscler pour atteindre les objectifs, en octroyant aux deux comités des pouvoirs renforcés en matière de fixation d'indicateurs et de recommandations de politiques. La Commission européenne fera état de ses réflexions à ce sujet les 9 et 10 septembre à Antibes, lors de la réunion informelle des ministres des finances des Douze. Elle fera ensuite des propositions en bonne et due forme qui seront examinées en octobre.

Le projet d'union monétaire européenne a été adopté le 27 juin à l'issue du conseil européen de Madrid. Il ne fixe pas d'échéancier pour l'entrée en vigueur des deuxième et troisième phases, au terme desquelles la CEE devrait être dotée d'un système européen de banques centrales et d'une monnaie commune.

J.-A. F.

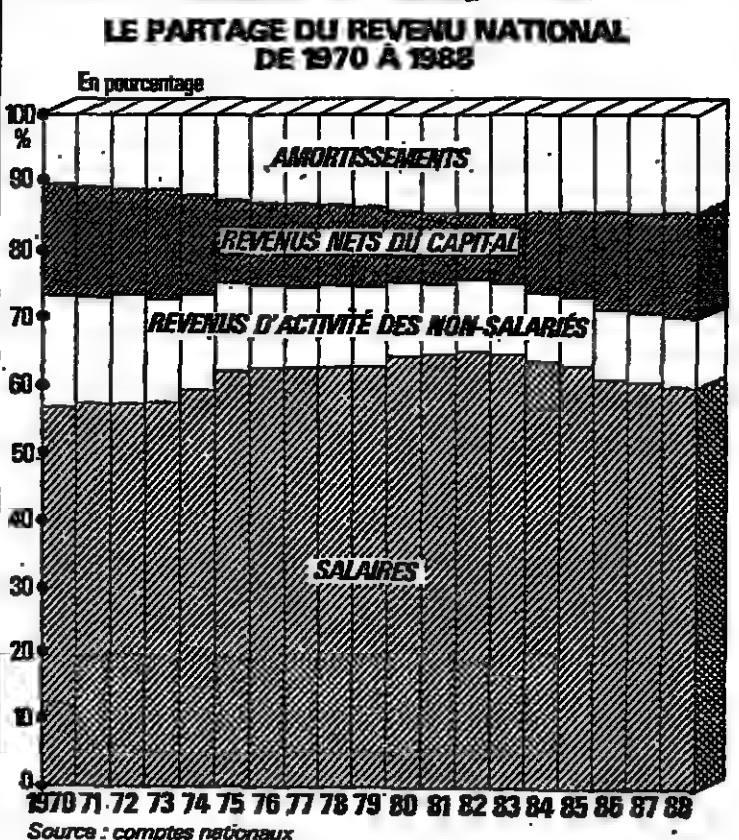
INSOLITES

Le crématorium se défend...

Les propriétaires du crématorium de Bruges ont affirmé, dernièrement, avoir reçu une offre d'achat du groupe Suez. C'est pour défendre « l'indépendance du secteur funéraire belge » contre les appétits du groupe français, qui contrôle déjà un tiers de l'économie belge au travers la Société générale de Belgique (SGB), que la société Crematandria a rejeté ces propositions, a ajouté M. Filip Soete, directeur général. A Paris, les Pompes funèbres générales, sous filiale du groupe Suez, ont reconnu avoir eu, il y a huit ou neuf mois, des « contacts sans suite » avec la société.

La crémation est un secteur « en pleine croissance en Belgique » (+ 10 % par an), a assuré le directeur de Crematandria, ajoutant qu'il envisageait d'ouvrir deux autres crématoriums à Mons et à Hasselt. Depuis son ouverture en mars 1988, le crématorium de Bruges a effectué deux mille cinq cents crémations pour un chiffre d'affaires de 20 millions de francs belges (3,24 millions de francs français).

J.-A. F.



REPÈRES

Investissements

L'attrait du Portugal

Les investissements directs étrangers au Portugal sont en plein boom. S'élevant à 110 milliards d'escudos (environ 4,3 milliards de francs) au premier semestre 1989, ils ont plus que doublé par rapport à la même période de l'année précédente, selon les chiffres officiels rendus publics mercredi 2 août.

La Grande-Bretagne demeure le premier investisseur étranger au Portugal (40 milliards d'escudos) devant l'Espagne (12 milliards d'escudos).

Production industrielle

Reprise de la hausse en RFA en juin.

Après son recul de 4,6 % (pourcentage révisé) en mai, la production industrielle de la RFA (y compris énergie, bâtiment et mines) a augmenté de 2,3 % en juin, a indiqué le ministère de l'économie, sur la base de statistiques provisoires corrigées des variations saisonnières. L'indice de la production industrielle s'est établi à 109,1 en juin (base 100 en 1985), après 100,6 en mai. La production industrielle n'a augmenté que de 2,2 % en juin, car la croissance a été tirée par les secteurs du bâtiment (+ 4,4 %) et de l'énergie (+ 5,6 %).

Le Monde L'IMMOBILIER

REPRODUCTION INTERDITE

appartements ventes
14^e arr^t
EXPERTISE GRATUITE
Eude Duvernet 48-41-11-00

15^e arr^t
Boulevard, duplex, prêt 2-3 p.
Ch. Quid. Pr. 990 000 F.
Tel. 45-88-75-81 (soir).

ACHETE COMPTANT IMMEUBLES
maître d'œuvre
M. Brunet - 45-41-11-00.

appartements achats
Recherche APPARTS
toutes surfaces
Immo Mondial 45-52-01-82

locations non meublées offres
Région parisienne
SAINT-CLOUD HIPPODROME
Pât Compagnie assurances
SITUATION EXCEPTIONNELLE
100 APPTS NEUFS
du 2 au 6 pièces
habitat de 11 à 18 h tous
les jours, même le dim.
2-4, rue Franche-Comtoise
CINE - 43-20-28-28

bureaux
Locations
VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
Contribution de sociétés
et services : 43-55-17-50.

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
Contribution de sociétés
et services : 43-55-17-50.

fonds de commerce
Ventes
AUTO-EGOLE, ville
100 000 lab.
3 monteurs 1/2 Perm A
AL et B. P. 11
Autos connexes, pièces
Branche Pr. 450 000 F.
Tel. 45-55-55-40 le soir

Capitaux propositions commerciales
Recherche personnes physiques ou directeurs de banque
Projets rapides multiples
sur bases profit équilibré
6, Turb 42-25-94-14 Paris

propositions diverses
Eudisme californienne ch.
chambre dans une famille
pour 9 mois min. soit
court.
Cours d'anglais ou baby-sitting.
Échange avec étudiant
français souhaitant travailler
en Grande-Bretagne.
45-55-31-82 bur. 4371.
ou 39-70-76-96. domicile.

automobiles
ventes
de 5 à 7 CV.
Volvo 480 turbo, acc. 93,
modèle 89, gris anthracite
mécanisme, intérieur cuir noir,
franc ABS, autoradio, vitres
électriques, serrures dé-
crochetage, direction assistée,
1^{er} main, 28 000 km.
Pr. 125 000 F.
Tel. 45-45-15-92, rap.

Économie

AFFAIRES

Deux accords sous conditions dans l'industrie européenne

- GEC et Siemens pourront acheter Plessey
- La fusion Daimler-MBB reste controversée

En vert sous conditions. A quelques heures d'intervalle, les deux plus gros industriels allemands, Daimler-Benz et Siemens, ont obtenu un verdict favorable sur deux opérations de rachat spécialement importantes pour eux. Dans les deux cas, le verdict est au cœur du débat. Dans les deux cas, les dossiers ouverts à l'autisme dernier traitent en long et en large. Dans les deux cas, les acheteurs sont mis sous surveillance.

Les similitudes sont frappantes, même si les verdicts émis n'ont pas la même importance. Dans l'affaire Daimler-Benz, on attendait le jugement de la commission occidentale des monopoles - un organisme indépendant chargé de conseiller le gouvernement sur les questions relevant de la concurrence et n'ayant qu'un rôle consultatif - sur le projet de reprise de l'avionneur Messerschmitt-Bölkow-Blohm (MBB). Dans le dossier Siemens, la décision était plus lourde de conséquences puisque c'était le ministre britannique du Commerce et de l'Industrie qui devait se prononcer sur l'OPA lancée avec l'anglais GEC contre une autre entreprise de Sa Très Gracieuse Majesté, Plessey.

Daimler-Benz de la plus grosse banque du pays, la Deutschebank (actionnaire à 28 %). Nul doute que le débat a été passionné au sein de la commission : farouchement opposé à l'opération, qui se traduira par l'émersion d'un groupe pesant 80 milliards de deutschemarks (270 milliards de francs), le président de la commission, M. Ulrich Immenga, a démissionné. De son côté, Daimler a estimé que les conditions posées étaient inacceptables, car « contraires au projet qui a soigneusement été mis au point avec le gouvernement ». Le suspense durera encore quelques semaines puisqu'on attend pour septembre la décision finale du ministre de l'Économie, M. Helmut Haussmann.

Siemens, lui aussi, devra se soumettre à un certain nombre de conditions dans le secteur de la défense s'il veut poursuivre avec

GEC (General Electric) le raid qu'il a lancé en novembre contre Plessey. Là aussi, c'est un colosse allemand de 200 milliards de francs de chiffre d'affaires qui voit son projet passer au tamis du respect de la concurrence. Ce qui prouve, entre autres, que ces empires industriels énormes ont, finalement, de plus en plus de mal à se développer en Europe. Surtout si les intérêts stratégiques d'un pays sont concernés. Siemens et GEC devant donc faire des concessions dans le militaire s'ils veulent vraiment racheter Plessey en prenant des mesures afin de ne pas fausser la concurrence et préserver le secret d'une certaine recherche-développement. Après l'aval du ministre britannique du Commerce et de l'Industrie, ils disposent de vingt et un jours pour ajuster leur offre initiale de 18 milliards de francs.

F. V.

Irwin Jacobs relance son offre sur la firme de cosmétiques Avon

Le raid américain Irwin Jacobs vient de revenir à la charge pour acheter Avon, le numéro trois mondial des cosmétiques, dont il possède déjà 10,1 % du capital. Mardi 1^{er} août, dans une lettre envoyée à la firme, il se propose d'en acquérir les titres au prix unitaire de 41 dollars l'action, contre 39 dollars lors de sa première offre lancée en mai.

En cas de succès, l'homme d'affaires devra débours 2,02 milliards de dollars (12,7 milliards de francs) au minimum pour prendre possession de l'affaire - 2,8 milliards (17,6 milliards) en réalité si l'on inclut les actions préférentielles.

La direction d'Avon a indiqué qu'elle étudierait, jeudi 3 août, la proposition dans le cadre d'une réunion normale de son conseil. Toutefois, un porte-parole du groupe a d'ores et déjà rappelé que la firme n'est pas à vendre. M. Jacobs a indiqué qu'en cas de succès de son OPA il revendrait certaines filiales

d'Avon, notamment Giorgio Beverly Hills et Parfums Stern Inc, afin de réduire l'endettement induit par cette opération.

Il a également précisé qu'il pourrait obtenir le financement nécessaire, grâce à la Citicorp North America, pour financer cette acquisition. Il pourrait ainsi disposer de 3,6 milliards de dollars (22,6 milliards de francs) car aux 2,8 milliards de prix à payer s'ajouteraient le paiement des dettes de la firme, atteignant 1 milliard de dollars.

En mai le premier raid de M. Jacobs, associé à Amway - une firme de distribution de produits ménagers de porte à porte - avait échoué. Quelques jours plus tard le fabricant de produits de beauté américain Mary Kay Cosmetic tentait à son tour sa chance auprès d'Avon en proposant une fusion. La compagnie rejetait l'offre, affirmant qu'elle n'était pas à vendre.

L'américain Amax propose 2,4 milliards de dollars pour le rachat de Falconbridge

L'américain Amax, premier groupe métallurgique des États-Unis, a lancé le 2 août une offre publique d'achat sur le canadien Falconbridge, le deuxième producteur mondial de nickel, pour un montant de 2,4 milliards de dollars (15 milliards de francs). Le conseil d'administration de Falconbridge a approuvé cette offre faite au comptant. S'il n'acquiesce pas les deux tiers au moins des actions ordinaires en circulation, Amax a, cependant, précisé qu'il renoncera à son projet. Si l'offre est jugée « équitable et juste pour les actionnaires », par les dirigeants de Falconbridge, l'incertitude demeure sur le comportement qu'adoptera la firme canadienne Noranda, dont la participation dans le groupe minier est passée de 18 % à 24,2 % au cours des deux dernières années.

Dans l'hypothèse où Amax recevrait les deux tiers des actions qu'il convoite, il s'est engagé à proposer

une transaction visant l'acquisition de tous les titres non présentés.

Cette opération d'envergure lancée par le groupe américain illustre la bonne santé recouvrée de Amax, après plusieurs années de déboires. Touché de plein fouet par l'effondrement des prix des métaux au début de la décennie, le groupe avait entamé, en 1982, une cure d'austérité, qu'il intensifia en 1984 et en 1985, fermant ou vendant tout ce qui perdait de l'argent pour concentrer son activité sur quatre produits principaux : le molybdène, l'énergie, l'or et l'aluminium. L'effort fut payant, et Amax renoua avec les bénéfices en 1986 (14,3 millions de dollars, soit 90 millions de francs), après cinq années consécutives de pertes. En 1988, son résultat net s'élevait à 741 millions de dollars (4,6 milliards de francs) pour un chiffre d'affaires de 4,2 milliards de dollars (26,3 milliards de francs).

L'acquisition de Falconbridge permettrait à Amax de prendre une position significative dans le nickel et le ferromanganèse, mais, aussi, de conforter sa présence dans le secteur des métaux précieux (or, argent, platine, palladium). Le groupe minier déploie ses activités au Canada, en Norvège et en République dominicaine principalement.

E. F.

L'Islande suspendra la chasse à la baleine en 1990

La décision de l'Islande de suspendre en 1990 la chasse à la baleine ne vaut que pour un an, a indiqué le 2 août M. Herman Svienbjornson, conseiller auprès du ministre islandais des pêches. Cette décision sera reconduite pour les années suivantes en fonction des résultats de la réunion de la commission internationale de la chasse à la baleine (IWC) l'an prochain sur la situation des stocks de cétacés. L'organisation écologiste Greenpeace avait annoncé la veille que le gouvernement islandais avait décidé d'arrêter la chasse à la baleine en 1990 et, qu'en conséquence, elle mettrait fin au boycottage des produits de pêche islandais lancé en 1988 aux États-Unis, en RFA et en Grande-Bretagne. - (AFP.)

La COB enquête sur le titre Eurotunnel

La Commission des opérations de Bourse (COB) enquête « sur les mouvements inexplicables observés sur le titre Eurotunnel », indique-t-on, jeudi 3 août. L'enquête a été ouverte le 28 juillet dernier, à la suite de la brusque augmentation des échanges de titres, quelques jours avant l'annonce d'un succès du tunnel sous la Manche.

Les enquêteurs de la COB craignent que des détenteurs de titres Eurotunnel aient été avertis de l'alourdissement de la facture et en aient profité pour vendre leurs actions. Le titre Eurotunnel est tombé de 113 F le 18 juillet à 91 F le 25 juillet, avant de remonter à 96,30 F le 26 juillet. - (AFP, Reuter.)

le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par le Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

LE MONDE RURAL

Avec notamment des articles de :

Henri HALLET

Bernard THAUVAU

Envoyer 40 F (timbres à 2 F ou chèque) à :

APRÈS-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent,

75014 Paris, en spécifiant le dossier

demandé ou 180 F pour l'abonnement

annuel (80 % d'économie, qui donne

accès à l'envoi gratuit de ce numéro).

Le Simco

Le montant des loyers émis par la Société au cours des premier et deuxième trimestres de l'année 1989 est le suivant comparé à celui de 1988 :

1^{er} trimestre 87 651 239 F

2nd trimestre 85 749 848 F

1988

1989

173 401 087 F

192 980 444 F

Ces montants ne tiennent pas compte des indemnités compensatrices dues par l'Etat.

Nouvelle avancée de British Telecom aux États-Unis

L'opérateur britannique de télécommunications British Telecom (BT) rachète au constructeur aéronautique américain McDonnell Douglas ses intérêts dans les services à valeur ajoutée et la télématique. Le montant de la transaction est de 355 millions de dollars (2,25 milliards de francs). Flexon de l'affaire, le réseau d'échange de données français Tymnet est le numéro deux au États-Unis dans sa spécialité avec 30 % du marché. Mais l'activité rachetée par British Telecom détiendrait aussi 10 % du courrier électronique américain. Elle gère également des réseaux privés de données et des services d'autorisation de paiement pour cartes de crédit.

Cette acquisition montre l'intérêt porté par le britannique au marché américain. Au début de l'année, il avait déjà manifesté en prenant une participation de 20 % dans le capital de McCaw, numéro un américain du téléphone cellulaire. BT détiendrait également Dialcom, spécialisé dans le courrier électronique, qu'il entend d'ailleurs fusionner avec les activités rachetées dans ce secteur à McDonnell Douglas. British Telecom, qui entend être à la fin du siècle un des quatre ou cinq grands du téléphone restant en lice dans le monde, fait un nouveau pas en ce sens.

McDonnell Douglas, par cette opération, confirme qu'il met un terme à son incursion dans l'informatique et les télécoms pour se concentrer sur son métier de base.

E. F.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

GROUPE DIAC

Activité 1^{er} semestre 1989

Financements clientèle
L'activité commerciale soutenue de ventes de Renault durant le premier semestre 1989 permet au Groupe Diac de confirmer la croissance de ses nouvelles opérations ce qui se traduit par une augmentation de 18,4 % des montants nets financés. Le financement des véhicules particuliers progresse de plus de 21 % stimulé par une nouvelle gamme de modèles et les campagnes publicitaires de M. Financement. Le secteur du financement aux entreprises a connu également une nette progression de son chiffre d'affaires sur des marchés porteurs (+ 12 %).

Montants consolidés des financements clientèle accordés en MF.

Sociétés	1 ^{er} semestre 1988	1 ^{er} semestre 1989
DIAC (hors Cogera)	6.487,6	7.866,5
DIAC ÉQUIPEMENT	2.838,0	3.176,2
TOTAL	9.325,6	11.042,7

Encours financiers
Les encours financiers de DIAC ont progressé de 18 % par rapport à l'année précédente grâce à une utilisation importante de la location avec option d'achat et une offre de barèmes adaptés aux besoins de notre clientèle. DIAC Équipement et ses deux filiales à 100 %, Parc Location et DUA, résistent sur leurs marchés à la forte pression de la concurrence.

Montants des encours financiers - Nets (MF)

Sociétés	Fin du 1 ^{er} semestre 1988	Fin du 1 ^{er} semestre 1989
DIAC	17.052,8	20.243,4
COGERA	5.380,0	7.143,0
DIAC ÉQUIPEMENT	5.968,0	6.275,6
PARC LOCATION	3.833,0	3.791,2
DUA	320,0	414,4
TOTAL	32.653,8	37.867,60

Opérations financières et rating du Groupe DIAC

La DIAC a fait évoluer de façon significative son refinancement en lançant le 17 juillet 1989 ses premières émissions de bons de sociétés financières assorties. Une première tranche a été créée avec une échéance finale le 17 juillet 1992. Ces BSF bénéficieront d'une gestion en compte courant sur le système SATURNE de la Banque de France et de l'activité de quatre teneurs de marché : la Caisse des Dépôts et Consignations, la Banque Nationale de Paris, le Crédit Lyonnais et la Banque Natéo-Tresorerie.

Enfin deux agences de rating ont officialisé leurs notations de DIAC et COGERA : l'ADEF et MOODY'S ont accordé leur meilleure note (respectivement T1 et P1) aux émissions à court terme. L'ADEF a également noté les émissions de BSF à plus de deux ans et donné les notes de AA2 (DIAC) et AA3 (COGERA).

RENAULT

Financé et Services

ÉTRANGER

Avant leur privatisation

Les sociétés britanniques de distribution de l'eau reçoivent une importante subvention gouvernementale

Londres (AFP). - Le secrétaire d'État à l'environnement, M. Michael Howard, a annoncé, le 2 août, qu'avant sa privatisation prévue en novembre le secteur de la distribution de l'eau en Angleterre et au pays de Galles recevrait une injection de fonds publics de 1,02 milliard de livres (1,05 milliards de francs) et bénéficierait d'un effacement de dettes portant sur 4,4 milliards de livres (45 milliards de francs).



The Times (3 août 1989).

Les hausses de tarifs permises aux dix directions régionales en passe d'être privatisées et qui assurent 75 % de la distribution de l'eau en Angleterre et au pays de Galles seront, par ailleurs, plafonnées à 5 % au-dessus de l'inflation - en moyenne.

Les 25 % restants de la distribution de l'eau seront assurés par vingt-neuf compagnies privées, dont un grand nombre ont récemment vu entrer dans leur capital les groupes français Générale des Eaux, Lyonnaise des Eaux et Bouygues.

Un rapport de l'OCDE

Le spectaculaire redressement de l'économie irlandaise

Évoquant la conjoncture économique actuelle de l'Irlande, le quotidien de Dublin Irish Independent titrait, le 5 juillet dernier : « Une période béni pour ceux qui sont au pouvoir ». Le rapport de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), publié le 3 août sur la conjoncture du pays semble aller dans le même sens.

« Les performances de l'économie irlandaise, souligne les experts du chèque de la Muette, se sont fortement améliorées depuis deux ans grâce à un environnement extérieur propice et à l'action opportuniste menée pour réduire un déficit budgétaire excessif ».

C'est ce dernier point qui frappe le plus les observateurs. Depuis 1987, M. Charles Haughey et son parti, le Fianna Fail, ont mené une politique de maîtrise des dépenses publiques draconienne. Certains commentateurs locaux ont même été jusqu'à dire que M. Haughey était « plus thatcherien que Thatcher ». D'autres pourraient faire remarquer qu'il n'avait guère le choix. L'endettement public a toujours été - et reste, comme le souligne l'OCDE - le problème numéro un de la République d'Irlande : la dette publique représente 130 % du PNB ! Le paradoxe est que le Fianna Fail, et M. Charles Haughey en particulier, a été le principal artisan de cette situation.

M. Haughey, que l'économiste qualifiait encore récemment de « péroniste romantique », s'est rendu célèbre, dans les années 1979-1982, par une politique d'arrosage budgétaire et de coûteuses promesses.

Tout cela semble bien loin. M. Haughey, après avoir basé sa campagne électorale de 1986 sur le thème - non aux coupes budgétaires -, s'est attaché dès son retour au poste de taoiseach (premier ministre), en mars 1987, à trancher dans le vif des dépenses de l'État. Le plus étonnant est que cette politique semble lui avoir réussi.

Après des élections législatives anticipées difficiles, le 15 juin der-

nier, il a finalement mis sur pied un nouveau gouvernement Fianna Fail (avec l'aide du petit Parti démocrate progressiste) qui paraît en bonne position pour continuer, durant les quatre années à venir, la politique de rigueur - assouplie cependant - entamée en 1987.

Sans partager complètement les conclusions très optimistes de l'Economic and Social Research Institute de Dublin, qui, début juillet, prévoyait pour les cinq ans à venir, une croissance moyenne annuelle de 5 % et la création de quatre-vingt-quatre mille emplois, l'OCDE paraît relativement confiante dans les perspectives de l'économie irlandaise.

Les experts de l'OCDE estiment que « la croissance devrait se poursuivre à un rythme annuel supérieur à 4 % en 1989 et légèrement au-dessus de 3 % l'année suivante, taux suffisants pour accroître l'emploi ». C'est ce dernier point, en effet, qui demeure préoccupant : si l'inflation a progressivement reculé entre 1981 et 1986 (à moins de 4 % aujourd'hui), le taux de chômage, quant à lui, est encore élevé (16,7 % en 1988, pour 17,7 % en 1987 et 14 % en 1983).

Selon l'OCDE, les quatre facteurs essentiels du redressement sont : l'appréciation de la livre irlandaise (qui tient désormais sa place dans le SME), la chute des prix du pétrole (qui a aidé à faire baisser l'inflation), la reprise des échanges mondiaux et l'assainissement des finances publiques. A noter cependant que la modération salariale observée depuis deux ans a largement contribué à l'amélioration générale, notamment sur le front de l'inflation.

Reste à savoir si la rigueur pourra être maintenue. Déjà le budget 1989 prévoyait un accroissement des mesures sociales et un meilleur traitement du chômage de longue durée. L'OCDE met en garde contre tout dérapage des salaires qui pourrait, en relançant trop fortement la demande intérieure, dégrader la balance commerciale. La vigueur de la demande intérieure cependant, si elle est maîtrisée, pourrait se substituer à l'effort d'exportation pour soutenir la croissance et tirer la production et l'emploi.

DIDIER POURQUERY.

هذا هو الحق

PARIS, 3 août =

Reprise

Calmie

Second marché (sélection)

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 **TAPEZ**
LEMONDE

Nette progressio

TOKYO, 3 April —

FAITS ET RÉSULTATS

Marché des options négociables le 2 août 1989

MATIF

Nombre de contrats : 78 481.	
	ÉCHÉANCES

INDICES

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

TAUX DES EUROMONNAIES

SL-U...	8 11/16	8 15/16	8 1/2	8 5/8	8 7/16	8 9/16	8 3/16	8 5/16
SL	7 1/2	7 1/2	7 13/16	6 15/16	6 13/16	6 15/16	6 7/8	6 7/8
SL Resin	7	7	7 1/4	7	6 13/16	7 3/16	6 3/4	6 7/8
SL (100)	8 1/4	8 3/4	8 1/16	8 3/8	8 1/2	8 3/4	8 1/4	8 1/4
SL (100)	7 5/16	7 9/16	7 1/16	7 3/16	7 1/16	7 3/16	7 1/16	7 1/16
SL (100)	11 1/2	12 1/2	12 1/4	12 3/4	12 1/8	12 5/8	12 1/2	12 1/2
SL (100)	13 5/8	13 7/8	13 13/16	13 7/8	13 1/8	13 5/8	13 1/2	13 3/4
SL (100)	9 1/16	9 5/16	8 15/16	9 1/16	8 15/16	9 1/16	8 7/8	9

Ces cours pratiques sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

CANAL+

En millions de francs	1989	1988	% Variation
1 ^{er} trimestre ...	1 199	1 027	+ 16,7 %
2 ^e trimestre	1 236	1 064	+ 16,2 %
Total du semestre	2 435	2 091	+ 16,5 %

Au cours du premier semestre 1989, 210 000 nouveaux abonnés et 120 000 annulations ont été enregistrés, soit une croissance nette de 90 000 abonnés.

Ainsi, à fin juin 1989, le nombre d'abonnés individuels s'est élevé à 2 666 000 auquel il convient d'ajouter 94 000 prises collectives.

La bonne progression des abonnements pendant les six premiers mois de l'exercice 1989 permet de confirmer les prévisions faites par la chaîne pour cette année, soit une augmentation du chiffre d'affaires de l'ordre de 13 %.

■ **Kaufhof** se renforce dans la R.F.A. — Le numéro deux ouest-allemand des grands magasins, Kaufhof, a réalisé en 1988 une performance remarquable par correspondance à travers ses filiales Wezz, Reno, Voelkel et Hasekawa, sa rochester 60 % du capital d'Oppermann. L'intérêt de cette acquisition réside dans les activités commerciales d'Oppermann, particulièrement performantes en Grande-Bretagne et en France. En 1988, Kaufhof a réalisé un bénéfice net de 404 millions de deutschemarks (352 millions de francs français) sur un chiffre d'affaires de 11,7 milliards de deutschemarks (9,6 milliards de francs). Celui d'Oppermann (mille neuf cent quarante salariés) avait atteint les 20,8 milliards de deutschemarks (17,2 milliards de francs) pour 366 millions de deutschemarks (1 239 millions de francs) de chiffre d'affaires.

BOURSE DU 3 AOUT

[illegible]

Comptant

(selection)

VALEURS

% du nom.

% du coupon

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Cours princ.

Dernier cours

VALEURS

Emission

Prime Ind.

Rachet net

VALEURS

Emission

Prime Ind.

Rachet net

VALEURS

Emission

Prime Ind.

Rachet net

Obligations

C.I. Machine

Orion (B)

Chemin

Chemin (S)

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Orion Indus.

Comptol

Cote des changes				Marché libre de l'or			
MARCHÉ OFFICIEL	COURS prix.	COURS 3/8	COURS DES BILLETS Achats Ventes	MONNAIES ET DEVISES	COURS prix.	COURS 3/8	
Euro-Index 91 (1)	8 260	8 286	6 080	8 530	Or fin (Baie en barre)	75000	75000
EDU	7 010	.....	.....	.....	Or fin (en lingots)	75000	75000
Allemagne (100 DM)	328 880	328 760	328 800	348 800	Pièce française (20 fr)	436	446
Belgique (100 F)	16 186	16 177	16 180	16 650	Pièce française (10 fr)	361	368
Canada (100 \$)	300 340	300 340	300 340	310 500	Pièce suisse (20 fr)	461	463
Corée (100 000 lire)	87 220	87 130	83 500	91 500	Pièce italienne (20 A)	433	434
Norvège (100 kr)	32 150	32 070	.....	.....	Suède	548	548
Grèce (Dracmas 100 fr)	10 427	10 348	10 050	10 850	Pièce de 20 dracmas	2710	2730
Israël (100 drachmas)	4 712	4 707	4 400	4 800	Pièce de 10 drachmes	1370	1420
Indonésie (100 Rp)	383 320	383 340	381 500	403 500	Pièce de 5 drachmes	676	685
Suisse (100 fr)	88 890	88 800	88 500	103 500	Pièce de 10 francs	580	580
Autriche (100 sch)	48 180	48 130	48 700	49 700	Pièce de 10 florins	465	466
Espagne (100 pes)	4 042	4 038	5 200	5 600	Or Londres	.....	.....
Portugal (100 esc)	5 341	5 351	5 150	5 950	Or Zurich	.....	.....
Canada (50 \$)	4 696	4 612	4 480	4 870	Or Hongkong	.....	.....
Japon (100 yens)	.....	.....	.....	.....	Argent Londres	.....	.....

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

• : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

كنا من اجل

Le Monde

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 L'épreuve de force entre les extrémistes chétiens, larabi et les Etats-Unis. 4 La conférence de Paris sur le Cambodge. - Journée d'action dans les hôpitaux sud-africains. 6 M. Kaitu probable premier ministre japonais.	7 La mise en œuvre de l'égalité sociale outre-mer. - Décès de Maurice Toga, ancien député.	8 Les incendies dans le Sud-Est. 15 Un appel du Conseil des Eglises néerlandaises : les réfugiés victimes de la suppression des frontières européennes ?	17 Point de vue : « Karsjan est mort, vive Mozart », par Stephen Gallup. 18 Les Fables de La Fontaine, à Carpentras. - Communication.	20 M. Ricard et le secteur public. 21 Les bonnes performances de l'économie irlandaise. - Deux accords dans l'industrie européenne. 22-23 Marchés financiers.	Abonnements 7 Annonces classées 20 Carnet 7 Loterie nationale, Loto 7 Météorologie 16 Mots croisés 16 Radio-Télévision 16 Spectacles 19	Les résultats des grandes écoles : 3615 tapers LEMONDE Les offres d'emploi du Monde : 3615 tapers LM

Une importante découverte archéologique en Charente Les gravures du Placard

LA ROCHEFOUCAULD
de notre envoyée spéciale

Avec sa bouche légèrement entrouverte, le petit cheval à l'air de rire. Effectivement, lui et ses quelques dizaines de compagnons (biches, bouquetins, chevaux, bisons, rennes, félins et même hommes, tous hauts d'une vingtaine de centimètres) ont réussi une bonne farce. Pendant une quinzaine de milliers d'années, ces gravures magdaléniennes, très fines, ont été oubliées, on pourrait même dire littéralement invisibles. Même après la découverte en 1873 de la grotte du Placard (Charente) par Jean-Louis Frémont, secrétaire de mairie à La Rochefoucauld, les gravures décorant une des parois calcaires n'ont pas été vues. Elles ont dû attendre jusqu'au 12 juillet 1987 pour être soupçonnées, jusqu'au mois de juillet 1988 pour être distinguées et jusqu'au 27 juillet 1989 pour que leur découverte soit annoncée par le ministère de la Culture.

Depuis 1873, la grotte du Placard a été pourtant fouillée à plusieurs reprises. Mais il y a cent ans, et même encore cinquante ans, les fouilles n'étaient pas conduites avec la méticulosité actuelle. Les couches archéologiques ou stériles étaient déblayées sans ménagement par des terrassiers. Les préhistoriens d'autrefois cherchaient des os d'hommes ou d'animaux, des pierres taillées, des os ou des bois de rennes façonnés et ornés, etc., et ils laissaient échapper beaucoup de vestiges qui font les délices des chercheurs actuels. Certes, ils reconnaissaient que des couches d'âge croissant avec la profondeur étaient empilées les unes sur les autres. Mais, souvent, les déblais ôtés d'une fouille en grotte ou en abri sous roche remplissaient une autre partie du site ou formaient, en l'absence de la falaise, un talus de plus en plus important. C'est ainsi que des campagnes successives ont tour à tour vidé et rempli la grotte du Placard. Et les préhistoriens ne

cessaient d'affirmer qu'il n'y avait plus rien à découvrir dans cette grotte...
En 1987, pourtant, une autorisation de fouille des déblais rempissant alors la grotte sur près de 7 mètres de haut est donnée à M. Louis Dupont, archéologue du département de la Charente depuis 1980. Le 12 juillet, M. Dupont voit apparaître des traits gravés dans la calcaire qui couvre le calcaire. Certes, ces traits ne sont pas de l'art figuratif, mais ils n'ont vraiment pas l'air d'avoir été faits par des ours s'affrétant les griffes.

Une lecture à la lumière rasant

Le dégagement de la paroi reprend pendant l'été 1988 avec beaucoup de précautions. Très vite, le doute n'est plus possible. Seuls des artistes ont pu graver avec une telle sûreté de main, un tel sens de l'observation, les traits qui représentent chevaux, bouquetins, biches, rennes, bisons, félins, hommes. Les figures ne sont pas faciles à voir, les traits gravés ne sont profonds que de 1 ou 1,5 millimètre et leur lecture nécessite une lumière rasante, d'autant plus que, comme dans toutes les grottes ornées de gravures de cette époque, les silhouettes des animaux et des hommes sont rarement complètes, qu'elles s'enchevêtrent les unes dans les autres et que de multiples traits non figuratifs ajoutent encore à la confusion apparente du décor. Pour le moment, ce décor a été repéré sur 6 mètres de long et 1,2 mètre de haut. Mais, sous la conduite de M. Dupont, les gravures sont déjà lisibles et on peut admirer une biche gracieuse, un cheval qui semble peindre, les cornes stériles de bouquetins, de bisons dont les naseaux ont profité d'un relief naturel et, bien sûr, le cheval qui rit.

Venu le 15 octobre 1988 avec un peu de méfiance, M. Jean Clottes, directeur des Antiquités préhistoriques de Midi-Pyrénées,

et M. Michel Lorblanchet, chargé de recherche au CNRS, les deux spécialistes envoyés par le ministère de la Culture, ont examiné le panneau orné et l'ont très vite qualifié de « découverte majeure » et de « découverte de premier plan ». Le département de la Charente avait déjà ses hommes préhistoriques de la Vache, ses sculptures, de la Chaire-à-Calvin et de Roc-de-Sers notamment, ses bois de rennes gravés de Montgaudier et du... Placard. Il a désormais sa grotte ornée (1) et le Placard est peut-être encore plus orné que ce que l'on en connaît actuellement.

La campagne de 1989 a été consacrée, à la sécurité : une partie de la voûte menaçait de s'effondrer. L'année prochaine, les fouilles proprement dites devraient reprendre. Le dégagement de la paroi ornée pourrait ainsi être poursuivi de part et d'autre du panneau connu. Peut-être M. Dupont découvrira-t-il ainsi de nouvelles gravures. En outre, il semble bien que dans un petit diverticule existe encore des couches archéologiques intactes qui ont miraculeusement échappé aux préhistoriens et aux terrassiers du passé.

Pour le moment, on sait que la grotte du Placard a été occupée par les hommes de Neandertal il y a 60 000 ans. Sont venus ensuite des Solutréens (20 000 à 16 000 ans avant Jésus-Christ) et surtout des Magdaléniens (18 000 à 8 000 ans avant notre ère). Les Magdaléniens qui ont gravé la paroi du Placard sont les contemporains de ceux qui ont peint Lascaux, soit alentours de 13 000 ans avant Jésus-Christ.

YVONNE REBEYROL

(1) Comme tous les ans, la salle capitulaire attenante au superbe cloître des Carmes à La Rochefoucauld (Charente) présente une très jolie exposition consacrée à la préhistoire. Le thème de cette année : l'homme, l'outil et l'art préhistorique est illustré presque exclusivement par les sites du département. Ouvert tous les jours jusqu'au 31 septembre, de 9 heures à 12 heures et de 15 heures à 19 heures. Entrée : 10 F (gratuit pour les enfants).

EN BREF

● Aide de la CEE aux victimes des inondations en Chine. — La CEE a annoncé, mercredi 2 août, l'octroi d'une aide d'urgence « à des fins purement humanitaires » à la Chine, dont les populations de la province du Sechouan, au sud du pays, ont été durement éprouvées par de récentes inondations. Une somme de 500 000 Ecus financera un programme d'aide mené par la filiale belge de Médécins sans frontières. La CEE estime à 1 300 morts, 2 000 blessés et un million d'habitants endommagés le bilan de ce sinistre. — (AFP, Reuters.)

● Baisse des prix plus forte que prévu en RFA. — L'indice des

prix à la consommation en juillet n'a pas diminué de 0,1 %, mais de 0,2 %, a indiqué l'office fédéral des statistiques de Wiesbaden. Cette révision de l'indice provisoire publié le 24 juillet ramène la progression des prix de détail entre juillet 1988 et juillet 1989 à 3 %, au lieu de 3,1 %.

Le numéro du « Monde » daté 3 août 1989 a été tiré à 476 575 exemplaires

COPIES COULEURS
Canon LASER
COPIES DE PLANS
JUSQU'A 84 x 120 CM
RANK XEROX 2080
P.A.O.
AVEC VENTURA
ET EDITION LASER
ETRAVE REPRO
35, AV. DAUMESNIL - 43 47 21 32

ANTIQUITÉS
la foire
FAYENCE-VAR
DU 4
AU 8 AOUT 89

TCHÉCOSLOVAQUIE

Vaclav Havel interpellé deux fois en vingt-quatre heures

Interpellé mercredi 2 août, au moment où il se rendait à un déjeuner à l'ambassade de RFA à Prague, le dramaturge Vaclav Havel a été relâché après avoir été interrogé pendant onze heures.

Bonn a formellement protesté contre cette « procédure grave » contraire aux dispositions de la Conférence pour la sécurité et la coopération en Europe (CSCE). La veille, Vaclav Havel avait été interpellé une première fois devant son domicile, alors qu'il était invité à une réunion du nouveau Pen-Club tchèque, réactivé après vingt ans d'inactivité.

Cette réunion a donné lieu à la rencontre sans précédent depuis le « printemps de Prague » d'une trentaine d'écrivains officiels et dissidents. M. Havel, qui a pu assister à la fin de la réunion, a affirmé à l'AFP que la police cherchait à le dissuader de rester à Prague au mois d'août, au moment où approche le vingt et unième anniversaire du « printemps » (21 août 1968). — (AFP.)

PÉROU : misère et violence

Mère Teresa à Lima

LIMA
de notre correspondante

Mère Teresa, prix Nobel de la paix, est arrivée de Calcutta à Lima, mercredi 2 août, pour inaugurer un « congrès de la réconciliation en temps de pauvreté et de violence ». La détérioration de la situation dans la capitale a pour le moins frappé Mère Teresa : pas d'électricité, pas d'eau, pas de pain ; des queues interminables devant les postes d'essence pour obtenir le « kérosène », indispensable carburant des cuisinières populaires. La plupart des usines et des ateliers sont paralysés. Les camions des habitants de la capitale en route vers les provinces, se multiplient, et les terroristes du Parti communiste-Sentier lumineux peuvent à l'aise semer le chaos et le désarroi parmi les huit millions d'habitants de la capitale en sabotant le système électrique.

Paysans et mineurs tiennent actuellement un congrès commun pour décrier une grève générale de leurs secteurs respectifs. Les médecins ont cessé le travail depuis soixante-cinq jours et n'assurent même plus les urgences.

Le message de Mère Teresa parviendra-t-il à « tranquilliser les passions de ce pays flagellé par la violence », comme l'espère Mgr Ricardo Durand, président de la Conférence épiscopale ?

NICOLE BONNET.

Dans le XVII^e arrondissement de Paris

Deux disparus et six blessés dans l'effondrement d'un immeuble

Un immeuble en réfection s'est effondré, jeudi 3 août en fin de matinée, rue Pierre-Demours, dans le XVII^e arrondissement de Paris. En début d'après-midi, l'état-major des pompiers indiquait que deux personnes étaient portées disparues. Six blessés dont un sérieusement atteint, avaient été dégagés. Toutes ces victimes sont des ouvriers qui travaillaient sur les lieux.

C'est vers 11 h 20 qu'une partie de la façade s'est effondrée, dégageant un énorme nuage de poussière. Une centaine d'ouvriers étaient employés sur le chantier, dont le maître d'œuvre est l'entreprise Bonnygues.

Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

chaque mercredi
(éditions datées jeudi)

Renseignements : 45-55-91-82.
Poste 4138

ÉGYPTE : une grève sévèrement réprimée

La police a pris d'assaut une usine et arrêté cinq cents ouvriers

Pour avoir fait la grève, cinq cents ouvriers d'une usine métallurgique de la banlieue sud du Caire ont été arrêtés mercredi 2 août par la police. L'usine de Tibbine — où quelques deux mille ouvriers s'étaient enfermés — a été prise d'assaut à l'aube par d'importantes forces de l'ordre, qui ont notamment usé de grandes lacrymogènes. Le communiqué publié par les médias officiels ne fait pas état de blessés, mais indique toutefois qu'un ouvrier « est décédé d'une crise cardiaque avant l'assaut ».

LE CAIRE
de notre correspondant

Les désordres ont commencé début juillet à la suite d'une réduction de la prime d'encouragement accordée aux ouvriers, dans le but de limiter les pertes de l'usine. Cette mesure s'inscrivait dans le cadre plus large des efforts déployés par le gouvernement égyptien pour réduire le déficit budgétaire afin de parvenir à un accord avec le Fonds monétaire international en vue de rééchelonner une partie de la dette extérieure, estimée à près de 44 milliards de dollars.

Le 11 juillet, les ouvriers de l'usine du secteur public se sont mis en grève pour protester contre la baisse de leurs revenus au moment où les prix de plusieurs produits augmentaient. La direction de l'usine a accusé les deux délégués des ouvriers au conseil d'administration d'être à l'origine des arrêts de travail. Le PDG de l'usine métallurgique a alors procédé à l'éviction des deux ouvriers du conseil d'administration. C'est cette décision qui a provoqué la grève des ouvriers.

Le droit de grève n'étant pas prévu par la législation égyptienne du travail, calquée sur celle des pays de l'Est, le PDG a demandé aux forces de l'ordre d'intervenir.

« C'est une mesure grave et sans précédent », affirme un communiqué du Rassemblement progressiste unioniste (RPU, marxiste-nassérien). C'est en effet la première fois qu'autant de personnes sont arrêtées dans le cadre d'un seul mouvement de grève. En 1986, un total de près de 500 ouvriers avaient été arrêtés, mais c'était à la suite de trois grèves consécutives, dont celle des conducteurs de trains.

Les médias officiels affirment que le travail a repris, mercredi 2 août, à l'usine de Tibbine, sans donner de précisions sur les conditions de la reprise. M. Ahmed El Enassari, le président de l'Union générale des syndicats ouvriers, d'obédience gouvernementale, a condamné « les éléments provocateurs » et annoncé la conclusion d'un accord avec le ministère de l'Industrie, prévoyant l'augmentation des primes d'encouragement des ouvriers des usines métallurgiques à compter du 1^{er} juillet.

ALEXANDRE BUCCIANTI.

Une municipalité du Morbihan mobilisée pour garder le curé du village

L'union sacrée de Roudouallec

ROUDOUALLEC
de notre envoyée spéciale

Roudouallec veut garder son « curé ». Ou plutôt son recteur comme on l'appelle dans ce petit bourg de la Bretagne profonde, aux confins du Morbihan. Car l'abbé Le Mouel, « Marcel », appartient au village breton comme l'instituteur, le maire ou le facteur. Un personnage qui fait partie du décor. Et dont le départ vers une paroisse plus peuplée, prévu pour septembre prochain, causera un grand vide. « Le curé qui s'en va, c'est un peu le mort du village », regrettent les plus anciens sur le pas de leur porte.

Sitôt apprise la nouvelle de la mutation de « Marcel », à soixante-trois ans et après quarante ans de bons et loyaux services, le maire de Roudouallec, Yves Le Mouel, a fait battre le rappel des amis du recteur. Plus de huit cents habitants sur les huit cent cinquante-cinq officiellement recensés, ont signé la pétition lancée par le conseil municipal en faveur du prêtre. Un plébiscite qui n'étonne guère Yves Le Mouel. Car le premier élu de la commune — socialiste, instituteur, laïc et républicain — a compris ses ouailles. A Roudouallec, le recteur n'a qu'une sorte d'ennemi : quelques bigotes qui le jugent par trop « coulant ».

La mobilisation des paroissiens sous la houlette du maire PS, tient bien moins de la boutée de fièvre religieuse que d'un mouvement de sympathie pour un homme particulièrement tolérant et proche de ses (plus ou moins) fidèles. En fait, seulement 10 % des habitants pratiquent, aujourd'hui, dans cette paroisse autrefois très croyante, « la messe du dimanche », disaient-ils.

« L'habite à côté de l'église, mais... je ne vais jamais à la messe ! », proclame un vieil agriculteur matois. « Mais le recteur, c'est autre chose. Nous bavardons tous les deux et nous bavardons le coup ensemble. » Même son de cloche du côté des jeunes. Ils trouvent « vraiment sympa » ce curé qui ne leur parle jamais de religion et ne leur reproche pas de manquer la messe du samedi soir ou du dimanche matin... Bref, un prêtre rien moins que prosélyte et qui

ne dispense pas ses faveurs en fonction du temps de fréquentation de l'église. Ce qui ne va pas sans hérisser un peu les (rares) fidèles qui affichent une constance irréprochable.

Village bûné sortant d'une blouse bleu gris, roulant des « r » presque méridionaux, le recteur répond par un éclat de rire et un frotement de mains un peu gêné. Tout ce tapage autour de son déplacement l'émeute et l'embarrasse tout à la fois. Et sans cacher son attachement au village et à ses habitants, le curé réprimande les « exaltés », ceux qui ont des mots désagréables — et des sentiments peu chrétiens — pour l'évêque de Vannes, à l'origine de cette décision. « Les plus sages comprennent la situation : on ne peut pas garder un prêtre ici, c'est vrai. Et c'est bien dommage pour tout le monde. » Car, dans le petit bourg breton, même les pires médisants gardent cette fierté : « avoir notre recteur ».

L'époque béate

Dans la région, le cas de Roudouallec est en fait une exception, un des derniers bastions d'un catholicisme « de proximité ». Et l'abbé Le Mouel est un vestige de l'époque béate — il y a une quinzaine d'années — où chaque paroisse avait encore son recteur à domicile, pour ainsi dire. Un à un, les prêtres sont partis sans être remplacés. Plus tardivement peut-être que le recteur de la France, la Bretagne est touchée, à son tour, par la pénurie de curés qui a déjà obligé au regroupement d'un cinquième des trois cents paroisses du diocèse de Vannes. L'évolution semble inexorable. Et l'abbé Le Mouel s'est bien vite résolu à démissionner vers une paroisse plus vaste. A Guisriff, qui l'accueillera à l'automne prochain, la population fait montre d'une grande compréhension pour la collecte de signatures en faveur du recteur. C'est qu'après le remplissage de l'actuel curé elle sait que son sort risque — à terme — d'être identique. « Peut-être faudrait-il que nous aussi on fasse une pétition ! »

JUDITH RUEFF.

NUMÉRO EXCEPTIONNEL
PHILEXFRANCE
JUILLET 1989 - 25 F - 178 P + suppl. 36 p
Le Monde DES
PHILATELISTES
l'Officiel de la philatélie
LE GUIDE COMPLET
DE L'EXPOSITION ET LE PLAN DES STANDS
UN SUPPLÉMENT SPÉCIAL MARIANNE
36 PAGES SUR LES TIMBRES « MARIANNE »
DONT UNE BROCHURE DÉTACHABLE
CONSACRÉE À LA MARIANNE DE J. COCTEAU
GRAND CONCOURS DU BICENTENAIRE
en collaboration avec la poste
GAGNEZ un VOYAGE
pour 2 personnes
aux ETATS-UNIS
4 jours à Washington

A C D E F G H